



Mémoire de Master 2
Mention « Gestion des Territoires et Développement Local »
Parcours « Ruralités dans les Nords et les Suds »

Perceptions du changement climatique et des enjeux d'adaptation dans le Centre Ouest Bretagne.

Carmen CHAPELON

Sous la direction de Agnès TERRIEUX et Anne-Emmanuelle FIAMOR.
Maîtresses de stage : Aurore DUC et Marion BRET, PETR du Pays COB.

Année universitaire 2023-2024

Déclaration sur l'honneur de non-plagiat

Année universitaire : 2023-2024

Je, soussigné, Carmen CHAPELON,

N° étudiant : 0210022204022

Régulièrement inscrit à l'Université Toulouse 2 - Jean Jaurès

Dans la formation : Master 2 - Mention « Gestion des Territoires et Développement Local » - Parcours « Ruralités dans les Nordes et les Suds »

Certifie que le mémoire joint à la présente déclaration est un travail original, que je n'ai ni recopié ni utilisé des idées ou des formulations tirées d'un ouvrage, article ou mémoire, en version imprimée ou électronique, sans mentionner précisément la référence bibliographique, sitographique ou audiovisuelle, et que les citations intégrales sont signalées entre guillemets.

Conformément à la charte des examens de l'Université de Toulouse 2 - Jean Jaurès, le non-respect de ces dispositions me rend passible de poursuites devant la commission disciplinaire.

Fait à : Saint-Tugdual 56540

Le : 30/08/2024

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Chapelon B'. The signature is fluid and cursive, with a large initial 'C' and a long horizontal stroke at the bottom.

Signature :

Remerciements

Je remercie quatre encadrantes : Agnès Terrieux et Anne-Emmanuelle Fiamor pour l'encadrement universitaire, Aurore Duc et Marion Bret pour l'encadrement professionnel, qui m'ont entourée et encouragée tout au long de ce stage et de l'écriture de ce mémoire. Merci aux premières pour leur disponibilité et leurs conseils avisés, merci aux secondes pour m'avoir intégrée dans un cadre de travail enthousiasmant et enrichissant.

Merci à l'ensemble des membres du Pays COB pour m'avoir accueilli et orienté dans ce territoire que je ne connaissais pas.

Je remercie également Virginie Viale, stagiaire sur le projet Hin'COB : nous avons formé à nous quatre une belle équipe.

Je remercie tous les participants à cette enquête, sans qui elle n'aurait pu exister, et en particulier les personnes qui m'ont ouvert leur porte pour un entretien.

Je remercie enfin mes proches, et surtout Karen et Euryale, pour leur soutien et leurs relectures.

Carmen Chapelon

Saint-Tugdual, le 30/08/2024

Sommaire

Introduction	1
Partie I – Cadre de l’enquête : une enquête de perception	2
1. Une « enquête de perception et de représentation sociale du changement climatique et des enjeux d’adaptation » dans le cadre d’un stage professionnel	2
2. Une approche psycho-sociologique du changement climatique	4
3. Définir l’adaptation au changement climatique	9
4. Le Centre Ouest Bretagne, comme un îlot loin de la mer	14
5. Problématique et hypothèses	31
Partie II – Matériels et méthodes	32
1. Un questionnaire	32
2. Des entretiens semi-directifs compréhensifs	33
3. D’autres outils de recueils de témoignages issus de l’éducation populaire	34
4. Eléments de réflexivité : le cadre politique du PETR, mes engagements militants.....	35
Partie III – Percevoir le changement climatique en Centre Ouest Bretagne	37
1. Comment les populations du COB connaissent-elles le changement climatique ?.....	37
2. Etats des lieux des constats sur le changement climatique dans le COB	39
3. Les conséquences du changement climatique sur les corps et les âmes.....	53
Partie IV – Se représenter l’adaptation au changement climatique dans le Centre Ouest Bretagne 65	
1. Les populations du COB identifient des solutions d’adaptation au changement climatique	65
2. Les freins et leviers à l’adaptation perçus par les habitants du COB.....	77
Conclusion : vérification des hypothèses	89
Conclusion : limites de l’enquête et ouvertures	92
Bibliographie	93
Table des illustrations	103
Table des matières	105
Annexes	107

Introduction

A l'été 2022, des incendies ravagent une partie du Parc Naturel Régional d'Armorique, dans les Monts d'Arrée. Ce parc naturel abrite le plus vaste ensemble de landes atlantiques de France ainsi que le plus grand complexe de tourbières de Bretagne, faisant des Monts d'Arrée le principal réservoir de biodiversité de la région. Les incendies de 2022 ont affecté 1 675 hectares de landes et tourbières. Actuellement, toutes les communes des Monts d'Arrée, et plusieurs autres communes du Centre Ouest Bretagne sont classées en risque fort incendie. Cela semble invraisemblable dans un territoire aussi humide que le Centre Ouest Bretagne, mais c'est pourtant l'œuvre du changement climatique. A l'aune d'évènements pareil, la question du coût de l'impréparation se pose : *« le coût des sinistres climatiques est estimé à 10 milliards d'euros pour la seule année 2022 en France, contre 3,6 milliards d'euros en moyenne annuelle sur la décennie 2011-2021 »* selon le Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires (2023), d'après les chiffres de la Fédération France Assureurs. Il est désormais connu que le coût de l'inaction est supérieur au coût de la prévention, en ce qui concerne le changement climatique (Rapport Stern, 2006). C'est aussi évidemment un coût pour la vie humaine et non-humaine (GIEC, 2023). Comment anticiper le changement climatique dans un territoire rural comme le Centre Ouest Bretagne ? Puisqu'il est déjà là, comment vivre avec sans (trop) souffrir de ses impacts ? Ce sont les questions que se pose le Pôle d'Equilibre Territorial Rural du Pays Centre Ouest Bretagne, qui souhaite mettre en place en 2025 une stratégie d'adaptation au changement climatique à l'échelle du COB. Dans ce cadre, et en réponse à une commande de cette collectivité territoriale, le présent mémoire présente une enquête sociologique et géographique sur les perceptions qu'ont les habitants du COB du changement climatique et des enjeux d'adaptation dans leur territoire. L'enjeu de cette enquête est de s'intéresser à ce que représente le changement climatique pour les populations du territoire et à comment elles envisagent l'adaptation, afin de déterminer les freins et leviers à l'adaptation dans le COB.

Ce mémoire se divise en quatre parties. Une première partie expose le cadre de l'enquête : la commande du Pays COB, les enjeux du sujet de recherche et son modèle théorique d'analyse. La seconde partie met à plat le matériel d'enquête et les méthodes utilisées. La troisième et la quatrième parties révèlent les résultats de l'enquête, d'abord sur l'origine et le contenu des perceptions du changement climatique, puis sur leurs implications en termes de solutions d'adaptation et de freins et leviers à l'adaptation.

Dans la suite de ce mémoire, nous utiliserons parfois les abréviations « CC » pour « changement climatique », et « AdCC » pour « adaptation au changement climatique », par facilité d'écriture et pour éviter des redondances à la lecture.

Partie I – Cadre de l'enquête : une enquête de perception

1. Une « enquête de perception et de représentation sociale du changement climatique et des enjeux d'adaptation » dans le cadre d'un stage professionnel

Le commanditaire : le PETR du Pays COB

Le présent travail de recherche s'inscrit dans le cadre d'un stage professionnel, au sein du Pôle d'Equilibre Territorial Rural (PETR) du Pays Centre Ouest Bretagne, généralement appelé « Pays COB ». Ce stage s'inscrit lui-même dans un projet de développement territorial à l'échelle du COB : fin 2023, à la demande de deux citoyennes membres de son Conseil de Développement, le Pays COB a répondu à un appel à projet « Adaptation au changement climatique » de la Région Bretagne et de l'ADEME (l'Agence publique de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, autrement appelée Agence de la transition écologique), qui a donné lieu au projet « Hin'COB » d'adaptation au changement climatique dans le COB (« hin » signifie « climat » en breton).

Mon stage a été encadré premièrement par Aurore Duc, coordinatrice du Conseil de Développement du Pays COB, et secondairement par Marion Bret, chargée de mission pour le Contrat d'Objectif Territorial de transition écologique (COT) du Pays COB. Pendant presque toute la durée de mon stage, j'ai travaillé en collaboration avec une autre stagiaire, Virginie Viale, encadrée par le même duo de tutrices.

Un **PETR** (Pôle d'Equilibre Territorial et Rural) est un établissement public dont le rôle est de coordonner des acteurs publics et privés à l'échelle d'un bassin de vie. Un PETR est composé de plusieurs Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI). Il définit un projet de développement économique, écologique, culturel et social appelé « projet de territoire ».

Un **Conseil de Développement** est une instance de démocratie participative, qui regroupe des citoyens et citoyennes, des élus et élues et des acteurs et actrices socio-économiques privés ou publics (entreprises, associations, institutions publiques, syndicats et interprofessions, ...). Un Conseil de développement n'est pas toujours adossé à un PETR, même si c'est le cas du Conseil de développement du Pays COB, mais il doit dans tous les cas s'appuyer sur des territoires qui « facilitent l'appropriation par les citoyens, ceux des bassins de vie réels. » (Coordination nationale des Conseils de développement, 2016). Il peut aussi être adossé à un EPCI, ou une métropole. Un Conseil de développement peut être saisi par des élus, ou bien s'auto-saisir, sur n'importe quel sujet, et se divise ensuite en groupes de travail. Les sujets traités par le « CoDev » du Pays COB sont les transitions, la jeunesse, la santé et la culture, et maintenant aussi l'adaptation au changement climatique.

La commande : une enquête de perception du changement climatique

Le projet Hin'COB a été imaginé en 3 phases : une première phase de diagnostic, une deuxième phase de sensibilisation auprès des acteurs et habitants du COB, et une troisième phase d'écriture collective, avec les élus et techniciens du territoire, d'une feuille de route de la stratégie d'adaptation. Mon stage s'inscrit dans la première phase : il s'agit, selon la fiche d'offre de stage d'une « enquête de perception et de représentation sociale du changement climatique et des enjeux d'adaptation » dans le COB, généralement appelée par mes tutrices de stage « enquête de perception du changement climatique ». Mon stage complète le stage de Virginie Viale, autre volet de la phase de diagnostic : une analyse des sensibilités du territoire du COB vis-à-vis du changement climatique. Ces deux stages, correspondant à deux enquêtes distinctes, ont été menés en parallèle, avec pour objectif de comparer à leur issue les résultats de l'un aux résultats de l'autre.

Pour le Pays COB, mener une « enquête de perception » relève d'une forme de consultation citoyenne. C'est d'abord une manière de sortir des discours froids, scientifiques et techniques, sur le changement climatique, pour le réancrer à un niveau local. C'est ensuite une manière d'inclure les habitants dans la construction de la stratégie d'adaptation, en prenant en compte leurs besoins et attentes. C'est enfin un moyen pour le Pays COB d'identifier de potentiels manquements dans les connaissances des populations locales.

L'objectif final de cette enquête est de nourrir les réflexions autour de la formulation d'une stratégie d'adaptation au changement climatique pour le territoire, qui soit la plus inclusive possible, et de ce fait la plus efficace. « Inclusive et efficace », c'est-à-dire qu'elle parvienne à avoir un impact positif et réel dans le COB en termes d'adaptation au changement climatique, pour le plus grand nombre de personnes possible. Cet objectif constitue, pour notre recherche, une question de départ : que nous apprennent les perceptions du changement climatique des populations du COB sur la stratégie d'adaptation à adopter dans leur territoire ?

Cette enquête de perception s'ancre donc dans les domaines de la sociologie et de la géographie : les perceptions du changement climatique sont des faits sociaux, nous y reviendrons, et elles s'ancrent géographiquement dans des territoires spécifiques et particuliers, dont on devra comprendre leur influence sur les perceptions. Dans le domaine de la sociologie, la psycho-sociologie ou psychologie sociale, et la sociologie cognitive nous intéressent particulièrement, car ce sont les disciplines qui s'intéressent spécifiquement à la notion de « perception ». Nous emprunterons également à l'anthropologie pour les méthodes d'enquête et l'intérêt pour les « savoirs locaux », ces savoirs que possèdent les habitants, issus de l'expérience, de la mémoire des événements passés et de l'observation empirique de leur environnement.

2. Une approche psycho-sociologique du changement climatique

Qu'est-ce que le changement climatique ?

Le phénomène de changement climatique correspond à une modification significative du climat, attribuable aux activités humaines. Il se caractérise par différents phénomènes, dont l'élévation des températures, la hausse du niveau marin, la fonte des glaces, l'aggravation de l'intensité des phénomènes climatiques comme les vagues de chaleur, les sécheresses, la perturbation des écosystèmes, l'acidification des eaux océaniques, ... Le climat est une construction théorique, qui correspond à une moyenne météorologique sur une période d'au moins trente ans. Le changement climatique apparaît lorsque des variations météorologiques répétées suffisent à modifier la moyenne sur trente ans, et qu'ainsi on considère qu'elles ne correspondent plus aux variations interannuelles normales mais à une variation du climat lui-même. Ainsi, le changement climatique se distingue-t-il de la « variabilité » climatique par ses causes. La variabilité climatique est due à des causes naturelles, astronomiques et géophysiques, tandis que le changement climatique est dû à des causes anthropiques (Géoconfluences, 2018). Ces causes ont été établies scientifiquement grâce au travail du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), fondé en 1988 à l'initiative du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). Au fur et à mesure de ses différents rapports, le GIEC a établi clairement la responsabilité humaine dans le phénomène de changement climatique : il y a un lien de causalité entre l'intensification de l'effet de serre par nos émissions de gaz à effet de serre, et le changement climatique. En 2007, le GIEC qualifiait cette relation de causalité de « sans équivoque » (Huet, 2023). Le gaz à effet de serre le plus important (en quantité et en durée de vie dans l'atmosphère) est le dioxyde de carbone ou gaz carbonique, dont la formule chimique est CO_2 . Il contribue au 2/3 à l'augmentation de l'effet de serre, c'est pourquoi on calcule l'impact des autres gaz en équivalent CO_2 (Géoconfluences, 2018).

Point historique : les origines scientifiques de la compréhension du changement climatique.

S'il est aujourd'hui généralement admis comme un fait établi par les scientifiques et par les populations mondiales, le changement climatique existait avant la naissance du GIEC en 1988. On commençait déjà à mesurer l'effet de serre et à avoir l'intuition d'un changement climatique dès la fin du XIXe siècle : le concept d'effet de serre a été mis à jour en 1824 par Joseph Fourier, puis l'Américaine Eunice Newton Foote a prouvé l'effet de serre du CO_2 en 1856, bien que ses travaux aient été mis de côté au profit des travaux du Britannique John Tyndall sur le même sujet en 1860. Au début du XXe siècle, le Suédois Svante Arrhenius s'appuie sur ces travaux pour montrer que le doublement de la teneur atmosphérique en CO_2 augmenterait de 4°C la température moyenne de la basse atmosphère (celle dans laquelle nous vivons). Ce résultat a ensuite été à nouveau démontré, au moyen de modèles

scientifiques plus complexes, dans les années 1970-1980. En 1958, un premier observatoire du CO₂ atmosphérique est mis en place au sommet du volcan de Mauna Loa, sur l'île de Hawaï. Les conclusions de l'observatoire sont que la quantité de CO₂ dans l'atmosphère augmente chaque année. En 1979, un premier rapport de l'Académie des sciences américaines alertait sur les risques du changement climatique, dans un contexte d'émergence des préoccupations environnementales : en 1972 paraissait le rapport du Club de Rome, écrit par Donella et Dennis Meadows, *Les limites à la croissance*, et se tenait la conférence de Stockholm initiée par l'ONU, qui voit naître le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) (Huet, 2023).

Les conséquences du changement climatique sur les populations et les écosystèmes sont connues, et elles sont nombreuses et graves. Elles mènent déjà aujourd'hui à des dégradations importantes des conditions de vie humaine et non-humaine, et pourraient à terme rendre notre planète invivable (GIEC, 2023). Mais tous les habitants du monde en ont-ils conscience ? Qu'est-ce que signifie « percevoir » le changement climatique ?

La notion de perception interroge notre rapport à la réalité et à la science

Définition générale et problèmes

La notion de perception est largement utilisée tant dans les sciences de la nature que dans les sciences humaines et sociales. Elle est issue du latin *percipio*, « saisir », et est globalement définie comme une « opération psychologique complexe par laquelle l'esprit, en organisant les données sensorielles, se forme une représentation des objets extérieures et prend connaissance du réel. » (CNRTL). Les neurologues et les psychologues parlent de perception tactile, visuelle, spatiale, auditive, ... lorsque les différents récepteurs du corps humain (la peau, la rétine de l'œil, les muqueuses nasales, la langue et le palais, l'oreille interne, les fuseaux neuromusculaires) traduisent des énergies extérieures en signaux nerveux, que le cerveau interprète ensuite en représentations mentales (images, sons, odeurs,...) (Bartolomeo, n.d.). Mais la notion de perception ne se laisse pas définir aussi facilement. Elle pose de nombreuses questions d'ordres psychologique, philosophique et sociologique, qui ont surtout trait au rapport de l'être humain avec le monde et avec le réel. Qu'est-ce que le réel ? Percevons-nous vraiment le réel ou bien percevons-nous autre chose ? Tous les humains perçoivent-ils un même objet de la même manière ? Comment notre cerveau parvient-il à organiser l'afflux d'informations qu'il reçoit dans le processus de perception ?

La notion de perception dans les sciences humaines et sociales : on ne perçoit pas une photographie de la réalité

Les philosophes d'abord se sont passionnés pour ces questions : tandis que certains ont affirmé que nos représentations mentales sont directement informées par nos sensations (Locke et les philosophes empiristes), d'autres, comme Platon, Descartes ou Alain, ont cherché à démontrer que la perception n'est pas un processus passif : le cerveau humain n'est pas une page blanche sur laquelle viendrait s'imprimer le monde extérieur (Granarolo, n.d.). Au contraire, la perception relève d'un jugement de notre esprit qui, s'appuyant sur la mémoire de nos expériences passées, nous permet de reconnaître, d'identifier ce que nous sentons comme étant réel (Bartolomeo, n.d.). Par conséquent, ce que nous percevons comme étant réel n'est pas le « monde extérieur », un espace tridimensionnel qui existerait indépendamment de nous ; ce que nous percevons est ce que Kant dans sa *Critique de la raison pure*, parue en 1781, a appelé le « phénomène » : la réalité apparente que nous offre nos sens. Certains, comme l'immatérialiste George Berkeley (*Principes de la connaissance humaine*, 1710), sont allés jusqu'à affirmer qu'il n'y a pas de réalité en-dehors de ce que nous percevons (Granarolo, n.d.). Les philosophes démontrent ainsi à quel point la perception est une opération beaucoup plus complexe qu'une simple saisie photographique du réel.

Les sociologues classiques approfondissent ces constats, au XXe siècle. La sociologie, en général, part du principe que la réalité que nous percevons n'est pas totalement fondée sur les règles de la biologie et de la physique, mais qu'elle est surtout construite, à un degré plus ou moins fort selon les auteurs, par des processus sociaux (Berger et Luckmann, 1966 ; Turner, 1992). Par ailleurs, des sociologues et des anthropologues démontrent que les perceptions d'une même chose peuvent être différentes selon la culture (Malinowski, 1929 ; Bagby, 1957), la période historique (Lowe, 1982 ; Kuhn, 1962), mais aussi au sein d'une même culture et d'une même période historique, selon le genre, l'origine ethnique, la classe, les activités professionnelles, les handicaps, les hobbies (Powers et al., 1979 ; Sacks, 1989) (Friedman, 2011). Le processus de perception est donc informé par le social, et ensuite à son tour, il donne forme à la réalité (Durkheim, Mauss, 1903).

Les apports de la psychologie sociale et de la sociologie cognitive : l'attention sélective, et les filtres socioculturels

La psychologie sociale s'est intéressée en particulier à la notion de perception. Dans cette discipline, comme en sociologie, les perceptions sont synonymes de « représentations sociales ». La notion de « représentation sociale » s'appuie sur l'idée que, pour connaître la réalité, notre conscience ne s'appuie pas que sur nos sens : les souvenirs, les connaissances scientifiques, les croyances, les

opinions, les normes et valeurs... sont autant de données qui nous permettent de nous représenter le monde. Les représentations sociales prennent alors la forme d'images, d'émotions, d'opinions, partagées collectivement et à partir desquelles on peut discuter de la réalité (Guimelli, 1999). Ces représentations sociales ont le pouvoir d'orienter l'attention. Nous ne percevons pas tout d'un coup l'ensemble du réel : notre champ perceptif est limité, et nous l'orientons grâce à notre attention. L'attention a deux fonctions : focaliser nos récepteurs sensoriels sur les informations qui nous intéressent, et éliminer de notre champ perceptuel les informations qui ne nous intéressent pas dans notre environnement (Bartolomeo, n.d.). L'attention conduit les individus à sélectionner l'information retenue au moment de la perception, à la décontextualiser, et ensuite, à la catégoriser. L'attention est guidée par un grand nombre de biais cognitifs partagés par tous les humains de façon innée. Par exemple, la tendance à rechercher l'information qui confirme notre hypothèse. Cela pourrait paraître malhonnête vis-à-vis de la réalité, mais ces biais cognitifs nous permettent de « trier » les informations provenant de notre environnement, et ainsi d'identifier, de reconnaître, de différencier, globalement de rendre moins complexe notre environnement physique et social, pour mieux le maîtriser (Guimelli, 1999 ; Moscovici, 1961 ; McGarty, Turner, 1992). C'est le travail de la psychologie sociale que de mettre au jour ces biais cognitifs (*ibid*).

Mais l'attention est aussi guidée par un ensemble de normes sociales intégrées, qui varient en fonction des caractéristiques sociales des individus : c'est ce à quoi s'intéresse la sociologie cognitive (Friedman, 2011). Ces normes sociales intégrées peuvent varier en fonction de notre âge, de notre sexe, de notre métier, globalement de notre trajectoire et de notre position dans l'espace social (Bourdieu, 1996). Elles fonctionnent comme des « attentes d'arrière-plan » (Garfinkel, 1964). Une attente d'arrière-plan est un état collectif d'attention sélective à la réalité : « Les individus cherchent et enregistrent les détails qui sont cohérents par rapport à leurs attentes sociales, mais ils ne prêtent pas attention à d'autres détails qui sont pourtant tout aussi perceptibles et « réels ». » (Friedman, 2011). Autrement dit, ces attentes d'arrière-plan fonctionnent pour les individus comme des « filtres sociomenteaux » vis-à-vis de leur environnement : le filtre trie, bloque le passage de certains éléments de l'information sensorielle disponible et permet à d'autres de passer.

Le problème que posent les représentations sociales est qu'elles sont à l'origine de raisonnements qui, s'ils organisent le réel de façon à ce qu'on le comprenne simplement, peuvent aller complètement à l'encontre du raisonnement scientifique. Par exemple, les psychosociologues parlent du « primat de la conclusion », selon lequel un raisonnement aura tendance à poser d'abord une conclusion, et à la justifier ensuite par des éléments d'information sélectionnés pour correspondre à la conclusion attendue (Guimelli, 1999 ; Moscovici, 1961). Et c'est parfois dans la pensée même d'un individu que

différentes représentations d'un même phénomène peuvent se contredire, avec des niveaux de rationalité différents : on appelle ce phénomène la polyphasie cognitive (Castro, 2006). Ce problème est tout l'enjeu d'une « enquête de perception » : les perceptions sont intéressantes, en ce qu'elles nous donnent des informations sur les « attentes d'arrière-plan » des individus, mais elles nécessitent aussi d'être considérées avec précaution car elles peuvent entrer en contradiction avec la science, voire se contredire elles-mêmes.

La notion de « perception » appliquée au changement climatique : des perceptions qui varient aussi en fonction de la distance au risque

La littérature scientifique sur le sujet de la perception du changement climatique montre que le changement climatique est une réalité globalement partagée (Cabecinhas *et al.*, 2008 ; Michel-Guillou, 2014 ; Verlynde, 2018 ; Moesinger, 2019). Il existe encore toutefois des individus « climato-sceptiques », qui doutent de l'existence du changement climatique, ou qui l'admettent tout en n'en reconnaissant pas la responsabilité humaine (Michel-Guillou, 2014 ; Huet, 2023). Et même si, par ailleurs, c'est une réalité globalement partagée, il n'y a pas une seule représentation du changement climatique partagée par tous et toutes.

Les représentations du changement climatique varient donc selon les « attentes d'arrière-plan » des individus, nourries par les normes sociales intégrées, mais aussi selon le cadre de vie des individus. La littérature nous apprend que plus un risque est spatialement proche du lieu de vie (comme sur un littoral), plus les individus se le représentent, d'autant plus qu'ils ont plus de chance d'avoir déjà vécu une catastrophe en rapport avec ce risque (Verlynde, 2013 ; Bonnemains, 2016). A l'inverse, des personnes éloignées de la nature, et n'ayant pas fait l'expérience de climats variés (au travers d'un changement de pays de résidence, ou *via* des voyages), comme cela peut être le cas des populations urbaines de classe populaire n'ayant pas émigré, peuvent tendre à se représenter difficilement le changement climatique (Lammel *et al.*, 2012). Mais si le cadre de vie est un facteur explicatif de la perception du changement climatique, cela n'explique pas tout : dans les territoires littoraux étudiés par les scientifiques, de grandes parts de population négligent encore le risque d'inondation (Verlynde, 2013 ; Guillemot *et al.*, 2014 ; Moesinger, 2019). En plus du paramètre spatial, il faut donc aussi prendre en compte des paramètres temporels (le risque est-il passé, présent ou futur ?), sociaux (le risque me concerne-t-il ou concerne-t-il d'autres ?), et hypothétiques (le risque est-il probable, ou assuré ?), dans la compréhension de la perception des risques. La littérature parle de « distance psychologique », fonction de ces quatre paramètres (Trope *et al.*, 2007 ; Michel-Guillou, 2014). Appliquée au changement climatique, la notion de distance psychologique signifie que plus un individu se sent éloigné (en termes spatial, temporel, social, hypothétique) d'un risque climatique, moins il se

sent concerné par le risque, et moins aussi il se sent responsable et en capacité d'agir individuellement, même s'il perçoit le risque comme important (García-Mira *et al.*, 2005 ; Spence, Pidgeon, 2010). A l'inverse, une catastrophe naturelle liée au changement climatique que l'on a vécu ou constaté nous-mêmes, ou que l'un de nos proches a vécu ou constaté, est à même de réduire la distance psychologique des individus avec le changement climatique (Gastineau, 2020).

On le voit, la littérature psychosociologique sur les perceptions du changement climatique vise souvent le même objectif : se mettre au service des décideurs politiques et des techniciens de l'action publique, en s'intéressant à ce qui pousse les individus à ne pas agir, dans la perspective de comprendre comment les inciter à agir. Notre enquête de perception a aussi cet objectif : mieux comprendre les populations du COB pour saisir les freins et leviers à l'adaptation au changement climatique dans le territoire. Dans cet objectif, il est intéressant de connaître la théorie psychosociologique du « value action-gap », en français, l'« écart valeur-action ». La thèse est la suivante : si des connaissances plus poussées sur un phénomène induisent plus d'intentions d'agir contre ou en faveur de celui-ci, elles n'induisent pas, en réalité, plus d'actions effectivement réalisées (Blake, 1999 ; Cabecinhas *et al.*, 2008). Appliquée au changement climatique, cette théorie nous apprend que les dimensions cognitive (les connaissances), émotionnelle (le sentiment d'être concerné, l'inquiétude, le sentiment d'être vulnérable à un risque) et comportementale (les intentions d'agir, et les actions d'adaptation effectives) ne sont pas forcément reliées (Cabecinhas *et al.*, 2008). La question qui se pose alors est celle-ci : si connaître ne suffit pas à agir, comment faire pour favoriser l'implication des individus et des acteurs politiques et socio-économiques dans une démarche d'adaptation au changement climatique ? Telle est la question que se pose, *in fine*, le PETR du Pays COB dans le cadre de son projet Hin'COB, et telle est la question qui motive notre enquête de perception. Une première réponse apportée par la psychosociologie est de réduire la « distance psychologique » des populations avec le risque climatique, pour faciliter la prise de conscience et l'action. Mais est-ce le seul facteur favorisant la mise en place d'une stratégie d'adaptation au changement climatique dans un territoire ?

3. Définir l'adaptation au changement climatique

Le cadre scientifique et politique de l'adaptation au changement climatique

Le concept d'adaptation existe dans les sciences depuis le XIXe siècle : il est d'abord utilisé en biologie, pour désigner une des conditions de l'existence du vivant, puis en psychologie, en anthropologie, en sociologie, ou plus récemment dans le champ économique ou des pratiques managériales, pour désigner tous les comportements d'ajustement des êtres humains à leurs environnements biologiques, culturels, sociaux. Le climat fait lui aussi partie de l'environnement des êtres vivants, des individus et des sociétés, il est à ce titre sujet à l'adaptation (Van Gameren *et al.*, 2014). Selon le GIEC, l'adaptation

au changement climatique est une « **démarche d'ajustement au climat actuel ou attendu**, ainsi qu'à ses conséquences, de manière à en atténuer les effets préjudiciables et à en exploiter les effets bénéfiques ». L'adaptation se différencie de l'atténuation du changement climatique, qui « regroupe les actions visant à limiter l'ampleur du réchauffement mondial d'origine humaine [...] en réduisant les émissions de gaz à effet de serre ou en capturant le dioxyde de carbone de l'atmosphère. » (Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires, 2023). Selon une formule courante, « **l'atténuation vise à éviter l'ingérable, et l'adaptation vise à gérer l'inévitable.** » (Van Gameren et al., 2014), c'est-à-dire que l'atténuation vise à réduire les émissions de GES en agissant sur les causes de ces émissions, tandis que l'adaptation vise à modifier les territoires de façon à ce que les hommes et les écosystèmes soient le plus possible protégés des impacts du changement climatique.

Pendant longtemps les discussions politiques autour du CC se sont concentrées sur l'enjeu de l'atténuation, donc de la diminution des gaz à effet de serre (GES). Les mesures d'atténuation ont été dotées d'objectifs (par exemple, la réduction du CO₂) et d'outils (par exemple, les permis négociables et les taxes), définis dans des conventions internationales, comme la CCNUCC en 1992 (Convention cadre des Nations unies sur le CC), ou le protocole de Kyoto en 2005. Mais l'objectif d'atténuation présente des limites : les effets réels des conventions internationales sont très faibles, les objectifs sont rarement atteints ; il apparaît que la coordination internationale vers le seul but commun de l'atténuation est trop difficile à organiser, dans un monde où les pays connaissent des développements technologiques et économiques très différents (Van Gameren et al., 2014). En termes d'adaptation, au niveau international, un « **Objectif mondial en matière d'adaptation** » est fixé par l'article 7 de l'Accord de Paris. Cet accord important a été rédigé en 2015 lors de la COP21 à Paris, et est aujourd'hui signé par 195 pays. L'objectif mondial d'adaptation est décrit comme tel dans l'Accord : « renforcer la capacité d'adaptation, renforcer la résilience et réduire la vulnérabilité au changement climatique dans le contexte de l'objectif de l'Accord en matière de température. » (UNFCCC, n.d). Cet « objectif de l'Accord en matière de température » est un objectif d'atténuation : limiter l'augmentation de la température mondiale « bien en-dessous des 2 degrés Celsius, tout en poursuivant les efforts pour limiter l'augmentation à 1,5 degré » au cours du XXI^e siècle, par rapport aux températures moyennes de l'ère préindustrielle (entre 1850 et 1900) (UNFCCC, n.d). L'article 7 de l'Accord de Paris montre bien la **volonté internationale de comprendre l'adaptation comme complémentaire de l'atténuation** : s'adapter ne signifie pas baisser les bras en matière de diminution de nos émissions de GES. Toutefois, en visant l'adaptation et pas seulement l'atténuation, la communauté internationale reconnaît que le CC est trop avancé pour le stopper complètement : il est inévitable, et on doit vivre avec.

L'AdCC est une stratégie de gestion des risques climatiques dans les sociétés humaines. Les **risques climatiques** surviennent de l'interaction entre des changements climatiques, l'exposition et la vulnérabilité des systèmes humains et écologiques (GIEC, 2023). **L'exposition** est la présence d'infrastructures, de personnes, de biens économiques ou sociaux dans un lieu susceptible de subir des dommages liés aux changements climatiques (Van Gameren et al., 2014). **La vulnérabilité** est le degré par lequel un système risque de subir ou d'être affecté négativement par les changements climatiques, elle dépend du caractère, de l'ampleur, et du rythme des changements climatiques auxquels un système est exposé, ainsi que de sa sensibilité, et de sa capacité d'adaptation (GIEC, 2023). Ainsi, des individus, un territoire, peuvent être exposés aux risques climatiques, mais peu vulnérables s'ils et elles ont la capacité de s'adapter. **La capacité d'adaptation** est la capacité « à mobiliser des ressources permettant d'anticiper, de s'adapter et d'absorber les dommages. » (Van Gameren et al., 2014). Pour un individu, cela peut être des ressources financières et matérielles, une bonne santé physique et mentale, le soutien de ses proches, une couverture assurantielle ; à l'échelle d'un territoire, ces ressources peuvent être la qualité des infrastructures, la législation en termes de construction de bâtiments, le soutien des autorités publiques, ... Les stratégies d'adaptation visent donc à agir directement sur l'exposition et la vulnérabilité des systèmes humains et écologiques. Adaptation » dans ce cadre est synonyme de « **résilience** », c'est-à-dire « la capacité d'un système à absorber des perturbations tout en conservant sa structure de base et ses modes de fonctionnement. » (Van Gameren et al., 2014).

Les individus, les territoires, les communautés, sont donc différemment vulnérables au changement climatique, même au sein d'un territoire d'apparence homogène comme le Pays COB : pour proposer une stratégie d'adaptation au changement climatique la plus efficace et la plus inclusive possible, il faut prendre en compte la diversité des vulnérabilités et des capacités d'adaptation sur le territoire du Pays COB. L'objectif final du projet Hin'COB est de **renforcer la capacité d'adaptation du territoire** en identifiant ses vulnérabilités, ainsi que les ressources qui lui permettent d'anticiper et d'absorber les dommages liés au changement climatique.

Comment peut se concrétiser l'adaptation ?

Il y a plusieurs types de stratégies d'adaptation au changement climatique, qui se déclinent en fonction des objectifs, voies, et actions de l'adaptation. Van Gameren, Weikmans et Zaccai en font une typologie (2014), à l'appui des travaux de Pelling (2011). Ils en distinguent trois types : l'adaptation-résilience, la plus simple à adopter socialement car elle vise à préserver les modes de fonctionnement sociétaux et institutionnels dominants ; l'adaptation-transition, qui remet en question les modes de gouvernance mais toujours à travers un changement incrémental, c'est-à-dire un changement par « petits pas », en

revendiquant des droits, en mobilisant des instruments légaux ; l'adaptation-transformation, qui interroge plus fondamentalement les régimes économiques et politiques dominants qui sont à l'origine des vulnérabilités. Ces trois types de stratégies d'adaptation se déclinent en fonction de l'intensité des changements sociaux et institutionnels qui les accompagne. Le choix d'une stratégie d'adaptation, pour une collectivité territoriale comme le Pays COB, se confronte donc au problème de savoir jusqu'où les populations du COB sont prêtes à modifier leurs modes de vie. Sont-elles prêtes à une adaptation-transformation, ou bien faudra-t-il opter, au moins d'abord, pour une stratégie d'adaptation-résilience, moins bousculante ?

Dans le cadre de l'enquête de perception, il n'est pas attendu que je produise un plan d'action pour l'AdCC sur le territoire du Pays COB. Toutefois, chercher à savoir comment les populations perçoivent l'adaptation revient à chercher à savoir quelles actions d'adaptation elles trouveraient les plus pertinentes et les plus réalisables dans le territoire.

L'adaptation au changement climatique à l'échelle de la France

En 2023 à Dubaï, l'Objectif mondial en matière d'adaptation a été renforcé par de nouveaux objectifs, assortis de délais. Un de ces objectifs est de doubler le financement mondial pour l'adaptation d'ici 2025, via la contribution des pays développés à divers Fonds mondiaux à destination des pays les plus vulnérables, et via la mobilisation du secteur privé qui, jusque-là « a toujours privilégié les initiatives d'atténuation » (UNFCC, n.d.). **Ce cadre international se décline aux nations**, d'abord au moyen des Contributions Déterminées au niveau National (CDN), puis au moyen de Plans Nationaux d'Adaptation (PNA) qui s'appuient sur ces CDN. **En Europe**, les PNA des Pays membres doivent aussi se conformer à un cadre européen : après une première Stratégie d'adaptation de l'Union européenne publiée en 2013, la Commission Européenne tire son bilan en 2018, et publie une nouvelle Stratégie de l'Union européenne pour l'adaptation au changement climatique en 2021. Non contraignante, cette stratégie se concrétise surtout par des actions de suivi du changement climatique, *via* le programme Copernicus en coopération avec l'Agence spatiale européenne et *via* l'Observatoire européen du climat et de la santé, mais aussi par de la mise à disposition de ressources au moyen de la plateforme Web Climate-ADAPT, et enfin par du soutien technique et financier à la mise en place d'actions d'adaptation, *via* le programme-cadre Horizon Europe à destination des régions et communautés des Etats membres.

En France, un premier **Plan National d'adaptation au changement climatique (PNACC)** a vu le jour en 2011, puis un deuxième en 2018, le PNACC-2, pour s'aligner sur l'objectif des 2 degrés de l'Accord de Paris. Un PNACC-3 est en cours d'écriture, et devait paraître à l'été 2024 (il n'est pas encore paru à

l'heure actuelle), selon le Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires (MTECT). Jusque-là, les mesures énoncées dans les PNACC restaient plutôt larges et indicatives, elles énonçaient surtout le besoin de recherche et de prospective sur les différents enjeux liés au changement climatique. Selon une annonce du MTECT, le prochain PNACC devrait proposer des pistes d'actions concrètes, pour « passer du constat à la mise en œuvre des mesures qui sont nécessaires », d'après Christophe Béchu, ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, dans une allocution de janvier 2024 (Anne Lenormand, 2024). Le document de référence pour le moment est **la TRACC (trajectoire de réchauffement de référence pour l'adaptation au changement climatique)**, parue en 2023, qui s'appuie sur le scénario 4.5 du GIEC, c'est-à-dire un scénario moyen où la France connaîtrait un réchauffement de 4 degrés avant la fin du siècle, et qui correspond à la poursuite des politiques mondiales actuelles en matière d'adaptation, sans mesures additionnelles. La TRACC présente une vision prospective des politiques et des mesures nécessaires pour répondre aux objectifs climatiques fixés dans l'Accord de Paris. En France, la thématique de l'adaptation au changement climatique paraît donc prendre de plus en plus de place dans l'agenda politique. Le récent Rapport public annuel de la Cour des Comptes, paru le 12 mars 2024, consacré à l'AdCC, souligne d'ailleurs le manque et le besoin d'une stratégie claire et cohérente de l'Etat et le chiffrage des investissements à venir en matière d'adaptation.

Pour résumer, le cadre politique général en France en matière d'adaptation au changement climatique est un cadre où les attentes sociales sont tournées vers l'Etat, qui, depuis deux décennies, peine à mettre en place une stratégie d'adaptation claire et chiffrée. C'est aussi un cadre où la notion d'adaptation devient de plus en plus à propos, tandis que les stratégies d'atténuation prouvent leur inefficacité à enrayer le réchauffement climatique. C'est dans ce cadre politique général que prend place le projet d'adaptation au changement climatique du Pays COB. Un projet d'AdCC à l'échelle d'un PETR n'est pas absurde : les textes internationaux et français sur l'adaptation appuient l'idée que celle-ci doit se dérouler notamment à l'échelle « locale », c'est-à-dire celle des territoires, des bassins de vie. La TRACC, par exemple, souligne qu' « au niveau local, les collectivités sont en première ligne pour mettre en œuvre les actions d'adaptation au changement climatique qui permettront d'améliorer la résilience de leur territoire tout en créant des emplois locaux » (MTECT, 2023).

4. Le Centre Ouest Bretagne, comme un îlot loin de la mer

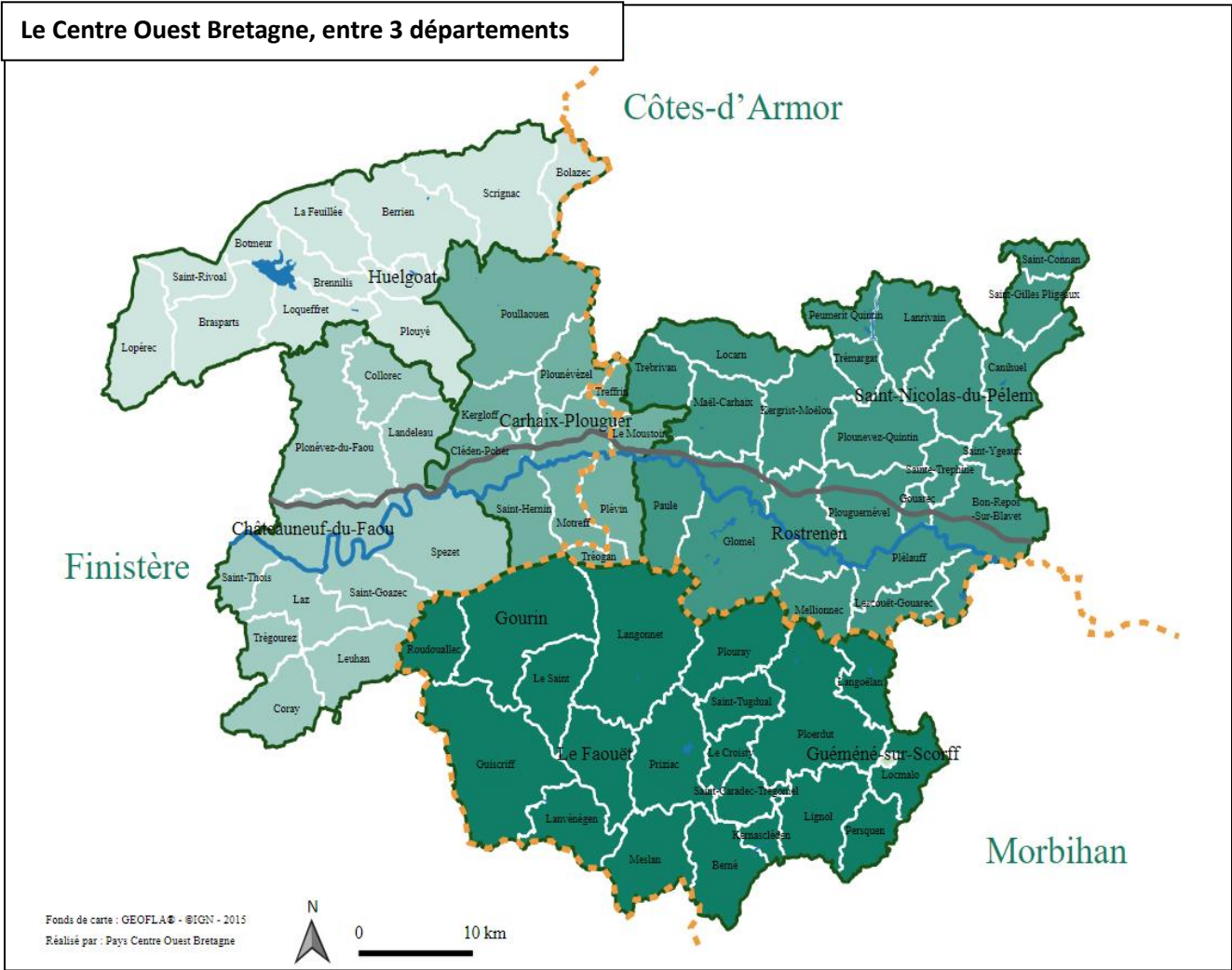
Description administrative

Le PETR du Pays Centre Ouest Bretagne, né en 1992 sous la forme d'un Groupe d'Action Locale et devenu PETR en 2014 avec la loi Voynet, se situe au centre-ouest de la Bretagne.



Carte 1. Source : GeoBreizh.bzh, 2020.

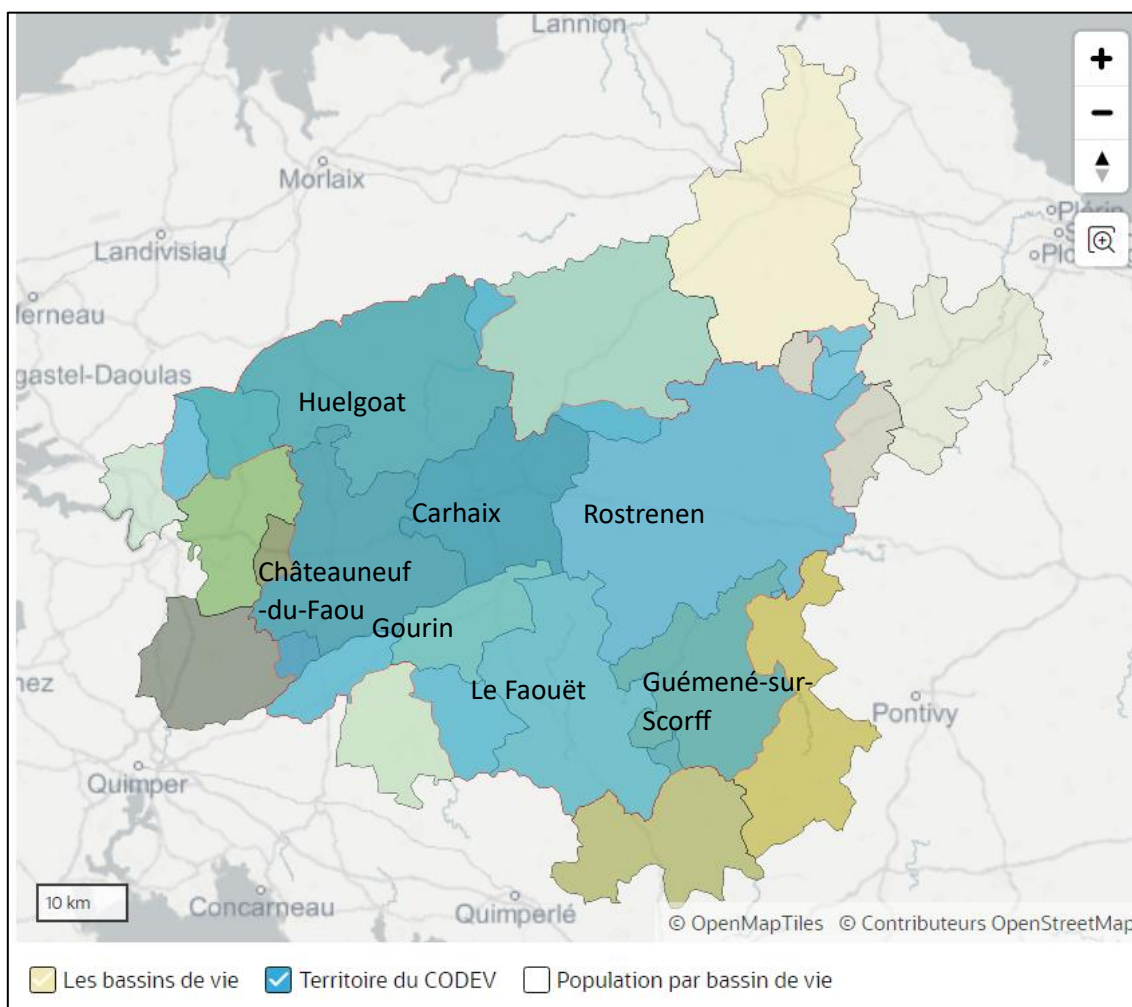
Il tire sa pertinence de son homogénéité paysagère et démographique : c'est le centre rural de la Bretagne ouest, à équidistance de toutes les métropoles alentours (Brest, Saint-Brieuc, Quimper, Lorient), loin des littoraux et peu densément peuplé.



Carte 2. Source : Pays COB, 2023.

Le Pays COB est à cheval sur 3 départements : Monts d'Arrée Communauté, la Communauté de Communes de Haute-Cornouaille et une partie de Poher Communauté se situent dans le Finistère ; l'autre partie de Poher Communauté et la Communauté de Communes du Kreiz-Breizh se situent dans les Côtes d'Armor ; Roi Morvan Communauté se situe dans le Morbihan.

Relations entre les bassins de vie du Centre Ouest Bretagne et le Pays COB



Carte 3. Source : Observatoire territorial et citoyen des Codev, n.d. ; INSEE, BD base permanente des équipements, 2016.

Il correspond aussi à plusieurs bassins de vie : ceux de Carhaix, Châteauneuf-du-Faou, Rostrenen, Guémené-sur-Scorff, Le Faouët et Gourin. D'autres communes alentour étendent leur bassin de vie à l'intérieur du COB : au nord Guingamp, Quintin et Callac, au sud et à l'est Scaër, Plouay, Briec, Pont-de-Buis-lès-Quimerch et Pleyben (carte 3).

Le Pays COB est donc composé de 5 communautés de communes, autrement appelées Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) :

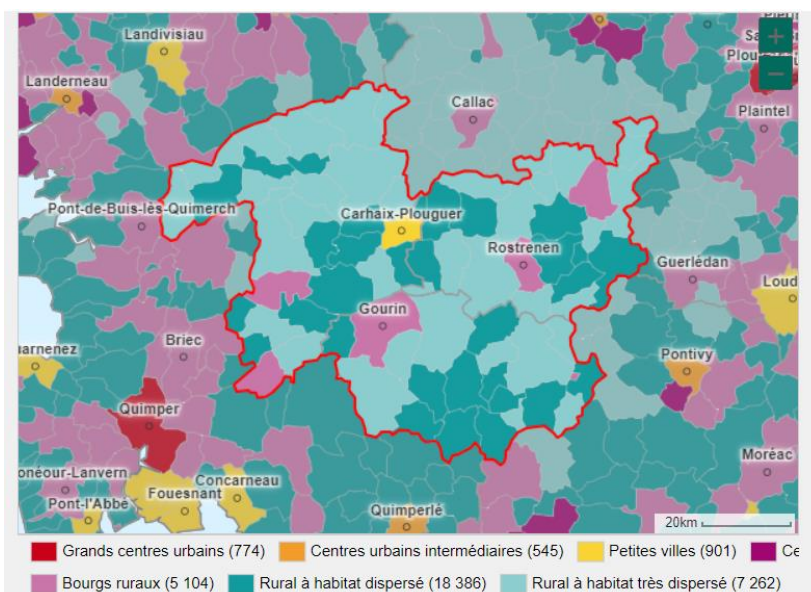
	Nombre d'habitants (arrondi) et pourcentage de la population du Pays COB	Nombre de communes	Densité de population	Commune(s) centrale(s)

Communauté de Communes du Kreiz-Breizh (CCKB)	18 200 (23%)	23	26 habitants / km ²	Rostrenen
Poher Communauté (PC)	15 300 (19%)	11	51 hab. / km ²	Carhaix
Monts d'Arrée Communauté (MAC)	7 600 (9%)	12	19 hab./km ²	Huelgoat
Communauté de Communes de Haute-Cornouaille (CCHC)	14 900 (18%)	11	36 hab./km ²	Châteauneuf-du-Faou
Roi Morvan Communauté (RMC)	24 700 (31%)	21	32 hab./km ²	Gourin ; Guémené-sur-Scorff

Tableau 1. Description administrative et démographique des EPCI du COB. Source : INSEE, RP 2021.

Il se compose aussi de 78 communes, et sa population totale se situe autour de 80 500 habitants, selon les recensements de population de l'INSEE. L'EPCI avec le plus grand nombre d'habitants est Roi Morvan Communauté, mais l'EPCI la plus dense est Poher Communauté. C'est un territoire rural, où seule Carhaix constitue, selon la grille communale de densité de l'INSEE, une petite ville. Au total, c'est 91% du territoire qui est composé de communes rurales à habitat dispersé ou très dispersé. Les densités de populations du Pays COB sont très inférieures à la moyenne nationale (106 hab./km) et à la moyenne bretonne (124 hab./km²) (Pays COB, 2021 ; INSEE, recensement de la population (RP) 2020).

Approche morphologique des espaces ruraux et urbains du COB, selon la grille communale de densité.

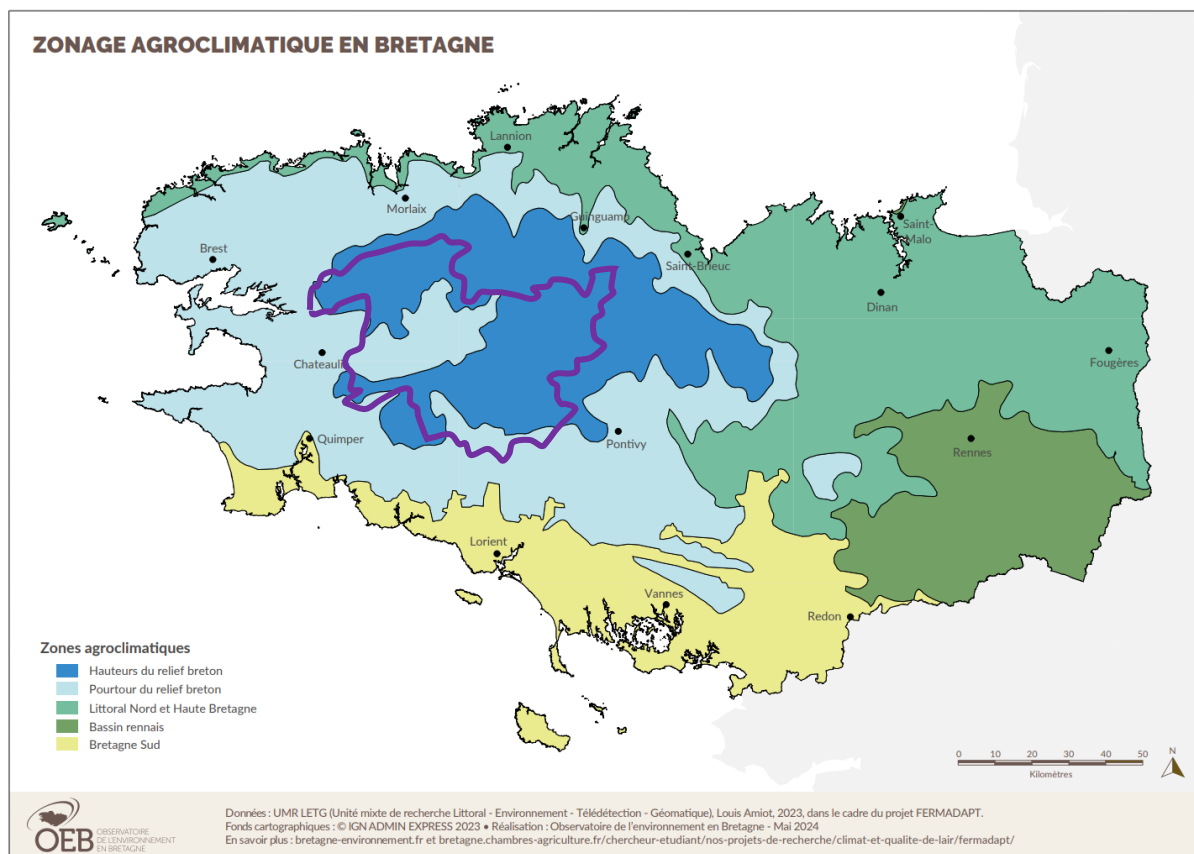


Carte 4. Source : Observatoire des territoires, ANCT, n.d. ; INSEE, BD Fideli, 2018 ; INSEE, 2024.

Pourquoi s'adapter au changement climatique dans le Centre Ouest Bretagne ? Les forces et les vulnérabilités du territoire

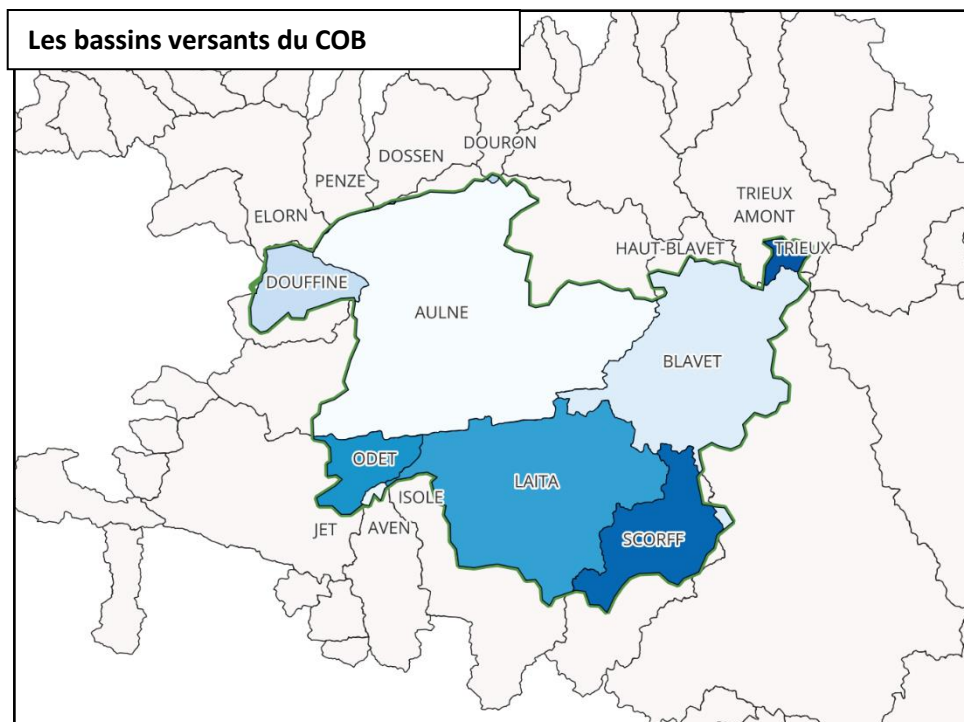
Portrait géographique : le « château d'eau » de la Bretagne

Le COB est le territoire le plus haut de Bretagne, même si les Monts d'Arrée ne cumulent qu'à 387 mètres d'altitude, et ses Montagnes Noires à 304 mètres. Le COB est marqué par deux types de climats : le climat des Monts d'Arrée et des Montagnes Noires, celui des hauteurs du relief breton, le plus frais et pluvieux de la région ; le climat du pourtour du relief breton, aussi très arrosé et frais (un peu moins que le climat des hauteurs), avec des températures très modérées tout au long de l'année (carte 6). Dans les deux cas, la pluviométrie importante et les températures douces sont les caractéristiques du climat centre-ouest breton.



Carte 5. Source : Observatoire de l'environnement en Bretagne, 2024.

La forte pluviométrie du COB, associée à son relief pentu, en fait un territoire stratégique pour la ressource en eau. En effet, le Centre Ouest Bretagne se situe à la tête de 17 bassins versants, dont les plus importants sont celui de l'Aulne, du Blavet, de l'Ellé-Isole-Laïta, de l'Odet et du Scorff (cartes 7 et 8). Les 12 autres bassins versants trouvent leurs origines dans des communes situées aux extrémités des limites administratives du Pays COB. Ces bassins versants sont tous dotés de SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau), gérés par des Syndicats de Bassins Versants.



Carte 6. Source : Pays COB, 2024.

Ainsi le COB est-il souvent décrit comme le « château d'eau » de la Bretagne. Outre le réseau très dense de cours d'eau qui prend ses sources dans le COB, la retenue d'eau de Saint-Michel dans les Monts d'Arrée, à la tête du bassin versant de l'Aulne, abreuve de nombreuses communautés de communes en eau potable dans le COB et hors du COB. Le barrage de Kerné Uhel à Trémargat, au nord du Kreiz-Breizh, se situe à la tête du bassin versant du Blavet, et il alimente les communes des Côtes d'Armor en eau potable. Pourtant, il est connu en Bretagne que les sols sont pauvres en stocks d'eau. La raison principale en est la composition géologique des sols : ils sont principalement composés de schistes et de granits, des roches très peu poreuses et perméables, qui provoquent des écoulements d'eau rapides et importants en surface, et un tarissement rapide des cours d'eau lorsqu'il ne pleut pas (EPAGA, 2024). Avec un sol aussi peu poreux, il y a peu d'eaux souterraines capables de soutenir les cours d'eau en période d'étiage, même si c'est cela est moins vrai dans le nord-est du COB (une partie du Kreiz-Breizh). Cette caractéristique bretonne a deux conséquences pour le COB : les sols sont plus vulnérables aux périodes d'étiage et aux sécheresses, et les cours d'eau sont plus vulnérables aux crues et inondations dans les périodes de forte pluviométrie. Par ailleurs, le Centre Ouest Bretagne présente une vulnérabilité potentielle importante à l'érosion. Cette vulnérabilité est imputable à la pluviométrie, aux caractéristiques du sol (pente et sols peu perméables), et à l'occupation du sol, caractérisée par une grande présence de l'agriculture intensive, nous y reviendrons (Agence de l'eau Loire-Bretagne, 2022).

Enfin, le Centre Ouest Bretagne présente une riche biodiversité, conséquence d'un climat tempéré et humide. Outre les espaces cultivés et les zones urbanisées, on trouve dans ses paysages des forêts de feuillus (chênes, hêtres, châtaigniers) et de résineux (ifs, genévriers, et aujourd'hui épicéas et douglas issus de la sylviculture), des zones humides, des tourbières, des landes, des prairies et des bocages. Les landes (photographie 2), caractéristiques de la Bretagne, se caractérisent par une végétation transitoire entre la forêt et la pelouse : bruyères, petits buissons, graminées, mousses, lichens s'y développent, sur un sol pauvre et acide. Les zones humides et les landes abritent une faune et une flore riches et variées, elles constituent des réservoirs de biodiversité. On dénombre aujourd'hui 112 tourbières sur le territoire : ce sont des écosystèmes rares et précieux qui se forment dans des zones humides où la décomposition des végétaux est ralentie par l'humidité permanente (photographie 1). Elles servent aussi d'habitat à des espèces rares, comme le triton alpestre dans les landes de Lan Bern à Glomel (CCKB). Les tourbières et zones humides jouent aussi un rôle essentiel dans la régulation hydrique, en retenant l'eau de pluie et en la restituant en période sèche, comme de véritables éponges. Un naturaliste que nous avons rencontré a dit : « *Les zones humides, c'est nos nappes phréatiques à nous.* ». Par ailleurs, landes, zones humides, tourbières et forêts jouent un rôle important dans le stockage de carbone dans les sols, et contribuent ainsi à l'atténuation des émissions de gaz à effets de serre : le COB est ainsi le territoire de Bretagne avec la plus grande capacité de stockage de carbone dans le sol, et ce surtout grâce aux Monts d'Arrée, où le stockage à l'hectare est le plus important (Observatoire de l'Environnement en Bretagne, n.d.). Enfin, de nombreux cours d'eau du territoire irriguent le paysage et façonnent les vallées, contribuant à la diversité des écosystèmes aquatiques et riverains (Pays COB, 2024).



Photographie 2. Landes de Locarn, CCKB. Source : site internet touristique des Côtes d'Armor : cotesdarmor.com



Photographie 1. Tourbière du Venec, Brennilis, Monts d'Arrée Communauté. Source : site internet du PNRA : pnr-armorique.fr

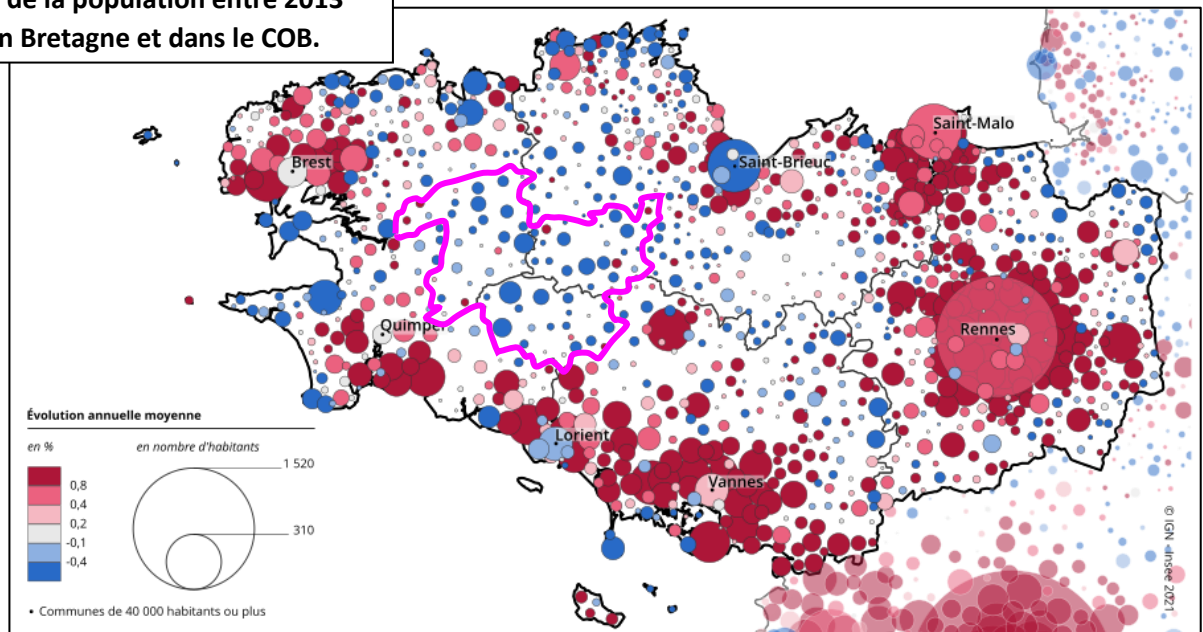
Le Pays COB contient une partie du Parc Naturel Régional d'Armorique (PNRA), qui comprend quasiment l'entièreté de Monts d'Arrée Communauté. Le COB contient aussi de nombreuses zones naturelles d'intérêt floristiques et faunistiques (ZNIEFF), dispersées sur tout le territoire.

Cette diversité biologique et paysagère constitue une véritable force pour le COB. D’abord parce qu’elle favorise la résilience des écosystèmes (Chuine, Lavorel, s.d.). Ensuite, parce qu’elle facilite l’observation des changements climatiques pour les habitants : les personnes ayant un lien fort avec la nature sont plus à même d’avoir des perceptions justes du changement climatique (Kosmowski *et al.*, 2015). Mais cette diversité constitue aussi une vulnérabilité pour le territoire, car les bocages, landes, zones humides et tourbières sont des paysages fragiles, sensibles aux changements climatiques, à l’érosion et aux pollutions.

Portrait sociodémographique : un territoire rural vieillissant, mais dynamique

Une caractéristique majeure du Centre Ouest Bretagne est sa baisse démographique constante depuis les années 1960. Pourtant, la région Bretagne est connue pour son dynamisme démographique : après avoir connu des taux de croissance moyenne par an très élevés, par exemple +0,9% par an en moyenne entre 2001 et 2011, la Bretagne se stabilise aujourd’hui autour de +0,5% par an en moyenne, au-dessus de la moyenne nationale à +0,3%. Mais cela ne concerne pas tous les territoires bretons de la même manière. Alors que l’Ille-et-Vilaine, grâce à l’attrait de la métropole rennaise, connaît une croissance annuelle moyenne de +0,9% entre 2015 et 2021, les Côtes d’Armor et le Finistère sur la même période ne comptabilisent respectivement que +0,1% et +0,2% en moyenne annuelle. Le Centre Ouest Bretagne quant à lui ne connaît aucune croissance démographique, et tend plutôt à perdre en population de façon significative (carte 7) (INSEE, 2021, 2024).

Evolution de la population entre 2013 et 2019 en Bretagne et dans le COB.



Carte 7. Source : INSEE, 2021 ; INSEE, RP 2013 et 2019.

Entre 1968 et 2015 dans le COB, la population a diminué de 23%. Sa population représente aujourd'hui environ 2,4 % de la population régionale, pour un territoire qui représente 9,4 % de la superficie régionale (Pays COB, 2021).

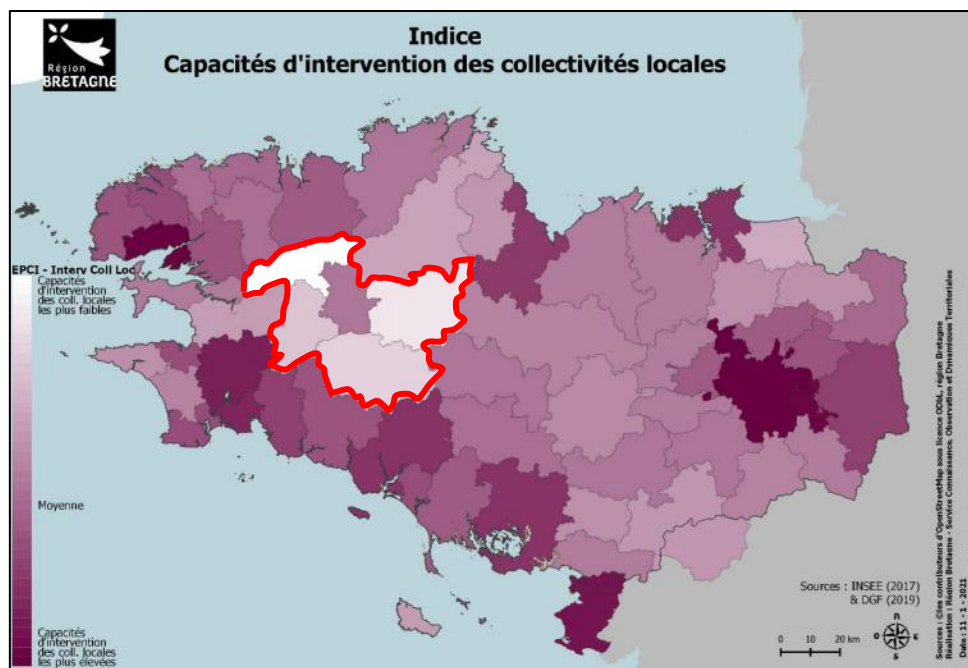
Pourtant, la baisse démographique du Pays COB diminue de façon beaucoup moins marquée depuis la fin des années 1990, et cela s'explique par une augmentation du solde migratoire (Pays COB, 2023). Il est difficile de déterminer qui sont les nouveaux arrivants dans le COB, par manque de données localisées. Mais on sait qu'à l'échelle de la Bretagne, les nouveaux arrivants sont plutôt des jeunes adultes actifs qui s'installent en famille, ainsi que des nouveaux retraités (DREAL Bretagne et CERUR, 2024 ; INSEE, 2023). Ces arrivées contribuent à freiner le vieillissement des populations bretonnes (INSEE, 2023). Par ailleurs, on sait que le taux de solde migratoire en Bretagne est le plus élevé pour les cadres et professions intellectuelles supérieures en 2019, et que les nouveaux arrivants proviennent en premier lieu d'Île-de-France, puis des Pays de la Loire (INSEE, 2023). Dans le COB en particulier, on sait que les migrants sont d'abord des Bretons urbains, venant de Lorient, Quimper et Brest notamment, puis des Parisiens et des Nantais (MTECT, POPSU, 2022). Les migrations dans le COB ont aussi une connue une augmentation après la crise du Covid-19, en 2021-2022, comme de nombreux territoires ruraux en France (MTECT, POPSU, 2022). Les effets de ces migrations sur le long terme ne sont pas encore mesurables : ces nouveaux arrivants postconfinements vont-ils rester sur le territoire ? Nous ne le savons pas encore.

Si un solde migratoire positif peut être signe de renouvellement générationnel, il ne suffit pas à compenser le solde naturel négatif : la population du COB est toujours globalement vieillissante. En 2019, les personnes âgées de plus de 45 ans représentent 58,2% de la population totale du territoire du Pays COB. La part des plus de 45 ans augmentent de façon marquée depuis les années 1990, à l'inverse des moins de 44 ans. Les retraités représentent plus de 40% de la population totale du COB en 2015, soit la catégorie socio-professionnelle la plus représentée (Pays COB, 2023).

Par ailleurs, le COB affiche plusieurs indicateurs de développement plutôt faibles, en comparaison avec le reste de la Bretagne et avec la France. D'abord, les revenus des habitants du COB sont parmi les plus faibles de la région. Cela concerne surtout Monts d'Arrée Communauté, et un peu moins Poher Communauté. Cela s'explique par le poids important d'activités peu rémunératrices (l'agriculture, l'agro-alimentaire et le soin aux personnes) dans la structure générale de l'emploi du COB, par rapport à la Bretagne ou à la France (Pays COB, 2021).

Conséquence de la relative pauvreté des habitants du COB et de la faible densité de population, les collectivités territoriales locales bénéficient de capacités d'intervention limitées. La région Bretagne a calculé un « indice des capacités d'intervention des collectivités locales », en tenant compte du taux

de pauvreté, du potentiel financier agrégé, et de la densité de l'EPCI (Région Bretagne, 2021). Entre 2017 et 2018, les EPCI du COB ressortent visiblement comme ayant une plus faible capacité d'intervention, en raison de taux de pauvreté élevés, d'une faible densité de population et d'un potentiel financier agrégé des collectivités locales globalement faibles (carte 8). Cela est le plus vrai pour Monts d'Arrée Communauté, et un peu moins vrai pour Poher Communauté.



Carte 8. Sources : Région Bretagne, 2021 ; INSEE, 2017 ; DGF, 2019.

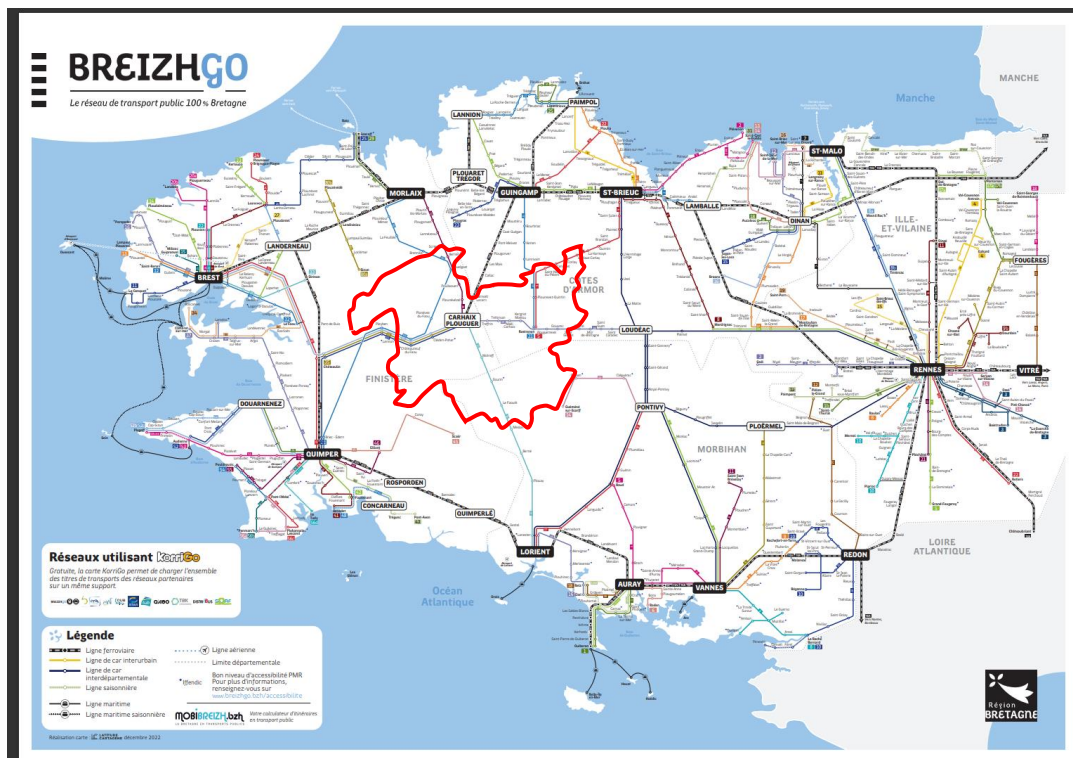
A cette faiblesse économique des communautés de communes du COB, on peut rajouter une faiblesse provenant de leur situation géopolitique : loin des littoraux et à cheval sur trois départements, les territoires du COB semblent moins intéresser les Conseils départementaux qui tendent à investir davantage les territoires plus peuplés et plus attractifs des littoraux. Cette information n'est pas aujourd'hui démontrée par des chiffres, mais semble être un consensus parmi les habitants et les élus du COB.

Conséquence suivante des faibles capacités d'intervention des collectivités locales, qui vulnérabilise les populations du COB : la faiblesse des infrastructures et des services. Le COB présente un taux de mortalité plus élevé que la plupart des autres territoires bretons (Région Bretagne, 2021), et une accessibilité potentielle aux soins médicaux plutôt faibles, similaires aux autres territoires ruraux bretons en 2018 (ANCT, n.d.). D'autant plus que les structures hospitalières, et notamment le Centre hospitalier de Carhaix, sont aujourd'hui en grand manque d'effectifs et de moyens, ce qui menace leur survie sur le territoire. Le service des urgences à Carhaix est depuis plusieurs mois menacé de fermeture (France 3 Bretagne, 2023).

Par ailleurs, le territoire du COB est moins bien couvert par la 4G et par la fibre optique (19,4% des locaux sont raccordables, contre 48,3% en Bretagne en 2022) que la plupart des autres territoires bretons (ANCT, n.d.). Une grande partie des réseaux électriques ne sont pas enterrés et sont en fils nus, ce qui les rend vulnérables aux tempêtes, en particulier dans le Finistère. Le réseau d'eau potable manque d'interconnexions cruciales, notamment dans le Finistère, ce qui a entraîné des situations de manque d'eau potable pour la consommation humaine pendant la canicule de l'été 2022 (Département du Finistère, 2023).

Ensuite, si le territoire du COB a une offre de formation en BTS assez fournie, il ne possède aucune université. La part des jeunes (15-24 ans) ni en emploi ni en formation, déscolarisés ou en difficulté d'insertion baisse un peu depuis 2014 (de 17% à 16%), mais est plus haute que pour la Bretagne (13% en 2020), et similaire à la France (ANCT, n.d. ; INSEE, RP 2017).

Enfin, le territoire compte peu de lignes de train : une seule subsiste aujourd'hui, celle reliant Carhaix à Guingamp et Saint-Brieuc. Globalement, le réseau de transport en commun est assez peu développé, malgré des efforts des EPCI et du Pays COB dans ce sens : il existe un réseau d'autobus régional, renforcé depuis 2022, intéressant au départ ou à l'arrivée de Carhaix, mais moins dans le reste du territoire (carte 9). Plus que dans le reste de la Bretagne, les habitants du COB sont dépendants de leur voiture pour leurs déplacements (Pays COB, 2021), d'autant plus que le nouvel axe routier RN164 est désormais l'axe de circulation le plus rapide entre Rennes et Brest. Mais se déplacer en voiture est coûteux pour les habitants, et fortement émetteurs de gaz à effets de serre. Dans le COB, 15% des émissions de GES proviennent du transport routier. C'est pourtant moins que dans l'ensemble de la Bretagne, où ce secteur émet 31% des GES. La faible part du transport routier dans les émissions de GES du COB s'explique par une plus faible densité de population (donc moins de voitures) et par la part beaucoup plus importante des émissions de GES liées à l'agriculture dans le COB (OEB, 2024), nous y reviendrons.



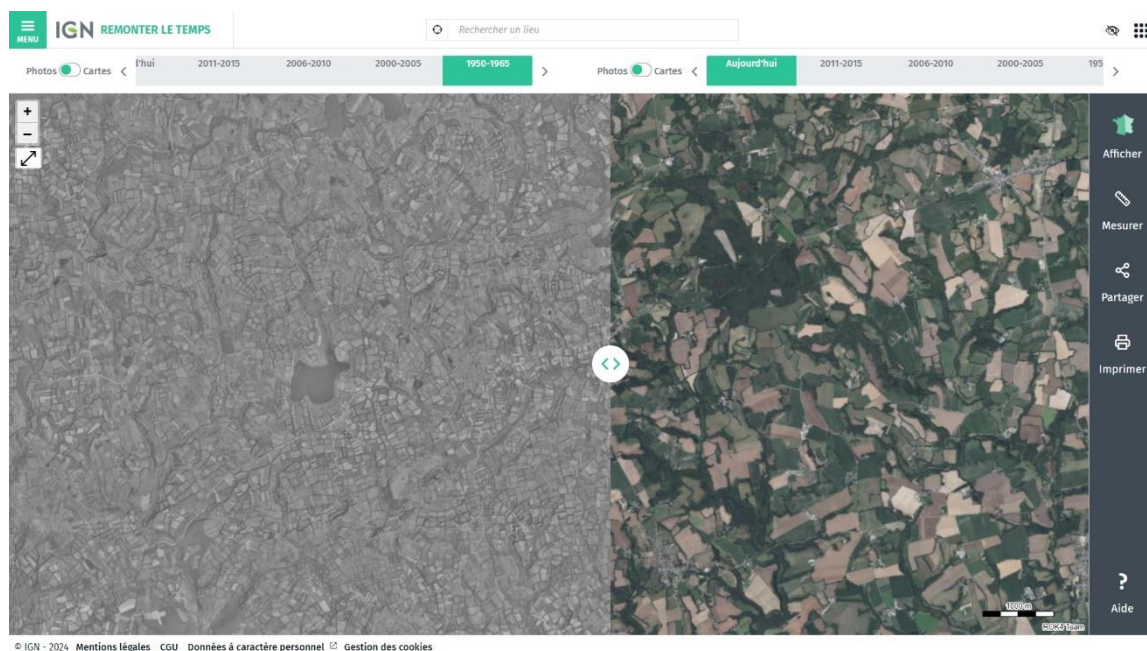
Carte 9. Source : breizhgo.bzh, n.d.

La dernière vulnérabilité socio-démographique du COB est la faiblesse de son offre de logement. Etant donné que les ménages se « desserrent » dans le COB, c'est-à-dire qu'ils sont plus nombreux mais plus petits (augmentation des ménages d'une ou deux personnes), une offre de logement adaptée devrait comprendre des petites maisons et des appartements. Or, le COB comporte plutôt des grandes maisons construites entre 1946 et 1990, adaptées pour des familles et beaucoup moins pour des jeunes actifs, seuls ou en couples. Par ailleurs, ces maisons anciennes ou relativement anciennes sont souvent mal isolées, ce sont des « passoires thermiques » en ce qu'elles nécessitent de grandes dépenses d'énergie pour être chauffées (ANCT, n.d. ; Pays COB, 2023). Ensuite, le nombre de logements vacants est très important dans le COB : ce sont 13,2% des logements dans le COB en 2020, contre 7,3% dans l'ensemble de la Bretagne (ANCT, n.d.). Ils se situent surtout dans les centre-bourgs (Pays COB, 2023). Le COB compte aussi 15,5% de résidences secondaires en 2020 : c'est aussi plus important qu'en Bretagne (13,3%), et qu'en France (9,7%) (ANCT, n.d.). Dans Monts d'Arrée Communauté, les résidences secondaires atteignent 26,6% des logements en 2020 (Pays COB, 2023). Les logements vacants et les résidences secondaires « forment un gisement important mais difficile à mobiliser » dans le territoire (Pays COB, 2023). La pandémie de Covid-19 a aussi eu un effet important sur l'immobilier : les prix des maisons au m² ont connu des augmentations fortes et constantes dans toutes les EPCI du COB à partir de 2020, sauf pour Poher Communauté où l'augmentation s'est arrêtée en 2021 (Cerema, 2022). Toutefois, les prix au m² restent moins forts dans le COB que dans le reste de la Bretagne, même s'ils suivent la même progression.

Outre ses vulnérabilités socio-démographiques, le COB présente une force non négligeable : celle de son tissu associatif et social. Le Pays COB est le premier pays breton pour le poids de l'ESS dans l'emploi (21% des salariés du territoire) (CRESS, 2018). Cela s'explique par le poids important du secteur de la santé et de l'aide à domicile, dans ce territoire rural vieillissant et relativement pauvre. L'ESS est particulièrement présente dans la CCKB (33% des salariés, contre environ 17% dans tous les autres EPCI du COB) (*ibid*). Le nombre d'associations considérées « actives » pour 1000 habitants en Bretagne est parmi les plus forts dans le Centre Bretagne (Région Bretagne, 2021).

Portrait économique : une spécialisation agricole

A la fin des années 1950 et dans les années 1960, la modernisation agricole, plus tardive et plus rapide que dans les autres territoires ruraux français, touche durement les bocages et les paysans bretons : c'est la période du remembrement, tristement connue aujourd'hui pour avoir opéré des tailles rases de talus et de haies qui constituaient des réservoirs de biodiversité et des protections contre le vent et l'érosion des champs, et pour avoir ainsi considérablement modifié les paysages (photographie 3). Au cours de cet épisode, l'agriculture bretonne passe d'une agriculture traditionnelle presque vivrière, à une agriculture industrielle exportatrice (Géoconfluences, 2023).



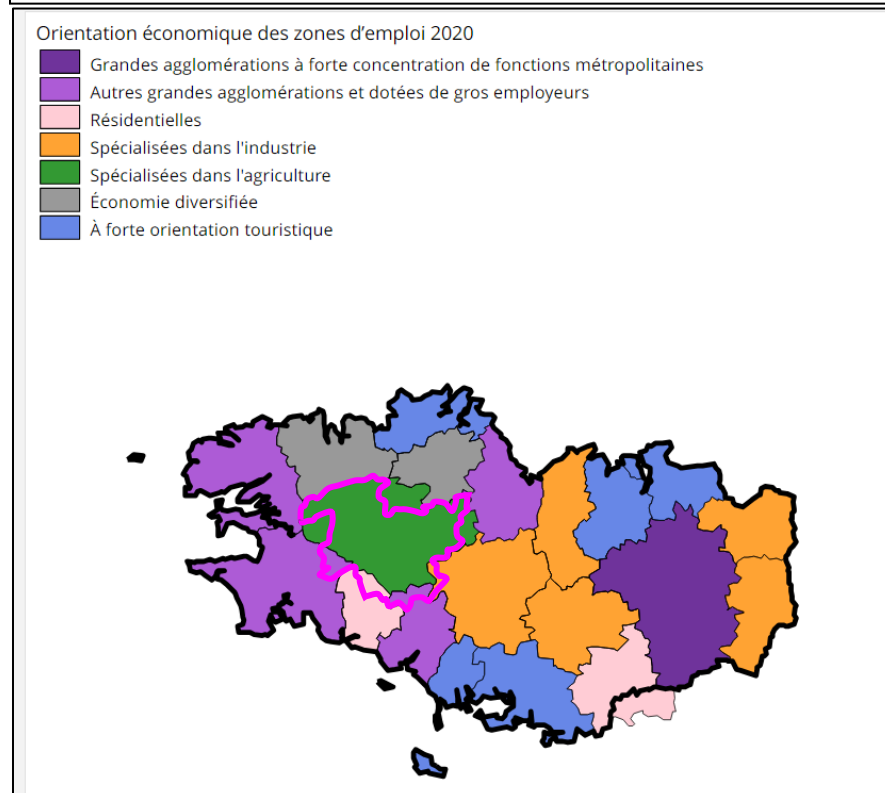
Photographie 3. La commune de Saint-Tugdual (56540, Roi Morvan Communauté) sur la période 1950-1965 (à gauche) et aujourd'hui (à droite) : les marques du remembrement sur le paysage. Source : IGN « Remonter le temps » ; IGN 2024.

Aujourd'hui, on parle du « modèle agricole breton » : une agriculture intensive, hyperspécialisée, exportatrice et intégrée dans une filière agroindustrielle. Occupant 6% de la surface agricole utile nationale, la Bretagne est aujourd'hui la première région en France spécialisée dans l'élevage de porcs (56% du cheptel français), dans la production de lait de vache (23% de la production française) et de veaux (19%), et dans l'élevage avicole (1/3 de la production nationale de poulets de chair et d'œufs de

consommation). Au total 6 exploitations sur 10 en Bretagne sont spécialisées dans l'élevage. Ce sont 21% de ses exploitations qui sont spécialisées dans l'élevage « hors-sol » de porcs et de volailles, c'est-à-dire des exploitations où les animaux ne sortent jamais des bâtiments d'élevage. La Bretagne se place au premier rang français pour la valeur de ses productions animales (Agreste, 2022). Le système agricole breton présente des limites bien connues aujourd'hui : des dégradations environnementales (émission de GES en quantité, pollution des eaux des nappes par le nitrate issu des déjections animales, érosion des sols), et des dégradations des conditions sociales des agriculteurs et agricultrices, liés par des contrats aux coopératives qui ne garantissent pas forcément un prix juste pour leurs produits, et souvent largement endettés pour investir dans la modernisation de leurs exploitations (Géoconfluences, 2023 ; Léraud, Van Hove, 2019). Ce modèle agroindustriel est aussi doté d'un attirail politique qui lui permet de défendre facilement ses intérêts, autant à l'échelle locale (dans les conseils municipaux, les chambres d'agriculture départementales et régionales), qu'à l'échelle nationale (poids du syndicat agricole historiquement majoritaire, la FNSEA, dans la construction des politiques agricoles nationales), et qu'à l'échelle européenne (poids de la FNSEA dans la COPA-COGECA, l'organe de défense des intérêts de l'agriculture au parlement européen) (Léraud, Van Hove, 2019 ; Legendre, 2023).

Le Centre Ouest Bretagne est le seul territoire breton dont la zone d'emploi est spécialisée dans

Le COB parmi les zones d'emploi bretonnes : une spécialisation agricole.



Carte 10. Source : INSEE, 2020 ; INSEE RP 2016-2017.

l'agriculture : alors que l'agriculture ne représente aujourd'hui que 2,6% de l'emploi en France, et 4,5% en Bretagne, elle représente 14% de l'emploi du COB (INSEE, 2020 ; carte 14). En termes d'orientation agricole, l'élevage est largement dominant dans le territoire (65% des chef.fes d'exploitation), et surtout l'élevage hors-sol de porcs et de

volailles (59% des communes du territoire par OTEX).

En ce qui concerne l'agriculture biologique dans le COB, 13,6 % des exploitations du territoire intègrent des procédés agrobiologiques, c'est-à-dire travaillant sous label bio ou en cours de conversion. C'est plus que la moyenne régionale (11,6 %). Ce chiffre cache toutefois de fortes disparités, entre le territoire de Poher Communauté (6 %) et celui de Monts d'Arrée Communauté (21,3 %). (Pays COB, 2021). L'agriculture biologique concerne seulement 8% de la SAU du COB (Crater, 2024).

Combinées, l'agriculture et l'industrie agro-alimentaire constituent 28% des emplois du COB. Dans le secteur industriel du COB, 70% des emplois sont dans l'industrie agro-alimentaire. Le territoire compte de très grandes entreprises agroalimentaires exportatrices comme Ardo et D'Auçy pour les légumes surgelés et en conserve, Sodiaal et Synutra pour le lait, Socopa Viandes pour le porc (premier employeur agricole et agroalimentaire dans le COB) et Guyader pour les produits de la mer.

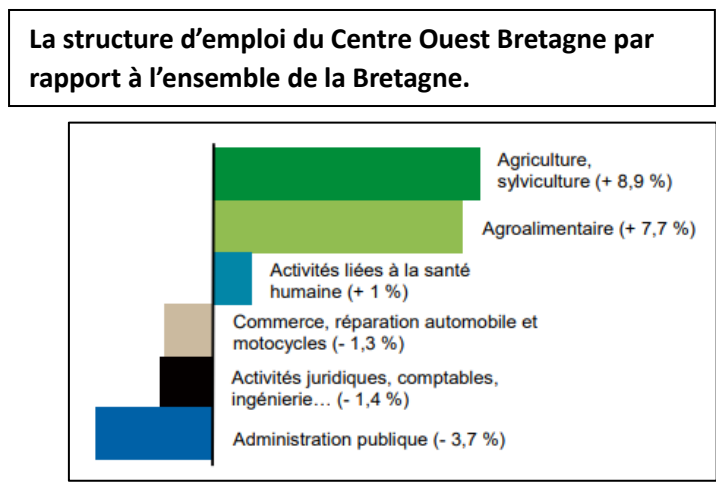


Figure 1. Source : Pays COB, 2021.

L'agriculture, la sylviculture et le secteur industriel agroalimentaire sont beaucoup plus importants dans le COB que dans l'ensemble de la Bretagne (figure 2), ce qui en fait une spécialité du COB. Pour autant, l'agriculture et l'industrie ne sont pas les premiers secteurs employeurs du COB. Ce sont le secteur du commerce, des transports et des services divers, et le secteur de l'administration publique, de l'enseignement, de la santé et de l'action sociale qui emploient le plus, marquant le signe d'une tertiarisation de l'économie propre à l'ensemble de la France. Il est à noter toutefois que cette tertiarisation est moins marquée à l'échelle du COB qu'à l'échelle nationale et qu'à l'échelle bretonne, puisque le territoire du COB garde une spécialisation productive en contraste avec les grands pôles urbains qui concentrent les fonctions administratives, médicales et universitaires (Pays COB, 2023).

Dans le COB, l'activité la plus émettrice de GES est l'agriculture (figure 4) : elle représente 70% des émissions de GES, contre 40% à l'échelle de la région Bretagne (OEB, n.d.).

La répartition des émissions de GES selon les secteurs dans le COB en 2017.

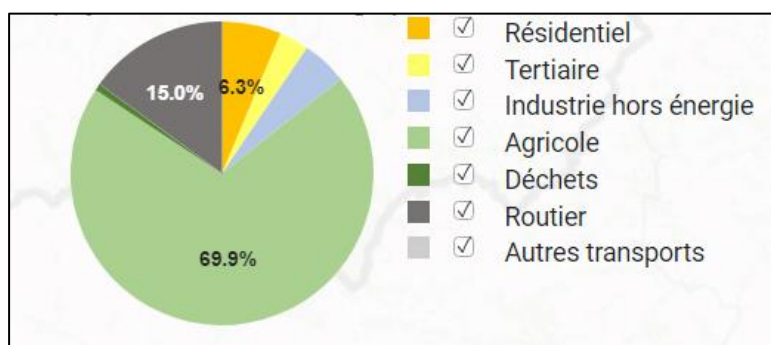


Figure 2. Source : Terristroy, OEB, n.d.

Mais il faut nuancer : si l'activité agricole du COB est plus émettrice de GES en proportion que dans les autres territoires bretons, ce n'est pas parce que les pratiques agricoles sont plus néfastes ici que dans les autres territoires bretons, mais surtout parce que l'activité agricole y est plus importante, en termes de SAU (OEB, n.d.). Dans l'absolu, le COB n'est pas le territoire le plus émetteur de GES en Bretagne : les territoires les plus émetteurs sont ceux qui sont fortement urbanisés, comme le Pays de Rennes, le Pays de Brest ou encore celui de Lorient. Par contre, ramenées au nombre d'habitants, les émissions de GES dans le Pays COB sont plus importantes que dans le Pays de Rennes, par exemple (OEB, n.d.).

Le Centre Ouest Bretagne est donc un territoire fort de ses ressources naturelles, qui peut attirer et fort aussi de son économie sociale et solidaire et de son tissu associatif. Mais c'est surtout un territoire vulnérable aux intempéries météorologiques (grosses pluies qui provoquent des érosions et des inondations, sécheresses qui peuvent vite assécher les cours d'eau), peu résilient économiquement (faible niveau de vie global et faibles capacités des collectivités territoriales locales), et en proie à une baisse constante de population due à un vieillissement non compensé par l'arrivée de nouveaux habitants. En outre, on peut dire du COB que c'est un « îlot loin de la mer », en ce que c'est un territoire isolé d'une part par sa faible offre de transports le reliant aux grands pôles urbains alentours (Brest, Rennes, Quimper, Lorient), d'autre part par son éloignement des littoraux, dans une région où les villes et les littoraux constituent le principal attrait touristique et migratoire et concentrent les services (hôpitaux, administrations, universités, ...) (INSEE, 2021).

Un territoire présentant de telles vulnérabilités est d'autant plus vulnérable au changement climatique. Cela paraît évident pour la vulnérabilité aux intempéries météorologiques, mais c'est aussi le cas pour les vulnérabilités économiques et socio-démographiques. En effet, dans son dernier rapport de synthèse le GIEC affirme qu'« une réduction de la pauvreté et une plus grande équité sociale permettent de dissocier la demande de services des émissions : après avoir échappé aux pièges de la pauvreté, il devient possible de prendre des décisions de long terme et de réduire des consommations non-liées au bien-être. » (GIEC, 2023 ; Huet, 2023). Autrement dit, plus une population est vulnérable

économiquement et socialement, moins elle est résiliente au changement climatique car elle a moins de ressources disponibles pour s'engager dans la mise en place de solutions d'atténuation et d'adaptation au changement climatique.

Pourquoi s'adapter au changement climatique dans le Centre Ouest Bretagne ? Les impacts du changement climatique dans le territoire

Dans le COB, territoire éloigné des littoraux, avec peu d'altitude, et connaissant un climat très doux, le risque climatique peut être perçu comme moindre... Pourtant, les travaux du Pays COB, dont l'étude de caractérisation des impacts du changement climatique est en cours au moment de l'écriture de ce mémoire, ont permis d'établir les premières conclusions suivantes. Comme dans le reste de la France, le COB se réchauffe : entre les périodes 1960-1990 et 1991-2020, les températures moyennes ont augmenté de presque 1°C, passant de 9.7°C à 10.6°C. De ce fait, le territoire connaît une augmentation des journées chaudes (plus de 25°C) et une baisse des jours de gel, ce qui impacte les habitants (risques d'hyperthermie) et surtout les milieux naturels. Les risques pour les milieux naturels sont les suivants : prolifération d'espèces invasives, diminution de la période de repos végétatif, entraînant une perturbation du cycle de vie des espèces, disparition d'espèces, diminution des rendements des cultures agricoles. Par ailleurs, le changement climatique touche aussi le COB au niveau de sa pluviométrie : elle est en hausse depuis 1960, et ce à toutes les saisons, sans pour autant que cela n'augmente significativement la part de pluies efficaces (c'est-à-dire les précipitations qui contribuent directement à l'humidification du sol et à la recharge des nappes phréatiques). Les premiers travaux du Pays COB permettent de constater dans le COB une tendance générale à l'augmentation de la fréquence des périodes de sécheresse en été et en début d'automne, augmentant les situations de tension autour de la ressource en eau. Parallèlement, la pluviométrie en hausse augmente les risques d'inondation et d'érosion des sols. Nastasia Keurmeur, consultante en environnement dans le cadre du projet Hin'COB, a proposé la synthèse provisoire suivante, concernant les risques climatiques présents dans le COB : les risques de sécheresse et de dégradation de l'état hydrique des sols sont forts, le risque de vague de chaleur est moyen à fort, les risques de feux de forêt, de développement d'éléments pathogènes, d'inondations et d'événements extrêmes sont moyens, tandis que le risque de retrait-gonflement des argiles est faible. A propos des « événements extrêmes » : il est vrai que les sécheresses, inondations, canicules, ouragans et tempêtes existaient avant l'apparition du changement climatique. Mais les scientifiques montrent aujourd'hui que le changement climatique augmente leur fréquence et leur intensité (ONU Info, 2021). Il est à noter toutefois que les scientifiques du GIEC sont moins confiants quant au lien entre tempêtes et changement climatique, qui, s'il peut paraître évident pour beaucoup de gens, n'est pas (encore) très bien établi (GIEC, 2023).

5. Problématique et hypothèses

Pour rappel, l'objectif de cette enquête de perception est le suivant : nourrir les réflexions autour de la formulation d'une stratégie d'adaptation au changement climatique pour le territoire du COB, qui soit la plus inclusive possible, et de ce fait la plus efficace.

Le territoire rural du COB se caractérise par sa diversité biologique et paysagère, son climat doux, sa faible densité, sa population vieillissante et relativement pauvre, sa spécialisation agricole, son éloignement des littoraux et des métropoles régionales dans une région dont le dynamisme est lié à ces espaces. Comment les habitants d'un tel territoire perçoivent le changement climatique ? Comment envisagent-ils et elles l'adaptation dans leur territoire ? Le traitement des perceptions du changement climatique dans un tel territoire est rare dans la littérature scientifique, qui se concentre davantage à ce sujet sur des territoires considérés comme plus « à risque », comme les littoraux ou les îles (Guillemot, 2014 ; Verlynde, 2018 ; Moesinger, 2019), les montagnes (Schoeneich *et al.*, 1997 ; Tritz *et al.*, 2012), ou les pays des Suds (Kosmowski *et al.*, 2015). Pourtant, on l'a vu, les risques climatiques ne sont pas absents d'un territoire comme le COB, malgré son climat doux et son éloignement des littoraux.

Dans ce cadre, **comment les perceptions du changement climatique et de l'adaptation des habitants et acteurs socio-économiques du Centre Ouest Bretagne nous informent-elles pour concevoir une stratégie d'adaptation au changement climatique la plus efficace possible dans le COB ?**

Première hypothèse : Dans un environnement marqué par les espaces naturels et agricoles, les habitants du COB témoignent d'une facilité à identifier les effets locaux du changement climatique qui impactent directement leur vie quotidienne.

Deuxième hypothèse : Mais ils témoignent aussi d'un manque de confiance dans les capacités d'adaptation au changement climatique du territoire, nourri par un sentiment d'éloignement géographique et social des littoraux et des métropoles régionales.

Troisième hypothèse : Ces deux dernières hypothèses sont nuancées par la diversité des profils socio-spatiaux des individus : leurs conditions matérielles d'existence, leur cadre de vie quotidien et leurs expériences personnelles font varier les perceptions du changement climatique et des capacités d'adaptation du territoire.

Partie II – Matériels et méthodes

Au fondement de la méthodologie de cette enquête, il y a une grille d'analyse qui s'appuie sur une compréhension de la notion de perception en trois dimensions : les dimensions cognitive, émotionnelle et comportementale, issues de la théorie du « value-action gap » décrite plus haut. On trouvera cette grille d'analyse en annexe. Elle se décline en deux outils de recueil de données principaux : un questionnaire, et un guide d'entretien.

1. Un questionnaire

Le questionnaire est d'ordre qualitatif : il compte trois questions dont la réponse est totalement libre, et les autres questions portent sur des opinions, des pratiques, des connaissances, des sentiments... de manière non quantifiée, avec très souvent la possibilité d'écrire librement dans un champ « Autre ». Il se décline en fonction du modèle d'analyse : il commence par des questions liées aux connaissances (dimension cognitive), aux sources d'informations (idem), aux expériences vécues (dimensions cognitive et émotionnelle), à la mesure de l'inquiétude vis-à-vis du changement climatique (dimension émotionnelle), pour finir sur des questions liées aux comportements adoptés dans la vie quotidienne et aux actions attendues de la part des pouvoirs publics locaux (dimension comportementale). Des questions de caractérisation socio-démographique le closent.

Le questionnaire a été diffusé du 15 avril au 15 juin 2024, soit pendant deux mois. Il a été rempli quasi exclusivement en ligne. Différents modes de diffusion ont été mobilisés :

- Des affiches avec un QR code et un lien permettant d'accéder au questionnaire ont été placardées dans tous les bourgs importants du COB, et dans quelques plus petites communes.
- Diffusion de tracts avec ces mêmes QR code et lien sur les marchés importants du COB.
- Envoi d'une lettre, par courrier postal et/ou par mail à toutes les mairies du COB, aux partenaires du Pays COB, aux bureaux des CGT locales, contenant des informations sur l'enquête, une affiche et un lien vers le questionnaire à diffuser.
- Participation à une émission sur le projet Hin'COB, invitant les auditeurs à répondre au questionnaire, sur la radio locale RKB (Radio Kreiz Breizh).
- Permanence dans un bar à Saint-Nicolas-du-Pélem, où l'on n'a fait remplir que trois questionnaires, dont deux incomplets : la longueur du questionnaire nous a empêché de réitérer l'expérience.

La construction de l'échantillon s'est faite de manière empirique, entre une méthode « spontanée » (les répondants sont ceux qui ont bien voulu répondre en ligne), et une méthode « au jugé » (les

chargées du projet Hin'COB et moi-même avons parfois orienté, relancé, certaines personnes dont on voulait qu'elles répondent, dans l'objectif de tendre vers une plus grande représentativité de l'échantillon) (Martin, 2020). La représentativité de l'échantillon a été estimée à partir de données concernant la répartition par genre, par âge, par lieu de résidence et par catégorie socio-professionnelle de la population générale du COB.

Le questionnaire a reçu 322 réponses, dont 263 achevées. Au cours de l'analyse, nous avons conservé les 322 répondants, et composé avec les réponses inachevées. On trouvera une description détaillée de l'échantillon en annexe. On peut en retenir les éléments suivants :

- 19 communes sur 78 n'ont pas reçu de réponses. Ce sont des communes qui se situent plutôt sur les extrémités du COB, dont les habitants sont davantage susceptibles d'être tournés vers d'autres bassins de vie.
- Les communes les plus peuplées et concentrant le plus de services publics sont celles qui ont reçu le plus de réponses : entre 35 pour Rostrenen et 13 pour Gourin, en passant par Huelgoat, Châteauneuf-du-Faou et Carhaix.
- La commune de Mellionec a reçu 16 réponses pour seulement environ 300 habitants : cela s'explique par des liens d'interconnexion qui ont joué dans la diffusion du questionnaire, et par l'engagement écologique et associatif des habitants de cette commune.
- Les 40-54 ans sont surreprésentés, tandis que les moins de 14 ans et les plus de 75 ans sont très sous-représentés, ce qui s'explique par la difficulté d'accès aux outils numériques de ces populations. Le reste de la population est plutôt bien représentée.
- Les femmes sont plutôt surreprésentées (58% contre 40% d'hommes, et 2% qui s'identifient autrement).
- Les cadres et professions intellectuelles supérieures, et dans une moindre mesure, les employés sont largement surreprésentés. Les retraités, les ouvriers et les inactifs sont très sous-représentés, alors qu'ils représentent la population la plus nombreuse du COB. Le reste des catégories socio-professionnelles sont plutôt bien représentées.

2. Des entretiens semi-directifs compréhensifs

On a d'abord mené 4 **entretiens exploratoires**, avec des personnes qu'on a considérées comme des « informateurs » (Kaufmann, 1996), pour leur expertise particulière et leur bonne connaissance du territoire. L'objectif principal de cette première phase d'enquête était de m'acculturer au Centre Ouest Bretagne et à ses populations, territoire que je ne connaissais pas. Un autre objectif était de mieux cerner l'origine de la commande du Pays COB : pourquoi et comment est né ce besoin de comprendre les perceptions du changement climatique dans le territoire ? Quel est l'intérêt de cette commande

dans ce territoire ? Enfin, l'enquête exploratoire m'a permis de commencer à tester les hypothèses de l'enquête de perception et la trame du modèle d'analyse. Dans l'analyse des données de l'enquête, nous avons traité les données issues des entretiens exploratoires de la même manière que celles issues des entretiens « réels ».

Ensuite, on a mené **10 entretiens semi-directifs et compréhensifs avec des habitants et des acteurs politiques et socio-économiques du territoire**, choisis « au-jugé », dans l'idée de tendre vers une certaine représentativité de la population. Le choix de l'échantillon s'est frotté à deux principales complications : la population concernée par l'enquête est très large et très variée, et nous avons un temps limité qui nous rendait impossible une représentativité parfaite ; certains profils de personnes étaient plus difficiles à contacter, parce que plus éloignés de nos réseaux sociaux et/ou très occupés, en particulier les chefs d'entreprise (nous en avons rencontré un, en arrêt maladie), les ouvriers (nous n'en avons pas rencontré), les agriculteurs conventionnels non-syndiqués (idem), et les élus (nous n'en avons rencontré qu'un, élu référent du projet Hin'COB). Les entretiens étaient semi-directifs car ils s'appuyaient sur un guide d'entretien mais laissaient une grande part de liberté aux enquêtés dans le déroulé de l'entretien ; compréhensifs dans le sens où l'objectif était d'approcher les enquêtés avec empathie pour comprendre leur système de pensée, sans négliger leurs tensions internes (Kaufmann, 1996). On trouvera le guide d'entretien utilisé en annexe.

Au fil du mémoire, chaque idée issue des entretiens sera identifiable grâce à un système de numérotation. Par exemple, « (ExA) » placé à la fin d'une phrase signifie que cette idée est issue de l'entretien exploratoire A ; « (EN1) » signifie la même chose, pour l'entretien 1. Pour savoir à qui correspond un numéro, on peut se reporter au tableau en annexe résumant le profil des personnes rencontrées.

3. D'autres outils de recueils de témoignages issus de l'éducation populaire

Au cours de l'enquête, on a mis en place deux « **porteurs de parole** », sur les marchés de Guéméné-



Photographie 4 : Aurore Duc, Marion Bret et Virginie Viale pendant le porteur de parole le 13 juin à Huelgoat. Photo : Carmen Chapelon.

sur-Scorff et de Huelgoat. Le « porteur de parole » est un outil de recueil de récits de vie issu de l'éducation populaire. Il consiste à poser une question très large aux passants, au moyen de supports visuels (question dessinée sur des grands cartons), puis à recueillir les réponses en discutant librement avec les passants, et enfin à

résumer la discussion par une ou deux phrases écrites sur des feuilles colorées. Les feuilles colorées sont exposées sur des fils à linge, à la vue des autres passants qui peuvent ainsi les lire. Pendant le premier « porteur de parole » sur le marché de Guémené-sur-Scorff, nous avons posé la question : « Qu'est-ce qu'on fait face au changement climatique ? », mais les résultats que nous avons obtenus ne nous satisfaisaient pas tout à fait, car ils relevaient surtout de l'ordre de l'atténuation. La deuxième fois, à Huelgoat, nous avons demandé : « Comment bien vivre avec les changements climatiques, ici et aujourd'hui ? », et les réponses obtenues tendaient davantage vers des solutions d'adaptation. Au total, nous avons recueilli une cinquantaine de réponses.



Photographie 5 : Armand Pichon, Félix Corbel et d'autres "veilleurs de pluie" le 26 juin à Brennilis. Photo : Aurore Duc.

On a aussi imaginé **une animation type « Petite Histoire Grande Histoire »** autour de la figure des « veilleurs de pluie ». C'est aussi un outil issu de l'éducation populaire qui permet de recueillir des récits de vie, et qui consiste à retracer son histoire personnelle au regard de l'Histoire collective. Nous l'avons adapté pour se concentrer sur les changements climatiques

globaux au regard des pratiques individuelles des « veilleurs de pluie », ces personnes qui mesurent chaque jour la pluviométrie dans leur jardin. Cette animation a donné lieu à une frise chronologique, qui retrace les événements météorologiques et climatiques qui ont marqué les participants et participantes tout au long de leur vie, et qui met en valeur des « savoirs locaux » marqueurs du changement climatique à une échelle très fine.

Ces trois animations ont enrichi notre enquête de témoignages et d'anecdotes, en nous permettant de rencontrer des personnes que nous n'aurions sans doute pas touchées *via* le questionnaire et les entretiens. Les supports de ces animations (les feuilles colorées et la frise chronologique) servent aussi aujourd'hui d'objets d'exposition pour les chargées de projet Hin'COB lors de leurs événements de sensibilisation auprès des habitants et des élus du COB.

4. Eléments de réflexivité : le cadre politique du PETR, mes engagements militants

Un PETR est piloté par un comité syndical, présidé par un bureau syndical. Ce comité syndical est composé d'élus, issus des communautés de communes qui composent le PETR (souvent, ce sont les présidents et vice-présidents des communautés de communes). Ces élus du comité syndical sont chacun assignés à une mission du PETR : on les appelle les référents élus du Pays. Les agents et agentes de développement travaillent aussi avec d'autres élus communaux et intercommunaux du Pays COB,

dans le cadre de la mise en place de projets. Tous ces élus locaux ont un rôle très important : ils et elles assurent la pérennité des projets, puisque sans leur appui, le travail des agents de développement ne reste qu'une coquille vide, qui ne se réalise jamais concrètement dans le territoire. Par ailleurs, un PETR, s'il est en partie auto-financé via l'adhésion annuelle des EPCI (proportionnellement à leur nombre d'habitant.es), est aujourd'hui surtout financé via des appels à projet diffusés par des instances politiques d'échelles supérieures (Agence régionale de santé, ADEME, Région, départements, Europe, ...). Mais un PETR a très peu de réelles compétences : sa seule compétence officielle est le SCOT, le schéma de cohérence territoriale, qui sert de référence pour les PLU et PLU-i, les plans locaux d'urbanisme (communaux ou intercommunaux). Le rôle principal d'un PETR est de coordonner les acteurs socio-économiques et les élus de son territoire pour faciliter la mise en place d'actions concrètes. Dans ce cadre, le soutien et l'approbation des instances politiques d'échelles supérieures, puis la participation des acteurs socio-économiques et des élus locaux sont nécessaires aux agents d'un PETR, tant pour obtenir des financements que pour voir aboutir leurs projets.

Or, au Pays COB, si les élus avaient soutenu la candidature à l'appel à projet « Adaptation au changement climatique », ils se sont peu investis jusque-là dans le pilotage du projet. Des élus ont fini par se déclarer référents, après plusieurs relances de la part des chargées de projet, mais un seul a assisté au premier comité de pilotage. Il reste donc nécessaire aujourd'hui pour le Pays COB de solliciter l'intérêt des élus locaux et de faciliter leur adhésion au projet, sans quoi celui-ci n'aboutira pas. Il en est de même pour les acteurs socio-économiques locaux, et notamment les acteurs de la gestion de l'eau et de l'agriculture. Ce climat politique s'est fait ressentir dans le choix des personnes rencontrées en entretien, puis lors de la relecture par mes tutrices de stage de ma synthèse de stage et de mon mémoire, mais n'a pas fondamentalement influencé les résultats de l'enquête.

En outre, le choix et l'ordre des questions dans le questionnaire, le choix des enquêtés pour les entretiens, la manière dont j'ai guidé les entretiens ou encore le profil des personnes ayant répondu au questionnaire en ligne ont pu être influencé par mes intérêts personnels, mes réseaux sociaux, et par ma trajectoire et position dans « l'espace social » (Bourdieu, 2003). Je soutiens des mouvements de lutte contre l'agro-industrie, et suis socialement et géographiquement proche de certaines personnes rencontrées en entretien (parce qu'on habite à proximité l'un ou l'une de l'autre, et parce qu'on partage des idées politiques). Parce que je suis étudiante à l'université, j'évolue aussi dans des réseaux de personnes possédant un fort capital culturel. Néanmoins, les résultats présentés ensuite visent la plus grande neutralité axiologique possible.

Partie III – Percevoir le changement climatique en Centre Ouest

Bretagne

1. Comment les populations du COB connaissent-elles le changement climatique ?

Les sources d'informations sur le changement climatique

On sait que les personnes dont les sources d'informations tendent à être « plus activement recherchées » (publications scientifiques, contenu scolaire, conférences), ont tendance à avoir des connaissances plus poussées sur le changement climatique, tandis que les personnes qui consultent plutôt des médias de masse (TV, radio, journaux, films et documentaires TV) ont des connaissances moins approfondies (Weiss et al., 2014). Les populations du COB ressemblent aux populations françaises dans leurs modes de consommation de l'information (Arcom, 2024) : les documentaires télévisuels et la radio sont les sources d'information les plus citées par les personnes rencontrées au cours des entretiens et par les répondants au questionnaire. Concernant le changement climatique, ces médias délivrent des informations sur les catastrophes naturelles se déroulant ailleurs en France ou dans d'autres pays, ou sur des événements politiques internationaux autour du changement climatique, comme la COP21, ou encore sur les conclusions de grands rapports scientifiques comme les rapports du GIEC (EN4, EN3). Dans le territoire rural du COB, la presse quotidienne régionale constitue une source d'information importante sur le changement climatique (38% des répondants au questionnaire), en particulier pour les plus âgés, mais aussi à tous les âges.

Une majorité des répondants au questionnaire déclare consulter des articles scientifiques à propos du changement climatique (54%). Dans le détail, les sources d'information « plus activement recherchées » sont plutôt utilisées, sans surprise, par des étudiants et des personnes appartenant à des catégories socio-professionnelles plus élevées ou libérales (cadres et professions intellectuelles supérieures, professions intermédiaires, artisans), souvent dotées de plus hauts diplômes. Mais elles sont aussi utilisées par des profils de personnes disposant de temps car ne travaillant pas (retraités et personnes sans activité professionnelle), et par des agriculteurs, en ce qui concerne les livres et les magazines spécialisés. La propension des agriculteurs à s'intéresser de façon plus active au changement climatique s'explique par la nécessité de prendre en compte et d'anticiper les impacts de ce changement dans leurs modes de culture.

Les sources d'informations sur le changement climatique des populations du COB ne se limitent pas aux médias traditionnels, ni aux sources scientifiques. Les réseaux sociaux, au sens large, constitue une source d'information importante. Sans surprise, les réseaux sociaux en ligne constituent la source principale des 15-24 ans sur le changement climatique, et une des plus importantes pour les 25-29 ans.

Mais les réseaux sociaux humains, lieux de socialisation primaires (famille, école) et secondaires (travail, études, entourage) (Durkheim, 1922 ; Berger, Luckmann, 1966) sont aussi très importants dans le développement de la conscience du changement climatique, comme dans le développement de la conscience en général. Quand le discours autour du changement climatique est très présent depuis l'enfance, son existence devient « *une évidence* » (EN4). L'entourage amical ou le voisinage sont aussi des moyens de se tenir au courant ou de débattre du changement climatique (EN4, EN6). Enfin, toute forme d'intégration dans un collectif organisé autour de questions environnementales, comme des associations (EN6, ExA) ou des groupes de travail au sein de syndicats agricoles (EN2, EN4, EN8, EXD), permet aussi de s'informer en profondeur sur les impacts du changement climatique.

Seuls 5 répondants disent ne consulter aucune source d'information sur le changement climatique. Globalement, les populations du COB semblent connaître et se renseigner sur ce phénomène, par les nombreuses sources d'informations qui s'offrent à elles, en premier lieu desquelles on trouve la télévision, la radio, la presse quotidienne régionale et les réseaux sociaux, mais aussi des articles scientifiques. Cela n'empêche pas des personnes, parmi les répondants au questionnaire et les participants aux « porteurs de parole », de faire preuve de climato-scepticisme, nous y reviendrons.

Les « savoirs locaux » sur le changement climatique

Nous avons identifié de nombreuses sources de « savoirs locaux » sur le changement climatique. Ceux-ci sont construits d'une part à partir de la mémoire d'épisodes climatiques exceptionnels vécus, d'autre part à partir de l'observation de marqueurs biologiques ou météorologiques de saisonnalité, comme la phénologie des plantes, le comportement et la migration des animaux, les phénomènes d'invasion biologique ou le nombre de jours de gel (Sourdriil, Garine, 2019). Ces savoirs locaux permettent aux habitants d'un territoire d'établir des diagnostics et des pronostics météorologiques et climatiques (*ibid*). Nous avons identifié des savoirs locaux au cours des entretiens semi-directifs, mais aussi lors de l'animation « Veilleurs de pluie ». Ils nous sont surtout parvenus sous la forme d'anecdotes, qui permettent aux personnes d'établir une comparaison entre un état actuel et un état passé de marqueurs biologiques ou météorologiques. Par exemple, une personne âgée vivant dans les Monts d'Arrée a comparé, lors de l'atelier « Veilleurs de pluie », la très faible apparition de gel lors des derniers hivers, avec le froid de l'hiver 1962 qui avait provoqué le gel intégral du lac d'Huelgoat, sur lequel on pouvait alors rouler en voiture. Nous avons porté une grande attention à ces anecdotes, car elles témoignent d'un rapport direct et concret au changement climatique. Plus que les connaissances scientifiques générales, ces savoirs locaux témoignent des perceptions des habitants, de ce qui suscitent ou non leur attention.

2. Etats des lieux des constats sur le changement climatique dans le COB

Relativité des impacts du changement climatique dans le COB par rapport à d'autres territoires

Un constat souvent fait par les personnes rencontrées lors de l'enquête est la relativité des impacts du changement climatique dans le territoire du COB, par rapport à d'autres territoires. Dans le questionnaire, on a posé la question suivante : « D'ici 10 ans, comment pensez-vous que le changement climatique va évoluer ? Sur une échelle de 1 à 5 », en fonction de différentes échelles, du lieu de vie au monde entier (figure 3).

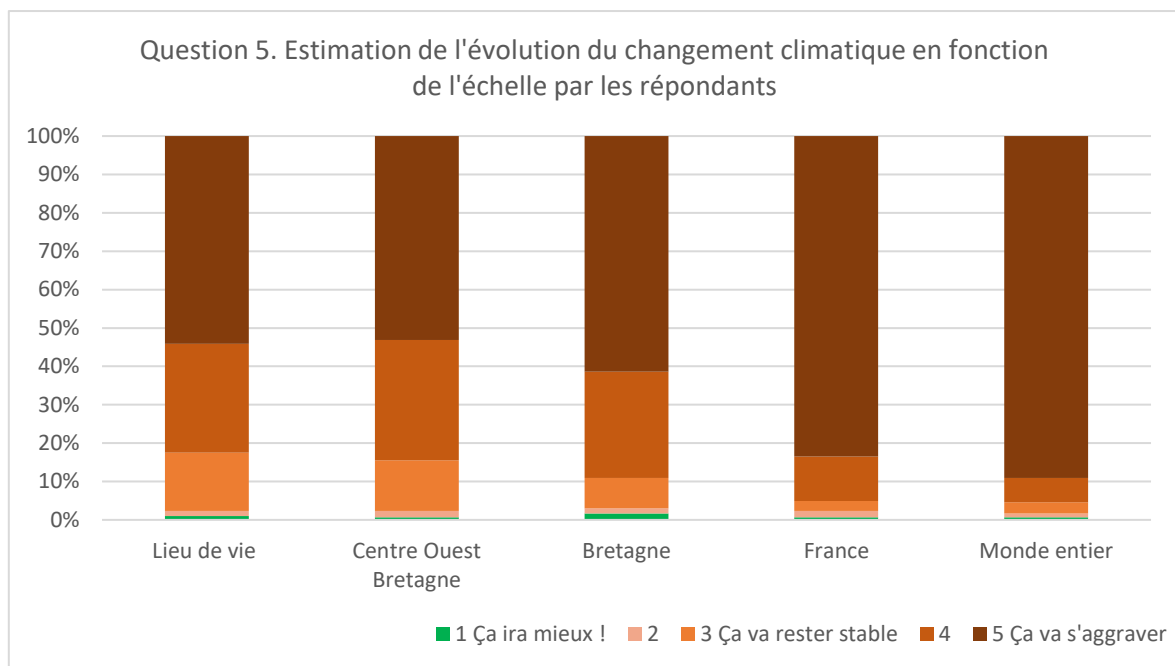


Figure 3. Source : Questionnaire.

A toutes les échelles, c'est entre 80% et 96% des répondants qui estiment que le changement ne va pas s'affaiblir. On peut en conclure une prise de conscience du changement climatique globalement partagée dans le COB, qui est évidemment à nuancer au regard du fait que les répondants volontaires à une enquête sur le changement climatique sont probablement déjà davantage prêts à admettre l'existence du changement climatique que quelqu'un qui n'y répondrait pas. Mais on constate aussi que plus l'échelle est grande, plus les répondants estiment que le changement climatique va s'aggraver. C'est près de 20% des répondants qui estiment que le changement climatique va rester stable voire va ralentir d'ici 10 ans au niveau de leur lieu de vie, contre moins de 5% au niveau mondial. Cela dénote une tendance des habitants du COB à constater davantage les effets lointains du changement climatique, et au contraire à moins constater les effets du changement climatique proches du lieu de vie.

Cette tendance se confirme dans les entretiens. Ainsi, un agriculteur de la CCKB :

« A mon échelle à moi, je sais pas comment le dire, sur mon territoire, ça va pas forcément être un gros problème, on va réussir à s'organiser, par contre d'un point-de-vue collectif, breton ou encore plus, français, oui c'est sûr que c'est inquiétant » (Eleveur bovin conventionnel et représentant syndical, 46 ans, CCKB, ExD)

Les plus jeunes tendent carrément à percevoir le changement climatique comme un phénomène lointain et global, qui ne touche pas vraiment le COB. Les enfants rencontrés ont à chaque fois d'abord identifié des effets lointains du changement climatique : la fonte de la banquise, la mort des ours polaires (EN_9, EN_10), et ne percevaient pas vraiment la gravité du changement climatique quand on l'a relocalisé : *« Il a intérêt à refaire chaud comme ça ! [Comme à l'été 2022] »* (Collégienne, 15 ans, RMC).

Par ailleurs, certains minimisent les impacts réels du changement climatique dans le COB en le comparant non pas avec des échelles supérieures, mais avec d'autres territoires. Il y aurait ainsi moins d'inondations dans le COB que dans d'autres territoires bretons autour du COB, comme à Quimper, Quimperlé et Châteaulin, ce qui fait dire à une aide-soignante dans RMC : *« On n'est pas à plaindre »* (EN3). En réalité, le COB n'est pas exempt d'inondations et de coulées de boue, même si le risque est le plus souvent moyen, car le COB est en tête de bassins versants, et que les crues sont plus violentes en aval (Pays COB, 2024).

Certaines personnes interrogées estiment aussi que le COB subit moins fortement les canicules que d'autres endroits de la France, comme des territoires urbains, ou comme le sud de la France ou même le sud de la Bretagne (ExD, EN3). On peut se sentir protégé vis-à-vis du CC dans le COB, par rapport au sud de la France, au sud de l'Europe, ou à d'autres pays (EN3, EN4, EN8).

« Je me dis surtout qu'on est dans un endroit super protégé en fait, y a pas beaucoup d'endroits sur terre où je me sentrais plus en sécurité par rapport à ce genre de phénomènes, ça a l'air d'être dur à peu près partout. » (Maraîcher bio, 39 ans, CCHC).

Cela correspond à la réalité : le climat en Bretagne est doux, et c'est pourquoi la région est perçue ailleurs en France comme un endroit privilégié pour se protéger des effets du changement climatique, suivant un principe d'« héliotropisme négatif » (Arzel, Berry, 2020).

Parfois, la relativisation du changement climatique en COB sert à remettre en question des discours scientifiques, et à se positionner politiquement. Ainsi, un agriculteur expliquait qu'il n'y aurait pas de tensions autour de la ressource en eau dans le COB, si le COB ne fournissait pas de l'eau aux territoires voisins :

« L'eau c'est un problème parce qu'on est connectés aux autres territoires, et qu'il y a de l'eau du COB qui part vers d'autres territoires. Si on était en autarcie, bah y a assez d'eau pour nous... »

(Eleveur bovin conventionnel et représentant syndical, 46 ans, CCKB, ExD)

Du même coup, cet agriculteur et représentant syndical occulte les réels problèmes de sécheresse au sein-même du COB, aussi bien que les problèmes liés à la qualité de l'eau dans le COB, et affiche une incompréhension de l'organisation des bassins versants qui rend nécessaire la solidarité entre territoire.

Il semble donc que la tendance générale soit à la reconnaissance de l'existence du changement climatique, accompagné du sentiment que « c'est pire ailleurs ». Il n'en reste pas moins que les habitants du COB se souviennent des aléas climatiques qui ont touché leur territoire.

La mémoire des épisodes climatiques exceptionnels

Les réponses libres données dans le questionnaire à la question « En 3 mots / expressions, à quoi vous fait penser l'expression "changement climatique" ? » indiquent que les populations du COB ont souvent tendance (34% des répondants) à associer intuitivement le changement climatique à des catastrophes météorologiques (figure 4).

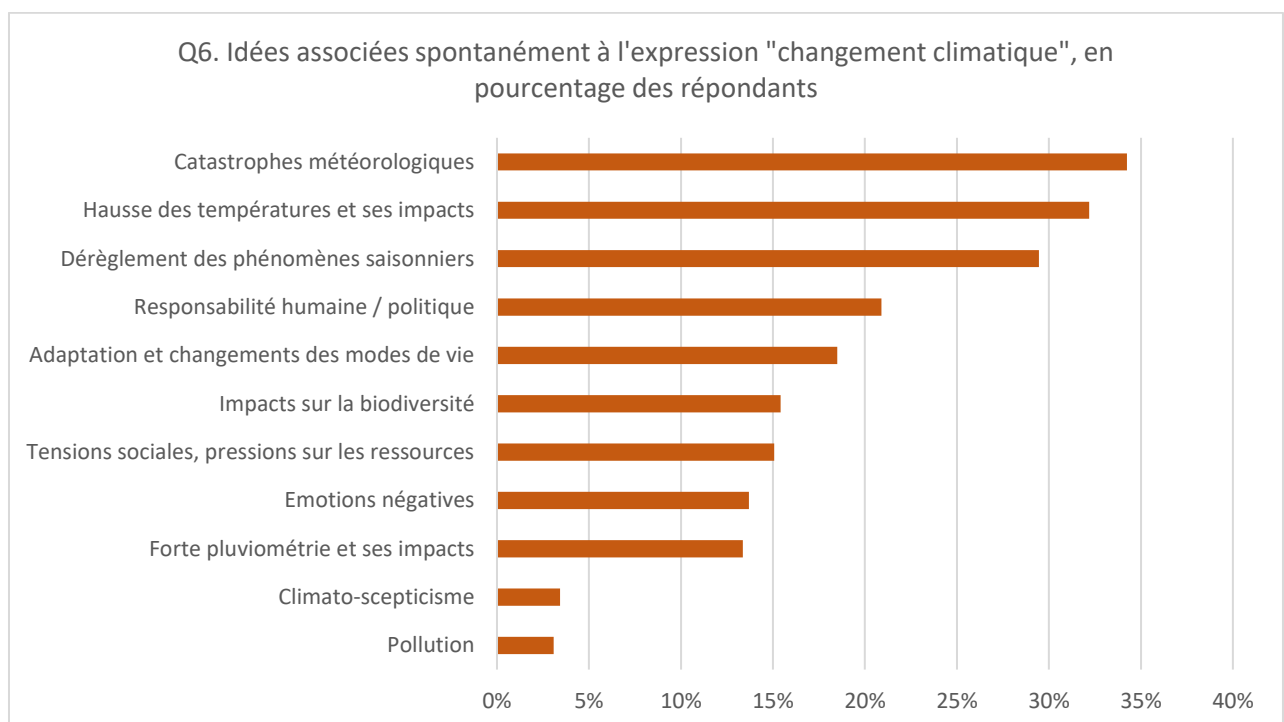


Figure 4. Source : Questionnaire.

La catastrophe météorologique qui est apparue quasi systématiquement dans les discours des personnes rencontrées est la tempête Ciarán, qui a fortement touché la Bretagne en novembre 2023, privant d'électricité un nombre très important de foyers, coupant l'accès de certaines communes à

l'alimentation en eau potable, et causant des dégâts importants dans les forêts (chutes d'arbres) et les bâtiments résidentiels et agricoles (envol de toitures, destruction de serres, ...). Dans le questionnaire, les répondants sont 84% à avoir vécu, ou dont les proches ont vécu une tempête dans le COB (figure5).

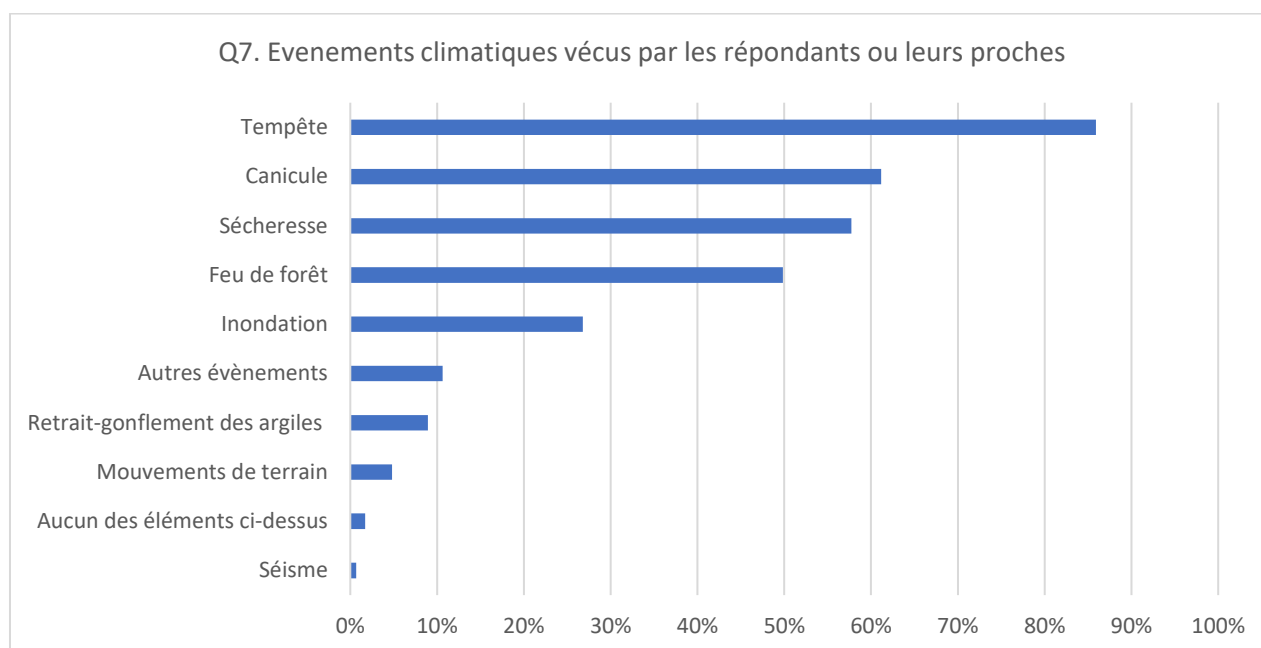


Figure 5. Source : Questionnaire.

L'épisode de la tempête Ciarán est aussi fréquemment comparé à la tempête d'octobre 1987, et, dans une moindre mesure, à celle de décembre 1999. Mais les tempêtes comme marqueurs du changement climatique ne font pas l'unanimité. Alors que certains soulignent leur répétition plus fréquente et l'augmentation de leur intensité (ExC, EN2, EN5), d'autres suggèrent que les tempêtes ont toujours existé dans le COB, et qu'elles n'indiquent pas forcément le changement climatique, comme cet agriculteur :

« Y en a qui vous diront que voilà, les accidents climatiques type tempête et tout ça c'est lié au changement, sans doute mais, moi je me rappelle de la tempête de 87 j'étais gamin, y en avait déjà avant quoi. Je peux pas dire que... peut-être qu'il y en a plus qu'avant mais j'en sais rien quoi. » (Eleveur bovin conventionnel et représentant syndical, 46 ans, CCKB, ExD)

De la même manière, 12% des répondants au questionnaire ne pensent pas ou doutent que les tempêtes et les inondations peuvent être associées au changement climatique (figure 6). Ce doute est légitime, car comme on l'a vu plus haut, les scientifiques n'établissent pas encore un lien très clair entre tempêtes et changement climatique.

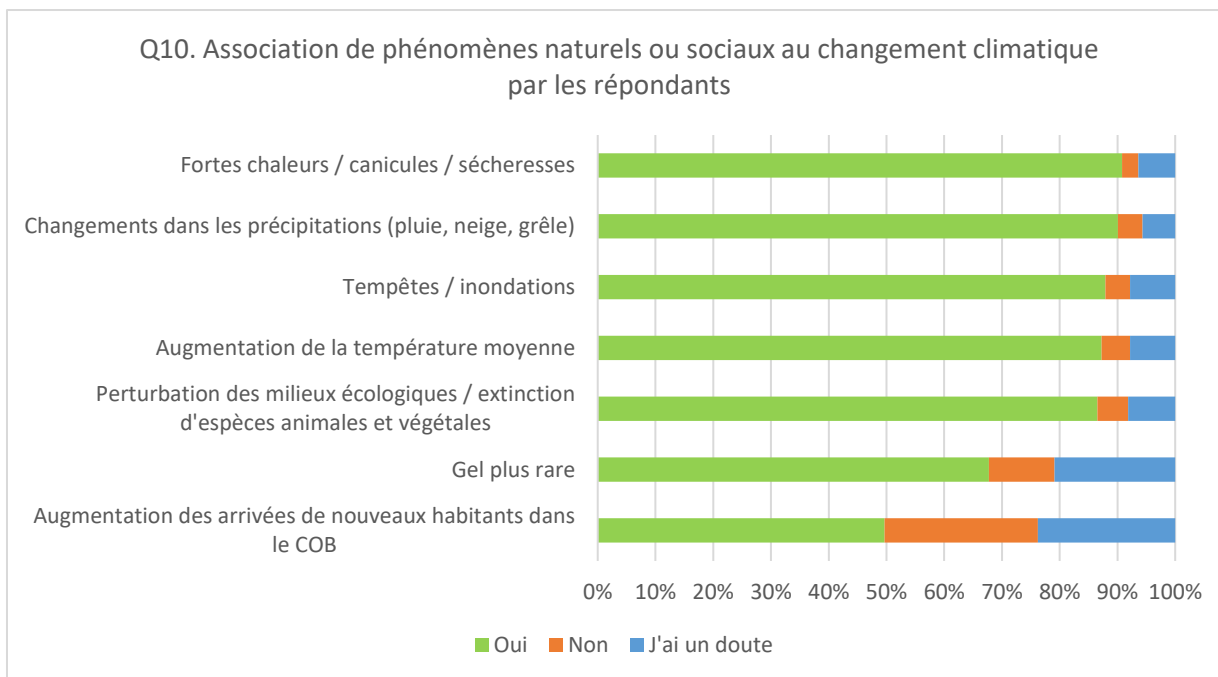


Figure 6. Source : Questionnaire.

Par ailleurs, certains habitants du COB se rappellent d'inondations importantes, notamment celles de 1994 et en 2000 mais dans des territoires juste en dehors du COB (Quimper, Quimperlé, Châteaulin, ...). A nouveau, les inondations et coulées de boue au sein du COB n'ont pas l'air de constituer pour les populations des événements climatiques vraiment exceptionnels. Les habitants du COB interrogés dans le questionnaire sont 27% à déclarer avoir vécu une inondation dans le COB (figure 5), ce qui n'en fait de loin pas l'événement le plus courant dans le vécu des populations locales.

A contrario, une pluviométrie inhabituelle peut fortement marquer les esprits. Ainsi, le dernier hiver, l'hiver 2023-2024, a souvent été mentionné pour exemplifier les effets du changement climatique dans le territoire. Un couvreur de la CCHC (EN5) et un agriculteur de la CCKB (EN2) se plaignent d'une « *mono-saison* » ou d'une « *saison unique* » depuis le mois d'octobre 2023 et jusqu'en mai 2024, avec des températures qui varient peu, des pluies perçues comme constantes et peu de soleil. De la même manière, un maraîcher bio de la CCHC a été marqué par l'hiver 2019-2020 : « *L'enfer. Début septembre-fin mars, de l'eau. Tous les jours. Tous les jours, tous les jours.* » (EN4).

Après la tempête Ciarán, le deuxième épisode climatique cité le plus fréquemment dans les entretiens et lors de l'atelier « *Veilleurs de pluie* » est la sécheresse de l'été 2022, qui a provoqué des feux de forêt dans les Monts d'Arrée. Cet épisode est très souvent associé à la sécheresse de 1976, qui a laissé un souvenir vif chez les plus anciens, et aussi, dans une moindre mesure, à celle de 2003. Etrangement, la sécheresse de 1989-1990 n'a jamais été citée par les personnes rencontrées, alors que c'est la sécheresse qui a touché la Bretagne le plus sévèrement depuis le début des mesures météorologiques

dans la région en 1959 (Louvigny *et al.*, OEB, 2023). Cela s'explique par le fait que c'était une sécheresse plutôt automnale et hivernale, avec des pics de chaleur moins extrême en été, donc moins marquante pour les habitants. Dans le questionnaire, les fortes chaleurs, canicules et sécheresses représentent l'ensemble de phénomènes le plus largement attribué au changement climatique : 32% les associent au CC intuitivement (figure 6), 91% des répondants les associent au CC quand on leur pose directement la question (figure 8). Ce sont aussi des événements que les habitants ont très souvent vécu dans le COB : 61% des répondants au questionnaire déclarent avoir vécu une canicule au moins dans le COB (figure 5). Les événements climatiques que nous venons de citer sont vérifiables grâce aux données Météo France (Pays COB, 2024), mais il est d'autres événements climatiques, mentionnés par des enquêtés très âgés, que nous ne pouvons pas vérifier car ils datent d'avant 1959. Par exemple, un habitant de Motreff âgé de 92 ans nous a raconté une sécheresse vécue en 1952 !

Enfin, le changement climatique est aussi parfois associé par les populations du COB à des catastrophes sociales : tensions sociales et pressions autour des ressources naturelles ont associées spontanément au changement climatique par 15% des répondants (figure 4). Ce sont surtout les tensions autour de la ressource en eau qui sont citées, mais aussi les tensions autour des produits issus de l'agriculture. Les répondants évoquent aussi les situations d'inégalités face aux impacts du changement climatique, qui peuvent provoquer des migrations, des conflits, voire des guerres.

Le suivi de marqueurs biologiques et météorologiques

Les répondants au questionnaire ont souvent associé intuitivement l'expression « changement climatique » à l'idée de « dérèglement », en réponse à la question libre « En 3 mots / expressions, à quoi vous fait penser l'expression "changement climatique" ? ». Cette idée de dérèglement est convoquée par des mots comme « perturbation », « bouleversement », « désordre », « déséquilibre », « instabilité », « imprévisible » ou encore « décalage ». Globalement, ce vocabulaire renvoie à l'idée qu'un ordre des choses est en train de se rompre dans le fonctionnement normal des saisons et des écosystèmes, que l'environnement proche et quotidien ne répond pas, ou moins bien, aux attentes des habitants dictées par l'expérience cyclique des saisons. Ce dérèglement général est associé à des indicateurs biologiques et météorologiques très précis, qui permettent aux populations de suivre d'année en année l'évolution générale du climat à un niveau très local. Quatre types de dérèglement nous ont été rapportés dans les entretiens, chacun associé à des indicateurs différents.

- Dérèglement des saisons
- Dérèglement du cycle de l'eau
- Dérèglement des écosystèmes, de la faune et de la flore
- Dérèglement de l'orientation des vents

1. Dérèglement des saisons.

29% des répondants au questionnaire ont associé intuitivement le changement climatique au dérèglement des saisons (figure 4). D'abord, les températures sont un indicateur évident de ce dérèglement. Elles sont relevées par certains quotidiennement ou presque, dans des carnets ou des calendriers, comme les « veilleurs de pluie », ces personnes qui relèvent la pluie tombée chaque jour grâce à leur pluviomètre. Elles indiquent que les hivers sont plus doux qu'avant (EN2, EN3, EN4). Le nombre de jours de gel et de neige qui diminue d'année en année indique la même chose (EN3, EN4, EN10, EXC, EXD). Mais le manque de soleil ressenti au printemps et en été, particulièrement depuis deux ans, est aussi l'indicateur d'un dérèglement : s'il fait globalement plus chaud, cela ne va pas de pair avec un marquage plus fort des saisons ensoleillées, au contraire (EN3, EN9). Des collégiens de RMC soulignaient : « *Par contre c'est vrai on est presque en juillet et y a toujours pas d'été !* » (EN9).

Ce dérèglement des saisons se fait ressentir dans les vêtements que l'on porte :

« Oui, mais je trouve qu'on connaissait les saisons, quand j'étais enfant à l'école, bah par exemple, on savait qu'au mois de juin on était en short et puis les jeux étaient dehors, maintenant on arrive en mai, euh... » (Aide-soignante, 53 ans, RMC).

Mais aussi dans l'inadéquation des anciens proverbes à propos de la météo avec la réalité météorologique actuelle, par exemple :

"A la Saint-Médard s'il pleut, il pleuvra quarante jours plus tard, à moins que Saint-Barnabé lui coupe l'herbe sous les pieds. – Oui ! Ça marche plus ça. " (Aides-soignants, RMC)

Autres exemples en vrac : le nombre de couches des oignons récoltés, les marées, les lunes, ... Un habitant nonagénaire de Motreff ironisait en racontant qu'un de ses amis avait l'habitude de dire : « *Le chat a passé sa pâte derrière l'oreille, il va pleuvoir !* » (ExC).

2. Dérèglement du cycle de l'eau.

Les dérèglements dans les précipitations ont très souvent été relevés par les enquêtés pour parler du changement climatique. 90% des répondants pensent qu'on peut les associer au changement climatique au questionnaire (figure 6). Les relevés pluviométriques opérés par les « veilleurs de pluie » sont un premier indicateur de ces dérèglements. Par exemple, les relevés opérés par Armand Pichon depuis 1992 montrent une légère tendance à l'augmentation des pluies, surtout en début d'hiver (figure 7). Il est toutefois difficile de tirer des conclusions sur le climat local à partir de ces seuls relevés : les changements climatiques se mesurent à partir de la comparaison entre périodes d'au moins 30 ans,

or les données de « veilleurs de pluie » les plus anciennes dont nous disposons, celles d'Armand Pichon, ont tout juste 31 ans.

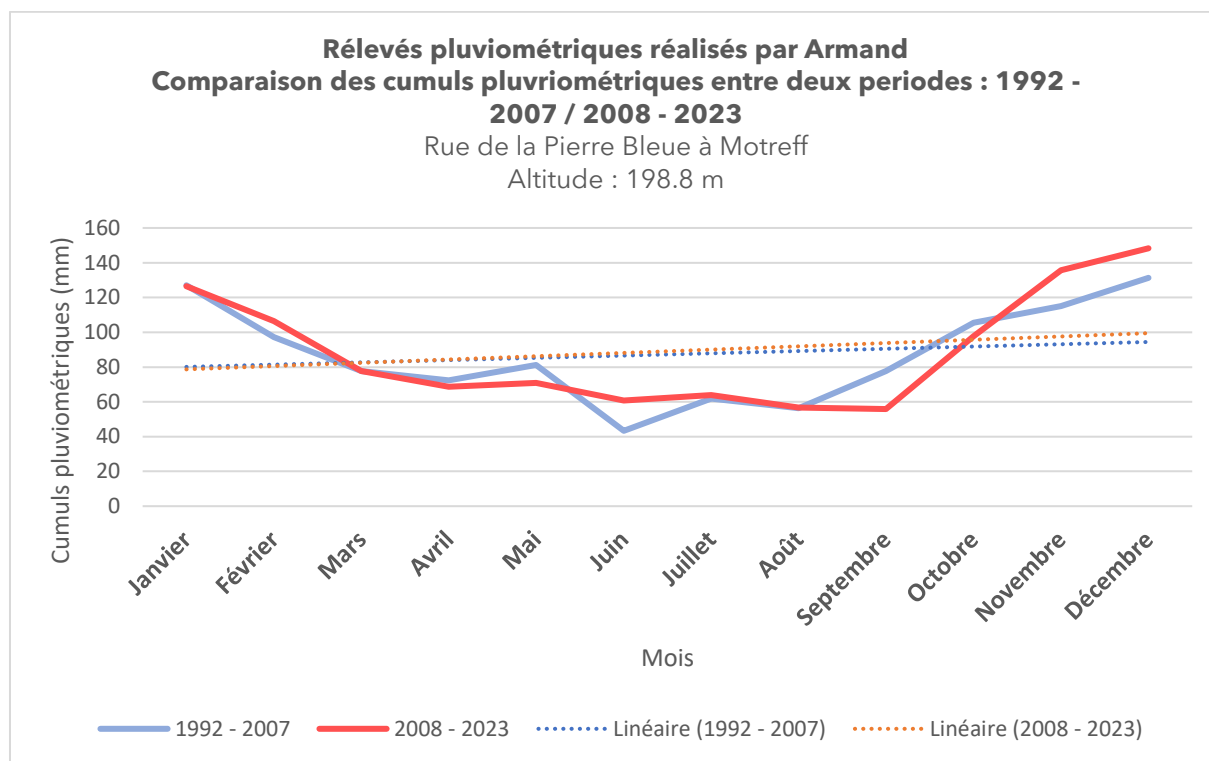


Figure 7. Source : Relevés pluviométriques réalisés par Armand Pichon. Réalisation : Marion Bret.

Malgré tout, le fait que la pratique de relevés pluviométriques soit courante en COB nous indique que l'attention à la pluviométrie est importante dans le territoire : ces relevés servent pour organiser en avance son jardinage ou son activité agricole, et de façon générale, pour anticiper ses activités en fonction de la pluie (ExC). Les relevés pluviométriques sont aussi un sujet de discussion entre voisins : on met en commun les données et on les compare, pour savoir où il pleut le plus et comment cela évolue en fonction des saisons (ExC). Les carnets de relevés pluviométriques, comme ceux d'Armand, peuvent aussi être un témoignage de la vie du village, quand ils sont accompagnés de commentaires sur les événements locaux du jour ou sur la météo.

Pour les personnes qui ne font pas de relevés pluviométriques, les perceptions vis-à-vis de la pluviométrie témoignent surtout d'un sentiment de bousculement de l'ordre habituel des précipitations, mais sans savoir toujours bien le qualifier.

« Mais... mais ça pleut pas comme quand j'étais petit ! Enfin en tous cas j'ai vraiment l'impression de ça quoi, ça pleut différemment, ça pleut plus fort, des fois moins souvent, je sais pas. » (Maraîcher bio, 39 ans, CCHC)

Pour certains cependant, il est clair que les pluies sont beaucoup plus fortes et plus fréquentes, à toutes les saisons, en témoigne ce couvreur dans la CCHC qui a arrêté son activité à la suite d'une chute grave causée par une glissade sur un toit trempé : « *Et c'est vrai que le climat moi j'en peux plus, enfin c'est... c'est la flotte toute l'année.* » (EN5). Mais pour d'autres, les pluies sont beaucoup plus fortes en hiver, et moins fortes en été (ExD).

Les perceptions à propos de la pluviométrie sont d'autant moins claires que les périodes de sécheresse sont bien identifiées généralement (EN2, EN8, EN4, EN6, ExA) : comment expliquer les sécheresses s'il pleut plus ? Comment expliquer que les « *nappes phréatiques ne sont pas remplies, avec toute la pluie qu'on a eue !* » (EN3) ?

3. Dérèglement des écosystèmes, de la faune et de la flore.

La phénologie des plantes est un indicateur mentionné dans les entretiens : on observe que les plantes poussent de plus en plus tôt, et qu'en conséquence pour les agriculteurs, les dates de récolte sont plus précoces (EN2, ExC, ExD). Ce sont d'ailleurs surtout des agriculteurs qui font ce constat. Des habitants observent aussi que certaines plantes n'arrêtent pas de pousser en hiver, alors qu'elles s'arrêtent habituellement :

« Moi je me souviens, j'arrêtais de couper les pelouses euh... allez, quelques fois c'était fin septembre, mi-octobre, au pire des cas fin octobre. Là on a été obligés quasiment... on pouvait pas y aller parce que certains endroits c'était trop humide mais on aurait dû couper de l'herbe en permanence ! Tout l'hiver ! » (Habitant retraité, PC, ExC).

Par ailleurs, la présence ou l'absence de certaines espèces est un indicateur de l'état de santé des écosystèmes, et par extension, des impacts du changement climatique à un niveau local. On constate que certaines plantes qui ne s'accommodaient pas du climat centre-breton s'en accommodent maintenant : on parle des vignes en Bretagne, on blague en imaginant les cigales et la Bretagne avec un climat Méditerranéen (EN3). On perçoit aussi que certaines espèces animales et végétales profitent d'un climat plus doux et plus humide pour proliférer et devenir invasives (ExC). Mais on constate à l'inverse que certains animaux et insectes qu'on avait l'habitude de voir disparaissent dans son environnement proche...

« Dans mes observations de balade, les batraciens j'en vois plus tant que ça, où sont les tritons, les salamandres, la grenouille rousse, la grenouille agile, le crapaud oui on le voit, ça va, enfin ça va... mais les autres ça devient "ah je suis content j'ai vu une salamandre aujourd'hui !" » (Militant écologiste, CCKB, ExA)

« Moi j'ai fait une remarque, c'était sur ma voiture, les moustiques. Quand on roule la nuit. Eh, avant, on était remplis bon, j'ai l'impression que ça revient un peu, mais un moment donné on n'avait plus de moustiques hein, sur nos voitures, la nuit ! Alors que moi quand j'étais jeune, et ben, on sortait en boîte de nuit ou autre le soir, on était remplis de moustiques. Pare-brise et tout. Maintenant on en a moins ! Ça aussi, est-ce que c'est pas dû... au dérèglement ? » (Aide-soignante, 53 ans, RMC, EN3).

Enfin, le comportement des animaux domestiques ou d'élevage peut être un indicateur de dérèglements climatiques, par exemple, les poules des aides-soignants de RMC :

« Moi j'ai remarqué, notamment cette année voire peut-être même l'année dernière, et bien [les poules] se mettent à couvrir de plus en plus tôt. C'est-à-dire début février elles commençaient déjà à couvrir, et ce qui a fait que quand y a eu, parce qu'on a eu quand même un hiver relativement... doux [...], pas de froid du tout, et bien, j'ai observé qu'elles couvaient donc début février ce qui fait que leur première couvée y a eu de la casse quoi. A peu près je sais pas moi, 40 50% des poussins sont... sont morts. » (EN3)

Ces observations ne sont toutefois pas faites par tout le monde : 15% seulement des répondants associent intuitivement les dérèglements dans la biodiversité au changement climatique (figure 4), alors que 13% doutent ou n'associent pas du tout les perturbations des milieux écologiques au changement climatique même quand on leur pose directement la question (figure 6). Les personnes qui n'associent pas dérèglements des écosystèmes et changement climatique sont la plupart du temps des personnes retraitées ou proches de la retraite, et des adolescents et adultes (15-39 ans) avec un faible niveau de vie.

4. Dérèglement de l'orientation des vents.

L'orientation des vents en fonction des saisons est un indicateur météorologique qui frappe surtout les sens des agriculteurs (EN2, EN4). Un agriculteur de la CCKB, et deux maraîchers de la CCHC nous ont confié leur impression de subir ces dernières années des vents d'est froids et asséchants, alors qu'ils ne les subissaient pas ou beaucoup moins avant.

Globalement, les perceptions des personnes rencontrées lors des entretiens, et celles de la plupart des répondants au questionnaire correspondent aux constats scientifiques des impacts du changement climatique sur le COB : plus de pluie à toutes les saisons, augmentation des températures qui provoquent l'assèchement des sols et perturbent les écosystèmes. Les agriculteurs, qui travaillent directement avec les ressources naturelles, semblent détecter le changement climatique dans leur

environnement avec plus d'acuité. Mais c'est aussi le cas de personnes qui travaillent en extérieur (comme les ouvriers du bâtiment) ou qui jardinent.

La confusion qui subsiste entre météo et changement climatique

On se demande encore dans le COB si tel phénomène est un phénomène météo normal, ou s'il est lié au changement climatique. On l'a vu plus haut, les fortes pluies et les tempêtes peuvent créer ce genre de confusions : puisqu'il y a toujours eu des tempêtes et de la pluie en Bretagne, et qu'on associe plus volontairement le changement climatique aux sécheresses qu'à la pluie, il n'y a peut-être pas raison de trop s'inquiéter. On s'inquiète alors de trop s'inquiéter, et en même temps parfois, on s'inquiète aussi de ne pas assez s'inquiéter (EN3, EN4, EN7, EN8, EN9, ExD).

« Je suis pas du tout climato-sceptique bien au contraire, mais euh... parfois je me demande si je mets pas tout sur le dos, enfin voilà dès qu'il va y avoir un truc dans la météo qui va... comment dire ?

- Bah qui correspond pas à la normale.

- Ouais c'est ça, mais enfin quelle normale, à quel moment, je sais pas hein. Enfin les gens ont eu chaud en 76, depuis que je suis gosse j'entends "76 ils ont tous crevé de chaud la gueule ouverte tout l'été", sans être du tout climato-sceptique on est bien d'accord. » (Maraîcher bio, 39 ans, CCHC, EN_4).

Les enfants ont tendance à confondre météo et changement climatique encore plus directement : puisque la représentation basique du changement climatique, ce sont les températures qui se réchauffent, il est étonnant de ne pas constater ça chez soi. Un jeune adolescent déclarait avec étonnement : *« Mais moi je trouve qu'il fait de plus en plus froid. »* (EN9). De plus, puisqu'ils n'ont de point de comparaison que la dernière dizaine d'années, les très jeunes peuvent encore plus douter de l'aspect exceptionnel des fortes pluies dans le COB, sachant que la pluie *« C'est normal en Bretagne ! »* (Collégiens, RMC, EN9).

Ces confusions proviennent de manque de connaissances. Dans le questionnaire, à la question 10 : *« Associez-vous ces phénomènes au changement climatique ? »*, c'est à chaque fois entre 9% et 51% des répondants qui n'associent pas les phénomènes proposés au changement climatique ou qui doutent (figure 6). Dans le cas du phénomène *« Augmentation des arrivées de nouveaux habitants dans le COB »*, que 51% des répondants n'ont pas associé au changement climatique, le doute des répondants est compréhensible : ce phénomène n'est pas mesuré aujourd'hui dans le territoire. Si les migrations se font de plus en plus nombreuses, on ne sait pas si elles sont le fait du changement climatique ou d'autre chose, malgré les hypothèses et les projections faites par des journalistes et des

scientifiques (Arzel, Berry, 2020). Dans le cas du phénomène « Tempêtes / inondations », la formulation prêtait à confusion : alors que l'augmentation de la fréquence des inondations est clairement associée au changement climatique pour les scientifiques, les tempêtes ne le sont pas. Pour tous les autres phénomènes proposés, les réponses scientifiques sont claires : le changement climatique a un rôle dans leur origine, dans leur fréquence et/ou dans leur intensité (Pays COB, 2024). Il est donc étonnant de constater que 32% des répondants n'associent pas ou doutent de l'association entre rareté croissante du gel et changement climatique. Plus surprenant encore, 13% des répondants n'associent pas ou doutent de l'association entre augmentation des températures moyennes et changement climatique !

Dans notre échantillon, les retraités ou proches de la retraite (60 ans et plus) sont surreprésentés parmi les personnes qui manquent de connaissance quant au changement climatique. Cela peut s'expliquer par le fait que le discours scientifique et politique autour du changement climatique est relativement récent, et qu'ainsi les générations plus jeunes tendent à se l'approprier davantage. Cela s'explique aussi par les sources d'informations préférées par les retraités dans le questionnaire : la télévision, la presse quotidienne régionale, la radio, autrement dit des médias « de masse » qui produisent de l'information moins scientifiquement rigoureuse sur le changement climatique (Weiss *et al.*, 2014). Les retraités déclarent aussi moins souvent s'informer du changement climatique auprès de leur entourage (26% d'entre eux, contre 36% de l'ensemble des répondants). Mis à part l'âge, les autres facteurs socio-démographiques ne semblent pas jouer un rôle particulier dans la répartition des personnes moins connaisseuses.

Pour autant, toutes ces personnes qui connaissent mal les effets réels du changement climatique ne nient pas forcément l'existence même de ce changement. La plupart des répondants qui ont douté ou qui n'ont pas associé les phénomènes proposés au changement climatique indiquent par ailleurs être sensibles au changement climatique, en subir des impacts et s'en inquiéter. Seules quelques personnes nient, complètement ou partiellement, le changement climatique : les fameux « climato-sceptiques ».

Le climato-scepticisme dans le COB

Dans son enquête annuelle « Les représentations sociales du changement climatique des Français », l'ADEME définit les climato-sceptiques par une série d'opinions :

Sceptiques :

- Le réchauffement est une hypothèse sur laquelle les scientifiques ne sont pas tous d'accord
- Les désordres du climat (tels que les tempêtes ou les inondations en France) sont des phénomènes naturels comme il y en a toujours eu (OU aujourd'hui, personne ne peut dire avec certitude les vraies raisons du désordre du climat)
- Il y a actuellement un changement climatique et il est dû à un phénomène naturel comme la terre en a toujours connu dans son histoire OU Il n'y a pas actuellement de changement climatique
- Les scientifiques qui étudient les évolutions du climat exagèrent les risques de réchauffement climatique

(ADEME, 2023)

D'après les résultats de l'enquête 2023 (ADEME, 2023), on compterait en France environ 12% de climato-sceptiques parmi la population générale. Ils se caractérisent par certains traits socio-démographiques : ils sont un petit plus souvent des hommes que des femmes, surreprésentés parmi les personnes de plus de 65 ans, se positionnent plutôt à droite voire à l'extrême droite de l'échiquier politique, et ont plus souvent jamais vécu d'impacts du changement climatique. Le niveau de diplôme joue un peu dans la répartition des sceptiques : ils sont légèrement plus nombreux parmi les personnes ayant un diplôme niveau CAP-BEP. La profession ne joue pas beaucoup dans la répartition des sceptiques : toutes les CSP sont touchées par le climato-scepticisme, même si les « convaincus » sont moins souvent des artisans, commerçants et chefs d'entreprise (qui sont le plus souvent « hésitants »), et plus souvent des cadres et professions intermédiaires.

Dans notre échantillon, on compte 3% de climato-sceptiques, soit 10 personnes. On les a identifiés au moyen des réponses à la question 6 : « En 3 mots / expressions, à quoi vous fait penser l'expression "changement climatique" ? ». Les réponses des sceptiques étaient par exemple : « *Propagande, escrologie, mensonge* », « *La peur que l'on entretient encore et toujours qui permet de contrôler la population. La Terre a connu et connaît toujours des changements climatiques et les gouvernements successifs ne font rien dans le bon sens car trop liés aux grosses industries.* », ou encore « *inélucltable/cool/1% pollution due à France !!!!!!!!!!!* ». Le climato-scepticisme s'exprime donc sous différentes manières : ici, la première réponse renvoie à l'idée que le changement climatique n'existe simplement pas, la seconde à l'idée que le changement climatique est normal car cyclique, la troisième à l'idée que les populations humaines, ou ici, une partie des populations humaines (la France), n'est pas responsable du changement climatique. Il est étonnant de constater que les réponses de ces sceptiques ne sont pas constantes tout au long du questionnaire, et même parfois confuses : si tous se déclarent non inquiets par rapport au changement climatique, certains déclarent au contraire y penser beaucoup, en être impactés, ou encore avoir vécu des événements climatiques exceptionnels et en avoir subi les conséquences.

FOCUS : Comment caractériser les climato-sceptiques dans le COB ?

D'abord, on doit préciser que notre échantillon de sceptiques est très petit, et que certains d'entre eux n'ont pas répondu intégralement au questionnaire. Les conclusions que nous pouvons tirer de cet échantillon sont donc forcément imprécises et incomplètes, même si elles peuvent nous donner une idée du profil sociologique du climato-scepticisme dans le COB.

Dans notre échantillon, c'est dans Monts d'Arrée Communauté, territoire le moins peuplé et le moins urbanisé du COB, que nous avons rencontré la plus forte part de sceptiques (8% des répondants). Pendant le « porteur de parole » à Huelgoat (bourg principal de MAC), nous avons rencontré 4 climato-sceptiques, dont un couple de retraités en vacances, ne résidant pas dans le COB. Ils déclaraient par exemple : « *Aujourd'hui il fait pas beau... Y a pas vraiment de réchauffement, on est pas inquiets.* ». Parmi les répondants au questionnaire, il n'y a aucun sceptique dans PC, et entre 2 et 4% parmi les répondants de la CCKB, de la CCHC et de RMC.

Comme pour l'ensemble des Français dans l'enquête de l'ADEME, les sceptiques de notre enquête sont âgés : aucune personne n'a moins de 35 ans, plus de la moitié a plus de 60 ans, et la moitié a plus de 65 ans. Les sceptiques rencontrés sur le marché de Huelgoat étaient aussi tous des retraités. Les sceptiques de notre enquête sont en majorité des hommes. Comme dans les résultats de l'ADEME, le facteur « catégorie socio-professionnelle » n'est pas très marqué : presque toutes les professions sont concernées, et dans les mêmes proportions. Il est intéressant de noter cependant que les agriculteurs, les professions intermédiaires et les étudiants / élèves n'apparaissent pas dans notre échantillon de climato-sceptiques, sans qu'on puisse en tirer la conclusion que ces CSP ne sont jamais concernées par le climato-scepticisme dans la population générale du COB. Nous n'avons pas demandé aux répondants leur niveau de diplôme, mais les sceptiques de notre échantillon ont plutôt des niveaux de vie moyens voire faibles. Ce sont aussi souvent des personnes qui sont bien ancrées dans le territoire, pour y être nées ou pour y vivre depuis longtemps. Le climato-scepticisme n'épargne pas les élus : un élu de MAC est concerné dans notre échantillon.

Les climato-sceptiques affichent un certain manque de connaissances vis-à-vis du changement climatique, puisqu'ils n'associent souvent pas les phénomènes proposés à la question 10 (figure*) au changement climatique. Étonnamment, cela est moins vrai pour les tempêtes et les inondations, qu'ils sont plus de la moitié à associer au changement climatique. Ceci peut s'expliquer par le fait que c'est aussi l'évènement qu'ils déclarent presque tous avoir vécu dans le COB. Les personnes présentant un profil « climato-sceptiques » utilisent, en proportion, globalement un peu moins de sources d'informations sur le changement climatique que l'ensemble des répondants au questionnaire. Toutefois, les sources qu'ils sont le plus nombreux à déclarer sont les documentaires et les films, et les

articles scientifiques (pour chacune de ces sources, c'est 5 individus sur 10 qui déclarent les consulter). Par contre, aucun ne déclare s'informer du changement climatique auprès de son entourage. 1 personne seulement parmi les 10 déclare ne consulter aucune source d'information sur le sujet. Il semble donc que la notion de changement climatique ne soit pas totalement étrangère aux climato-sceptiques, mais qu'elle ne fait pas partie de leur quotidien, et que les sources d'informations à leur disposition ne leur suffisent pas pour croire en la réalité de ce phénomène.

Les climato-sceptiques déclarent un peu moins, en proportion, que l'ensemble des répondants avoir vécu des canicules et des sécheresses, et aucun d'eux ne déclare avoir vécu d'inondations. Globalement, les sceptiques évaluent de façon plutôt faible la probabilité que des événements météorologiques ou sociaux en lien avec le changement climatique se produisent dans le COB dans les 10 prochaines années. Cela montre qu'ils affichent une distance psychologique avec le changement climatique : le sentiment d'être éloigné du risque tend à leur faire penser que celui-ci n'existe pas.

Néanmoins, ils sont 7 sur 10 à déclarer probable ou très probable l'arrivée de migrants climatiques dans le COB. L'anticipation et la crainte d'une vague de migration sur son territoire est un thème cher aux politiciens d'extrême droite en France : la propension des sceptiques dans le COB à craindre l'arrivée de migrants climatiques peut confirmer dans le territoire les résultats de l'ADEME selon lesquels les sceptiques sont plus souvent à la droite ou à l'extrême-droite de l'échiquier politique.

Enfin, tous les sceptiques déclarent avoir déjà adopté plusieurs comportements vertueux écologiquement, et ce en particulier pour les comportements qui consistent à économiser (l'énergie, l'eau, les objets neufs) : l'ADEME observe les mêmes résultats pour l'ensemble des Français, l'expliquant par le fait que ces pratiques correspondent souvent pour les personnes âgées à des habitudes anciennes, dont la motivation peut être autant économiques qu'écologiques (ADEME, 2023). Au contraire, ils déclarent en grande majorité ne pas vouloir ou ne pas pouvoir « [s]'engager dans une association / un collectif citoyen et/ou participer à des débats publics ». Dans le cadre d'une stratégie territoriale d'adaptation au changement climatique, ce dernier point pose un problème : comment atteindre ou faire entendre les climato-sceptiques s'ils ne sont pas prompts à s'engager dans des rencontres publiques ?

3. Les conséquences du changement climatique sur les corps et les âmes

Globalement, les personnes que nous avons interrogées dans le cadre de l'enquête sont sensibles au changement climatique, au sens où elles y pensent beaucoup et où le changement climatique impacte au moins certains aspects de leur quotidien. La tendance globale de l'échantillon du questionnaire et la tendance des personnes rencontrées en entretien se ressemblent : toutes les personnes rencontrées en entretien nous ont fait peur d'au moins un impact du changement climatique dans leur vie, et 86%

des répondants à l'enquête estiment que le changement climatique impacte au moins certains aspects de leur quotidien tandis que 97% s'estiment sensibles à cette question. Les personnes qui se déclarent peu sensibles ont un profil similaire aux climato-sceptiques : une grande majorité d'hommes, et une majorité de personnes retraitées ou proches de la retraite, donc plutôt âgées. Parmi les 9 personnes « peu sensibles » dans le questionnaire, 4 ont un profil « climato-sceptique ».

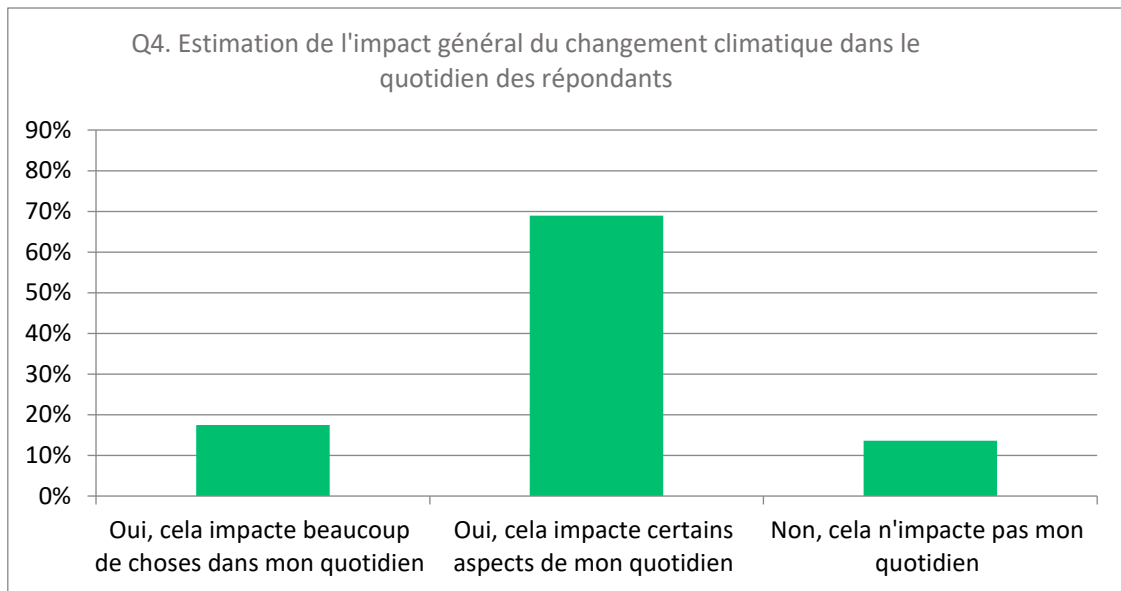


Figure 8. Source : Questionnaire.

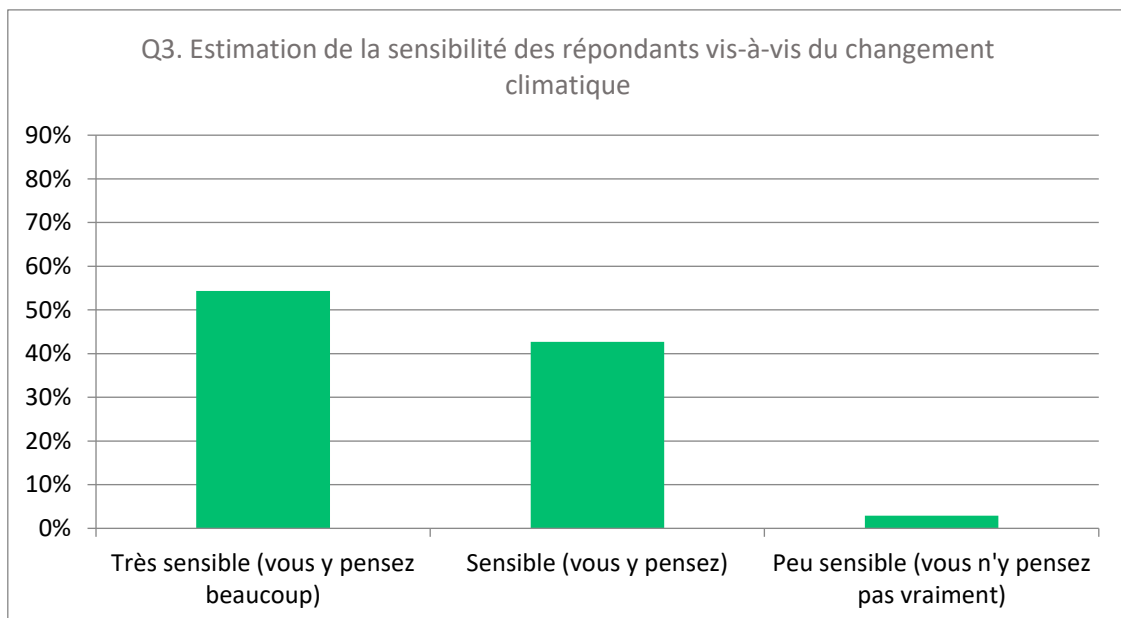


Figure 9. Source : Questionnaire.

Mais alors, comment le changement climatique impacte-t-il la vie des habitants du COB ?

D'abord et pour rappel (figure 5), les habitants du COB sont très nombreux à avoir vécu un ou plusieurs événements climatiques dans les 10 dernières années. 86% des répondants déclarent avoir vécu une

tempête : le souvenir de la tempête Ciarán est très récent. Les canicules et les sécheresses sont aussi des événements dont on a gardé la mémoire, en particulier celle de 2022 : 61% des répondants estiment avoir vécu au moins une canicule dans le COB. C'est 50% qui ont vécu au moins un feu de forêts : sont surtout cités les incendies qui ont touché les Monts d'Arrée pendant la canicule de 2022. Par ailleurs, deux répondants ont ajouté à la liste d'évènements proposés dans le questionnaire la pandémie de Covid-19, l'associant de ce fait au changement climatique.

Ensuite, les conséquences et impacts de ces événements climatiques sont multiples pour les populations du COB. Nous en avons tiré 3 types :

- Impacts sur les activités économiques et professionnelles (en violet dans le graphique)
- Impacts sur l'habitat (en vert dans le graphique)
- Impacts sur la santé (en orange dans le graphique)

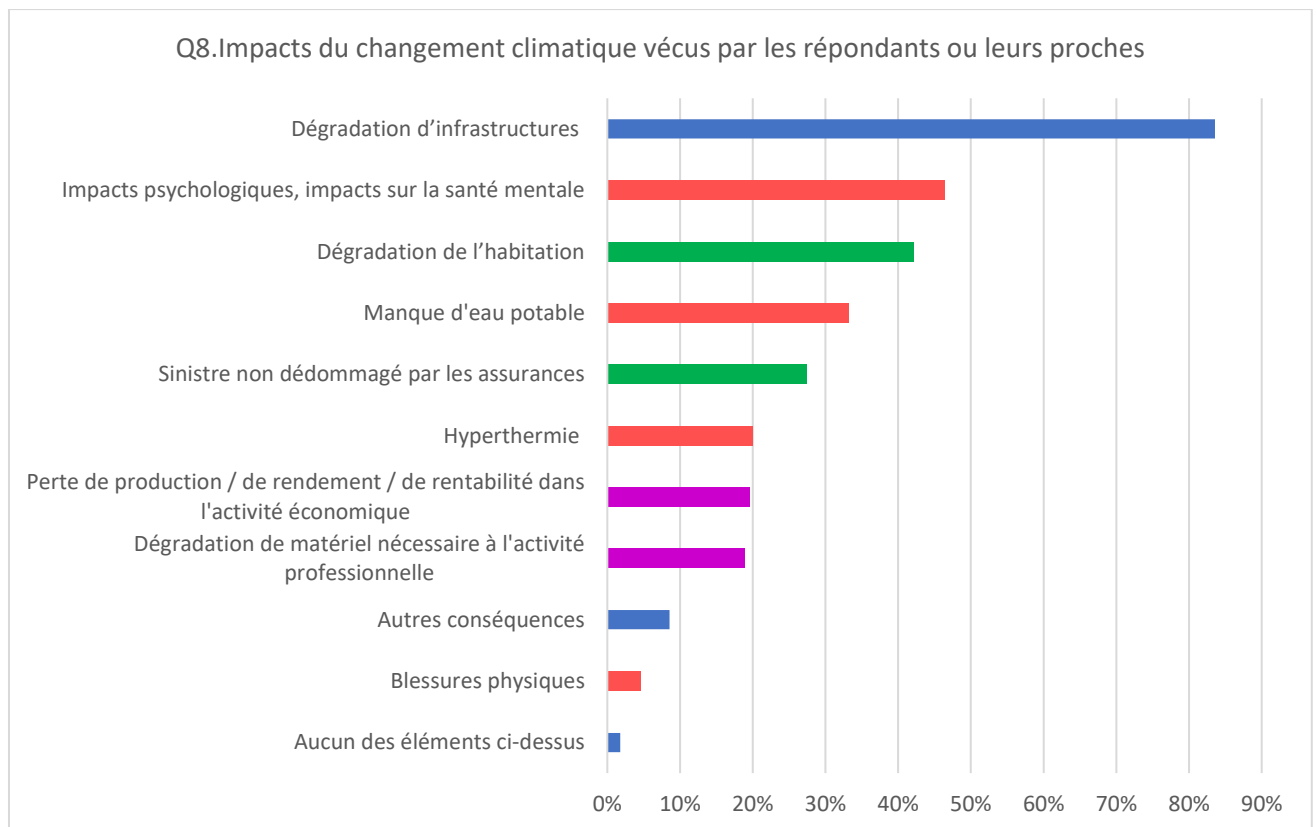


Figure 10. Source : Questionnaire.

La recension d'impacts suivante n'est pas exhaustive, mais elle est issue de ce que nous ont rapporté les personnes interrogées en entretien. L'intérêt ici est bien de mettre en lumière des impacts du changement climatique perçus par les habitants dans leur vie quotidienne, et non pas les impacts réels, même si les premiers recourent souvent les seconds.

Impacts sur les activités économiques et professionnelles

Le secteur agricole

L'agriculture est très dépendante de la météo, ce qui fait dire à un maraîcher de la CCHC : « *Nous la météo, c'est notre boussole.* » (EN4). Les agriculteurs et les agricultrices développent des techniques pour anticiper la météo et optimiser leurs rendements agricoles en fonction d'elle. Or les changements climatiques installent des incertitudes et de l'imprévisibilité, sources d'angoisse mais aussi sources de pertes économiques. Les périodes de forte pluie rendent difficile l'accès aux prairies pour les vaches, au risque de les « *casser* » (EN2), c'est-à-dire de les retourner à cause du piétinement des vaches, car elles sont trop humides. Des éleveurs bovins peuvent se retrouver obligés d'enrubanner l'herbe alors que cette pratique va à l'encontre de leurs valeurs et de leurs habitudes, le plastique étant source de pollution et de coûts supplémentaires (EN2). Quand il pleut beaucoup et très fort, le travail dans la terre devient aussi très difficile pour les maraîchers :

« L'enfer. Début septembre-fin mars, de l'eau. Tous les jours. Tous les jours, tous les jours. Et là bon. C'était dur. C'était vraiment très dur. On pataugeait dans la boue tout le temps, c'était pff... » (EN4).

Par ailleurs, les inondations et coulées de boue lessivent les sols et diminuent de fait leurs capacités de rendement (EN8). Les tempêtes peuvent détruire des outils agricoles, notamment les serres des maraîchers, comme ce fut le cas pour les voisins des maraîchers rencontrés dans la CCHC (EN4). Les inhabituels vents d'est au printemps assèchent les sols et refroidissent l'air, ce qui ralentit la croissance des plantes (EN2, EN4).

Enfin, les grosses chaleurs en été impactent les cultures végétales, jusqu'à parfois les brûler, comme ce fut le cas pour les maraîchers bio rencontrés dans le CCHC, qui ont perdu à l'été 2022 une partie de leurs tomates sous serre (EN4). Elles peuvent aussi simplement empêcher la croissance des plantes, comme l'été où, toujours en 2022, un agriculteur bovin en système herbager, ayant quant à lui l'habitude de faire de l'enrubannage pour stocker du foin, a dû écouler la majeure partie de son stock pour compenser les mauvaises récoltes ; il déclarait alors : « *Il faudrait pas qu'il y ait deux années de suite comme ça.* » (ExD), car son stock ne serait pas suffisant. Dans les périodes de sécheresse, la raréfaction de la ressource en eau pousse les pouvoirs publics locaux à prioriser des usages et des activités aux dépens d'autres : c'est une source potentielle d'angoisse pour les agriculteurs dont les activités sont souvent limitées dans ces cas-là (EN7).

Mais certains agriculteurs voient aussi des bénéfices dans le changement climatique : dans le COB, les plantes qui poussent plus précocement représentent aussi potentiellement une augmentation des

rendements (ExD). Toutefois, c'est un bénéfice qui a un revers, puisque ces plantes précoces peuvent être ensuite détruites par des gelées tardives. Un habitant de PC racontait :

« Les pommiers par exemple, c'est très difficile d'avoir des pommes maintenant... [...] Si y a un jour de gelée ça le fait, si y a deux trois jours de gelées ça le fait plus hein ! La floraison elle est par terre, et puis le fruit y en a plus. » (ExC)

Au total, 13 des 15 agriculteurs ayant répondu au questionnaire ont indiqué avoir déjà vécu une perte de rendement dans leur activité à cause d'événements climatiques, soit 87% d'entre eux, et 10 ont répondu avoir déjà vécu des dégradations de matériel nécessaires à leur activité (67% d'entre eux).

Le secteur du bâtiment

Le changement climatique impacte aussi les artisans et artisanes du bâtiment. A la suite de catastrophes climatiques, ils et elles se retrouvent sursollicités : les dégradations d'habitations sont trop nombreuses par rapport au nombre d'artisans disponibles, ce qui tend à surcharger les emplois du temps de ces derniers (EN5). Conséquence de la sursollicitation et de conditions climatiques qui s'extrémisent, les artisans du bâtiment sont directement mis en danger, travaillant dans « *des conditions dantesques* » (EN5) qui les mènent parfois à se blesser gravement. Le couvreur que l'on a rencontré dans la CCHC nous a raconté sa chute d'un toit pendant un épisode de bourrasques juste après la tempête Ciarán, qui l'a conduit à un arrêt long de travail et à la fermeture de son entreprise. Il se dirige maintenant vers des emplois « *à l'abri* », en intérieur (EN5). Finalement, le risque pour les métiers du bâtiment est de subir une perte d'attrait. « *Être tous les jours sous la flotte et le vent* » (EN5) n'attire pas les jeunes, qui sont de moins en moins nombreux dans les centres de formations d'apprentis (CFA) locaux selon le couvreur (nous n'avons pas pu vérifier cette affirmation). Par ailleurs, les ouvriers ayant répondu au questionnaire sont 80% à avoir déjà vécu de l'hyperthermie. Les artisans, commerçants et chefs d'entreprise sont 53% à avoir vécu des pertes de rentabilité dans leur activité à cause d'événements climatiques.

Enfin, ces secteurs (métiers du bâtiment et agriculture) sont ceux qui sont le plus touchés par le changement climatique en France (France Stratégie, 2023). Mais le reste de la population n'est pas exempt d'impacts économiques : les sinistres non-dédommagés par des assurances en particulier touchent tous types de profils, et constituent un impact économique indirect du changement climatique vécu par près d'un tiers des répondants au questionnaire (figure 10).

Impacts sur l'habitat

Une chargée de mission dans une association environnementale bretonne déclarait en entretien :

« [...] on est sur ce que Bruno Latour appelle "la zone critique", donc c'est une toute petite surface de terre, et c'est ça notre lieu de vie, c'est pas une étoile, c'est pas Mars, c'est ça, et une fois qu'on aura pourri ça et ben on aura plus de lieu de vie » (EN1)

Le premier lieu de vie des habitants du COB est leur environnement naturel : la biodiversité rend des services écosystémiques essentiels aux populations humaines. Sans elle, la vie humaine est considérablement altérée voire anéantie (Silvain, 2020). Le changement climatique a des impacts sur l'habitat des populations du COB, dans tous les sens du terme. Les impacts sur la biodiversité représentent un des impacts qui inquiètent le plus les enquêtés (figure 10) : disparition d'espèces, apparition de nouvelles, prolifération d'espèces invasives et de maladies, dessèchement de la faune et de la flore,...

En ce qui concerne les infrastructures nécessaires à la vie quotidienne, les tempêtes impactent durement les routes, réseaux téléphoniques, électriques, d'adduction et de stockage d'eau, ... C'est le premier impact vécu par les répondants au questionnaire, et ce de façon marquée (84% des répondants). Cela correspond logiquement au fait que les événements climatiques le plus largement vécu par les habitants du COB sont les tempêtes (figure 5). Ces tempêtes ont aussi des impacts directement sur les habitations, dans un territoire où les toitures en ardoise anciennes sont très répandues et très susceptibles de s'envoler (EN5). Les événements climatiques exceptionnels en général peuvent aussi rendre difficile l'accès à certaines ressources, diminuant de ce fait le confort de vie des habitants, même sur de courtes périodes. Ainsi, deux personnes témoignaient, dans un champ libre du questionnaire, du fait qu'elles se sont retrouvées en hypothermie en novembre 2023 pendant la tempête Ciarán, faute d'électricité et donc de chauffage. Une autre racontait qu'il lui était impossible de sortir de chez elle à cause d'arbres tombés, et une autre encore qu'elle ne pouvait plus se rendre à la station essence.

En outre, les sécheresses impactent non seulement les activités agricoles, mais aussi les activités potagères, très pratiquées dans un territoire rural comme le COB : trois personnes l'ont souligné spontanément dans un champ libre du questionnaire.

Enfin, la peur des migrations climatiques peut pousser à investir rapidement dans un bien immobilier (ExB), contribuant ainsi à la hausse des prix de l'immobilier dans le territoire.

Impacts sur la santé

Santé physique

Les effets du changement climatique touchent les corps différemment, en fonction de la vulnérabilité des personnes : les personnes âgées, handicapées, les personnes qui travaillent en extérieur sont plus vulnérables aux fortes chaleurs. Mais des facteurs liés à l'équipement des particuliers, des bâtiments

ou des communes peuvent aussi accentuer ou diminuer cette vulnérabilité. Par exemple, dans les bâtiments des EHPAD où l'équipement en climatiseurs est mauvais, les personnes âgées sont plus touchées par les canicules, comme le racontait un aide-soignant de RMC :

« Nous c'est pas bien climatisé hein c'est un petit climatiseur qui n'est pas adapté à la taille de notre salle à manger, et puis on a un charriot alimentaire qui crée une surchauffe quand y a une chaleur bon voilà c'est les aléas de la maison. » (EN3)

Pour les particuliers, une maison bien isolée, une piscine personnelle, la possibilité d'être à l'ombre dans son jardin, la possibilité d'équiper sa garde-robe pour s'adapter à toutes températures, sont autant de facteurs qui accentuent ou non les impacts du changement climatique sur le quotidien. Par exemple, parmi le binôme de collégiens que nous avons rencontré, l'une bénéficiait d'une piscine creusée chez elle, et elle se réjouissait des fortes chaleurs estivales de 2022, tandis que l'autre, qui n'avait chez lui qu'une petite piscine gonflable inconfortable, trouvait quand même qu'il avait fait trop chaud (EN9).

Enfin, l'équipement des communes et communautés de communes joue un rôle important dans les impacts du changement climatique sur la santé des populations. Au total, c'est un tiers des répondants au questionnaire qui a déjà manqué d'eau potable dans le COB, mais ils se situent en particulier dans les Monts d'Arrée (43% des répondants habitant dans MAC ont déjà manqué d'eau potable, contre 23% à 29% dans les autres EPCI), marqueur d'une vulnérabilité plus aigüe dans ce territoire moins bien connecté concernant l'adduction en eau potable.

D'autres effets du changement climatique touchent la santé de tout le monde de la même manière. Il en est par exemple de la concentration des polluants issus de l'agriculture dans l'eau raréfiée en période de sécheresse (EN7), ou bien de leur dispersion en période de pluies intenses et de lessivages des sols (EN8). Une technicienne dans un syndicat d'adduction d'eau potable du COB qualifiait ces effets de « *problèmes de santé publique* » (EN7), même s'ils ne sont pas considérés comme tel aujourd'hui.

Santé mentale

Là où les impacts perçus du changement climatique semblent être le plus fort, c'est sur la santé mentale des populations du COB.

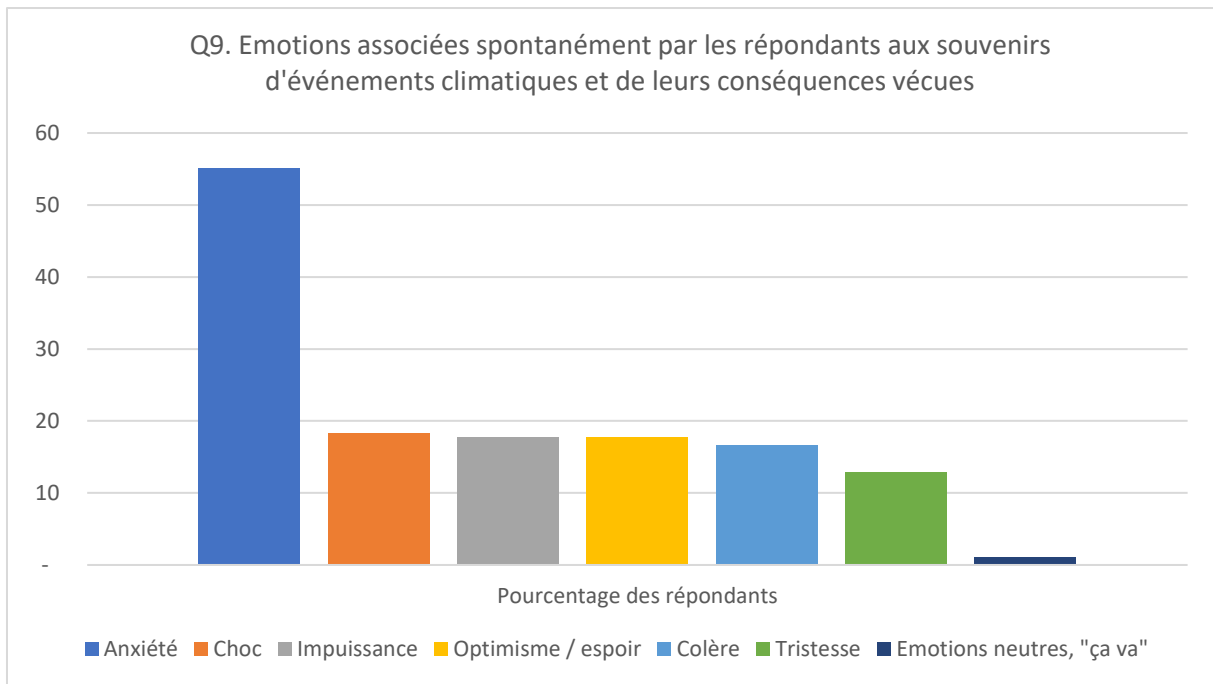


Figure 11. Source : Questionnaire. Ces données ont été construites à partir de réponses libres.

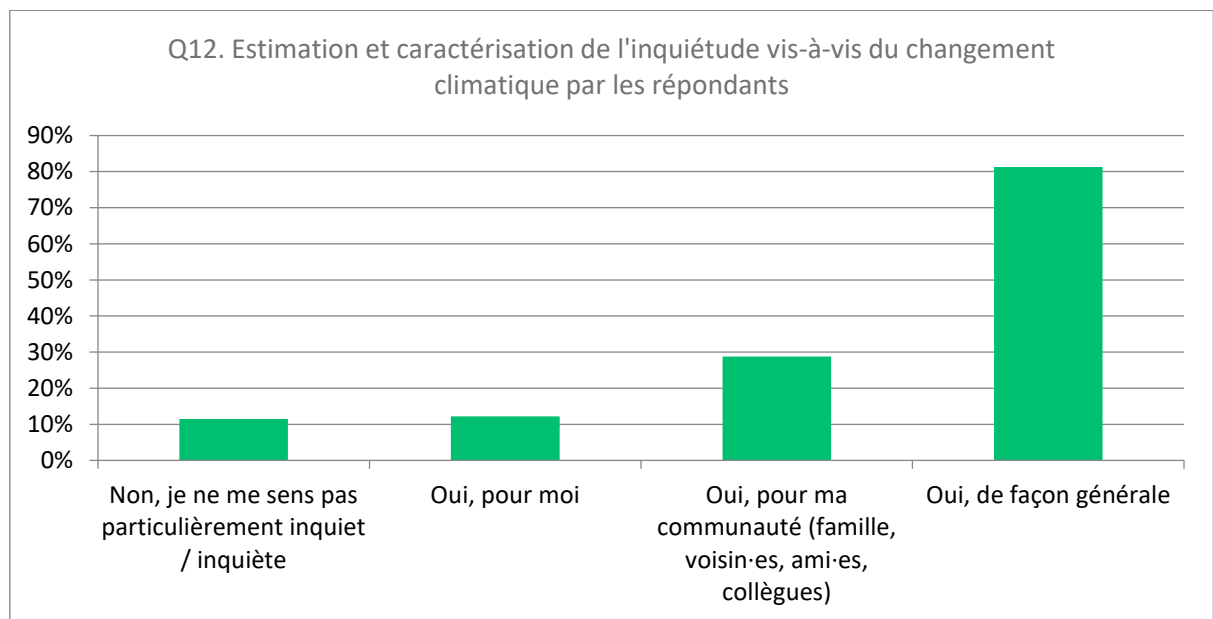


Figure 12. Source : Questionnaire.

55% des répondants au questionnaire associent spontanément des sentiments d'anxiété au souvenir des événements climatiques et de leurs conséquences vécues dans le COB (figure 11), avec des termes allant de l' « inquiétude », à l'« angoisse », en passant par le « stress », la « peur », et à un « sentiment anxiogène ». 81% des répondants se déclarent inquiets vis-à-vis du changement climatique quand on leur pose la question directement (figure 12). L'éco-anxiété est définie par l'American Psychological Association comme la peur chronique d'une catastrophe environnementale, et touche une population majoritairement jeune, urbaine, féminisée et éduquée, mais sans trouble d'anxiété particulier (Inserm, 2022). Les études en santé environnementale montrent à ce jour que le changement climatique peut

à lui seul être à l'origine de troubles anxieux et dépressifs, en particulier chez les jeunes adultes (18-35 ans) (Inserm, 2022). Dans notre échantillon, l'âge n'est pas un facteur particulièrement déterminant de l'anxiété associée spontanément au changement climatique : toutes les tranches d'âges sont touchées. Mais les personnes dont le niveau de vie est faible se déclarent spontanément un peu moins touchées par cette anxiété que les personnes dont le niveau de vie est moyen ou bon (40% des premières, contre 53% des secondes). Cette légère différence pourrait s'expliquer par le fait que les personnes ayant un bon ou moyen niveau de vie déclarent consulter un peu plus de sources d'informations quotidiennes (télévision, radio, presse quotidienne régionale) sur le changement climatique que les personnes dont le niveau de vie est faible. Dans notre échantillon, cette émotion touche aussi davantage les femmes (près d'1/3 des répondantes), et plus encore les personnes non-binaires (50% d'entre elles), que les hommes (15% d'entre eux).

FOCUS : Comment caractériser l'éco-anxiété dans le COB ?

D'abord, les populations du COB semblent s'inquiéter de manière altruiste : pour 81% des répondants, l'inquiétude est générale, pas seulement pour soi ou sa communauté (figure 12). On s'inquiète notamment pour les générations futures (EN4, EN5, ExA, EXC), comme le raconte ce maraîcher de la CCHC :

« Moi je suis terrorisé, quelque part, je suis vraiment angoissé ouais. J'ai une fille qui a 10 ans, qui pose des questions, je sais pas trop quoi lui dire » (EN4)

Ou ce militant écologiste, dans la CCKB :

« On aura des questions, vous aurez des questions "mais qu'est-ce que vous avez fait ? pourquoi vous n'avez pas pris les choses en main ?" Pour moi il y a vraiment un très gros sujet là. » (ExA).

Les personnes qui ne se sentent pas inquiètes (figure 12) concernent la majeure partie des répondants identifiés comme climato-sceptiques. Pour les autres, ce sont souvent des personnes à la retraite ou proches de la retraite, et/ou des personnes qui se considèrent à l'aise financièrement. Ce dernier paramètre est étonnant, étant donné, on l'a vu, que les personnes ayant un meilleur niveau de vie sont celles qui tendent le plus à subir l'éco-anxiété. On peut interpréter ce résultat comme le fait qu'être plus âgé et/ou le fait d'avoir un bon niveau de vie peuvent faciliter la prise de distance et rassurer quant aux risques liés au changement climatique, mais seulement pour une certaine partie des personnes ayant un bon niveau de vie. Avoir un bon niveau de vie accentuerait soit la prise de distance, soit l'anxiété vis-à-vis du changement climatique, de façon plus polarisée que pour les personnes ayant un faible ou un moyen niveau de vie.

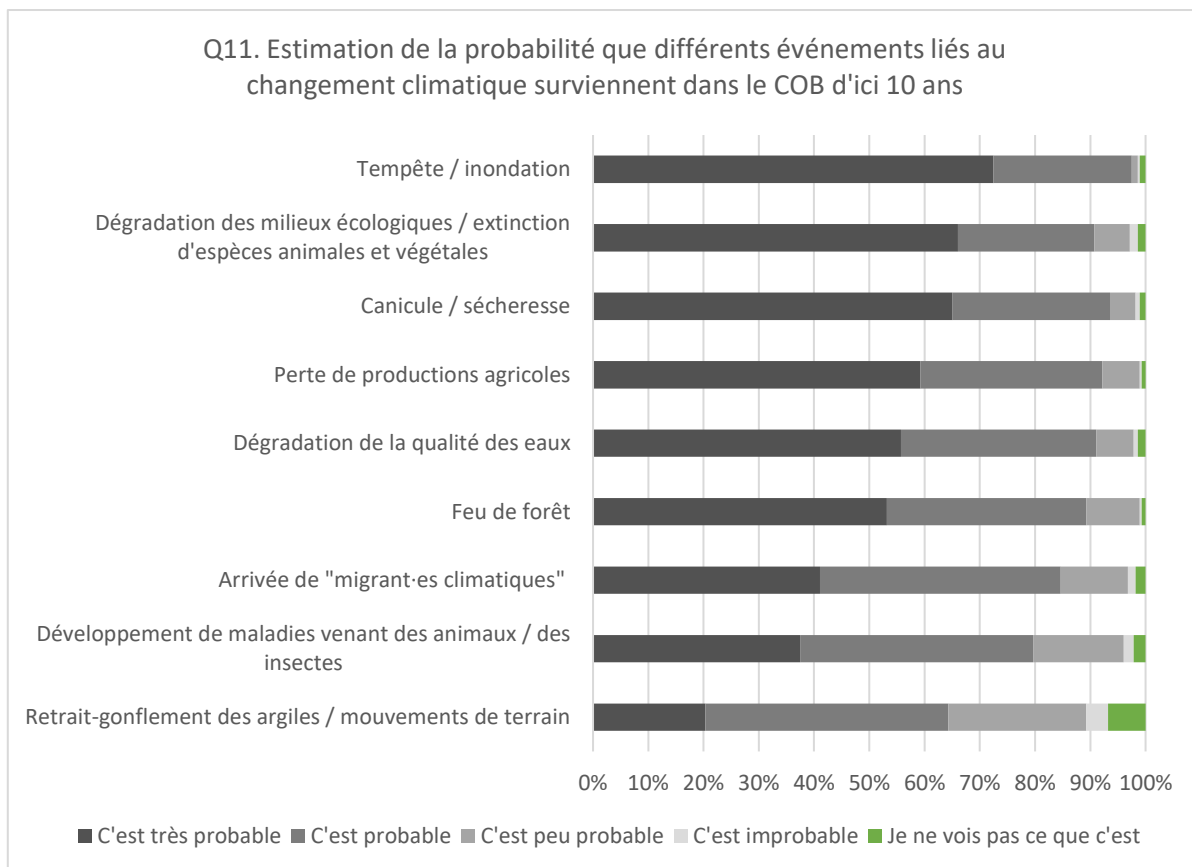


Figure 13. Source : Questionnaire.

Dans le COB, les événements qui inquiètent le plus (tempêtes, inondations, dégradation des milieux écologiques, événements liés à l'augmentation des températures, incendies) (figure 13) sont logiquement ceux qui surviennent déjà dans le COB et que les habitants ont déjà vécu (figure 7 et 12). Les pertes de production agricole inquiètent aussi beaucoup, et évidemment en particulier les agriculteurs : « *En fait c'est difficile, il faut qu'on avance dans un monde incertain.* » (éleveur bovin bio, EN2). Ces estimations spontanées correspondent aux probabilités mesurées par les scientifiques et appliquées à l'échelle du COB par Virginie Viale : épisodes de chaleur plus longs et plus forts, pluies plus intenses, impacts sur les productions agricoles et sur la biodiversité (Pays COB, 2024).

Le développement de maladies venant des animaux ou des insectes a été identifié de façon un peu moins certaine comme un risque lié au changement climatique dans le COB (80% estiment que c'est probable mais seulement 38% des répondants estiment que c'est très probable). L'arrivée de « migrants climatiques » dans le COB inquiète une majorité des répondants à notre questionnaire (85%, dont 41% qui estiment que c'est « très probable »). Mais l'idée que les hivers humides bretons ont le pouvoir de faire fuir les personnes habituées à des climats plus chauds est une opinion encore communément partagée (EN3, EN4).

Le retrait-gonflement des argiles inquiète un peu moins les populations du COB (20% estiment que c'est très probable), mais toujours une majorité (64% en tout estiment que c'est probable). En réalité,

actuellement, ce sont les communes situées dans Roi Morvan Communauté et celles situées à l'ouest de la Communauté de Communes du Kreiz-Breizh qui sont le plus concernées, avec un risque moyen (Pays COB, 2024). Cette répartition s'explique par la nature géologique des sols dans ces territoires : ce sont des sols argileux qui sont sensibles aux variations en teneur en eau, ce qui les rend susceptibles de se rétracter en période de sécheresse et de se gonfler lorsqu'ils sont réhydratés (Pays COB, 2023 ; Pays COB, 2024).

Mise à part l'anxiété, les autres émotions ressenties par les populations du COB vis-à-vis du changement climatique sont, pour la plupart, aussi négatives. Certains sont choqués voire traumatisés à la suite d'événements climatiques exceptionnels, comme les tempêtes ou les sécheresses (18% des répondants, figure 11). Ainsi un homme témoigne dans un champ libre du questionnaire : « *Traumatisé par Ciarán. 1976 : prière à la messe pour que la pluie arrive.* », ou encore, une jeune femme rencontrée lors d'un entretien, à propos de la sécheresse de 2022 : « *C'était une grosse claque, j'étais très émue* » (EN6).

D'autres ressentent de l'impuissance (18% des répondants). Ce sentiment peut s'accompagner d'une désillusion par rapport à ses propres valeurs environnementales, comme pour ce maraîcher bio qui déclare, à propos de ses débuts en agriculture : « *J'avais l'impression que j'allais changer le monde, j'étais un peu naïf* », et qui considère aujourd'hui que le maraîchage bio comme il le pratique contribue au changement climatique parce qu'il nécessite l'usage de plastique et de pétrole (EN4). Le sentiment d'impuissance s'accompagne aussi souvent de résignation, liée à l'impression qu'il est trop tard pour changer quelque chose (EN4, EN5).

D'autres encore ressentent de la colère (17% des répondants). Cette colère est dirigée vers les tenants des politiques publiques nationales et internationales : on leur reproche surtout la lenteur de leurs actions, et de délaisser les populations précaires et les populations rurales ; mais elle est aussi dirigée vers l'espèce humaine dans son entièreté, comme un cri de désespoir. Le maraîcher rencontré en entretien déplorait un « *gâchis phénoménal* » (EN_4). Cette émotion peut rejoindre alors le sentiment d'impuissance : si l'espèce humaine s'est mise dans cette situation, elle sera incapable de se sauver et il n'y a plus rien à faire.

D'autres enfin ressentent de la tristesse (13% des répondants au questionnaire), associée souvent à un ras-le-bol vis-à-vis de la pluie et des tempêtes (EN4, EN5, EXC), qui impactent le moral. « *Marre du moisi et du gris* » écrivait un répondant au questionnaire, « *Y en a marre de ce temps-là !* » déclarait un habitant de Poher Communauté rencontré en entretien (ExC). Mais la tristesse peut aussi être associée au bouleversement du quotidien, à la perte de confort liée aux événements climatiques, comme le racontait ce répondant au questionnaire :

« Beaucoup de stress et de tristesse car le quotidien se retrouve bouleversé. On dépend de l'action des mairies pour tout : douches, accès à l'information, à internet, communiquer avec nos proches, boire... ».

Toutefois, certaines personnes sont optimistes (18% des répondants). Dans le questionnaire, des répondants en appellent à la solidarité, à l'entraide, à la résilience, à la patience ou encore à la révolte. Il semble que lorsqu'on envisage des solutions concrètes aux impacts du changement climatique, l'inquiétude diminue. Les personnes, salariées ou bénévoles, qui travaillent dans des associations de défense de l'environnement (ExA, EN1) ou des associations naturalistes (ExB), ou encore des agriculteurs impliqués dans des groupes de travail (EN2, EN8, ExD), ont tendance à être plus optimistes car leurs activités leur permettent d'envisager des solutions réalisables et concrètes. Quelques-uns enfin sont optimistes parce qu'ils ne considèrent pas que le changement climatique soit un problème très important dans le COB : ils représentent seulement 1% des répondants au questionnaire (figure 11), soit deux personnes. L'une d'elle correspond au profil « climato-sceptique », et l'autre est une adolescente qui considère que le changement climatique n'est pas trop grave pour le moment dans le COB, même si elle s'inquiète par ailleurs de ce que ça le devienne.

Partie IV – Se représenter l’adaptation au changement climatique dans le Centre Ouest Bretagne

1. Les populations du COB identifient des solutions d’adaptation au changement climatique

S’adapter au changement climatique : une idée évidente, mais difficile à définir

Dans le questionnaire, on a posé la question « En 3 mots / expressions, que signifie pour vous "l'adaptation au changement climatique"? ». Les réponses nous informent sur les idées généralement associées à la notion d’adaptation au changement climatique. Voici un tableau récapitulant les 270 réponses reçues à cette question (« SA » signifiant « solution d’adaptation », et le total des pourcentages n’étant pas égal à 100% car les réponses contiennent la plupart du temps plusieurs idées) :

Types d'idées	Idées associées	Occurrence	Proportion des répondants (en%)
Capacité	Résilience	31	11
Capacité	Anticipation	21	8
Capacité	Solidarité	19	7
Capacité	Prise de conscience	17	6
Capacité	Innovation / Imagination	5	2
Constat	Rien à faire / inévitable	16	6
Constat	Urgence	15	6
Constat	Inquiétude	12	4
Définition	Adaptation = compromis	6	2
Définition	Adaptation rivale atténuation	1	0
Freins / leviers	Démocratie	15	6
Freins / leviers	Mesures contraignantes	11	4
Freins / leviers	Coût de l'adaptation	7	3
Freins / leviers	Education / sensibilisation	3	1
Freins / leviers	Mesures incitatives et soutien financier	2	1
SA	Changements modes de vie	157	58
SA	Changements modes de production	48	18
SA	Préservation du territoire / de la nature	24	9
SA	Aménagement du territoire	13	5
SA	Transition / autonomie énergétique	5	2
SA / Constat	Déménagement / migration	3	1
	Ne sait pas	4	1

Tableau 2. Les idées associées à la notion « d’adaptation au changement climatique ». Source : Questionnaire. Ces données ont été construites à partir de réponses libres.

Définir l'adaptation au changement climatique

Dans les réponses à la question 15, il y a globalement assez peu d'éléments de définition de la notion d'AdCC. Ceux qui apparaissent correspondent en revanche aux éléments relevés dans les entretiens, et ils ne sont pas complémentaires l'un de l'autre :

- L'adaptation est un lâche compromis
- L'adaptation est complémentaire de l'atténuation

Le premier élément de définition appuie sur l'idée que l'adaptation est un pis-aller par rapport à l'atténuation, une diminution des ambitions.

« C'est pour ça que s'adapter c'est pas bien, c'est pas ça qu'on devrait faire [...] S'adapter... moi je vais faire que m'adapter, mais il va faire de plus en plus chaud par exemple je vais enlever des couches, mais ça va pas résoudre le problème. » (Aide-soignante, 53 ans, RMC).

Dans ce sens, s'adapter c'est « *faire avec* », et c'est surtout un « *moyen de ne pas agir sur les causes réelles* » (réponses issues du questionnaire). Une militante écologiste par exemple affirme son envie « *d'aller plus loin que de s'adapter, d'essayer de changer le système.* » (EN6). Il s'agit alors non seulement de vivre avec le changement climatique, ni non plus simplement d'atténuer les gaz à effets de serre responsables du changement climatique, mais surtout de travailler à déconstruire le système qui permet la production des GES (EN6, EN3, ExA). Ce discours relève d'un militantisme qui souhaite s'attaquer au système capitaliste et productiviste, à l'origine du changement climatique. Les répondants au questionnaire et les personnes rencontrées en entretien qui tiennent ce discours sont des personnes déclarant être impliquées dans des collectifs ou associations. Ce sont la plupart du temps des jeunes adultes et des adultes (25-49 ans), vivant sans enfants, déclarant avoir vécu plusieurs conséquences du changement climatique, et résidant dans la CCKB, ainsi que dans RMC dans une moindre mesure. La présence d'un plus grand militantisme écologique dans la CCKB a été relevé dans plusieurs entretiens (ExA, ExB, EN_4), et s'explique par l'histoire du territoire, qui accueille, dès les années 1970, en particulier dans le village de Tremargat, et plus récemment à Mellionnec, de nouveaux habitants considérés comme « *néo-ruraux* », jeunes urbains diplômés porteurs de valeurs anticapitalistes et écologiques, venus expérimenter à la campagne des modes de vie différents (Tommasi, 2018).

Au contraire, un autre élément de définition de l'adaptation apparu dans l'enquête est celui de sa complémentarité avec l'atténuation. Il est peu apparu dans les réponses au questionnaire, un seul répondant au questionnaire écrivait :

« Ce mot [d'adaptation] peut contenir "renoncement à prendre le problème à la racine" si les actions d'adaptation ne sont pas le deuxième pied d'une politique de réduction des facteurs

aggravant le dérèglement climatique. Marchons sur deux pieds : la réduction des facteurs aggravant Et l'adaptation ! »

Ici, l'adaptation est vue comme indissociable de l'atténuation : l'une ne peut pas aller sans l'autre. C'est souvent le point-de-vue de personnes qui connaissent bien les rouages administratifs et politiques de la lutte contre le changement climatique : parmi les personnes interrogées dans les entretiens, seuls un militant écologiste ayant l'habitude de travailler avec les collectivités locales (ExA), et un salarié d'une association naturaliste ont tenu ce genre de propos (ExB). C'est aussi le point-de-vue du PETR du Pays COB : dans le livret de présentation du projet Hin'COB, le Pays COB pointe l'intérêt pour les élus et les techniciens du COB de « *s'approprier le champ de l'adaptation, notamment en mettant en parallèle les actions qui visent à agir sur les conséquences du changement climatique et celles qui visent à agir sur les causes du changement climatique.* ».

Toutefois, la grande majorité des répondants à l'enquête ont du mal à distinguer l'adaptation de l'atténuation, et par conséquent à définir clairement l'adaptation. Dans tous les modes d'enquête (questionnaire, entretiens, porteurs de parole), la question « *Que faire pour s'adapter au changement climatique ?* » a reçu de nombreuses réponses relevant de l'atténuation. Un répondant lucide écrit ainsi dans le questionnaire : « *Contrairement à l'atténuation, la définition de l'adaptation au changement climatique reste flou dans sa transcription à la vie quotidienne d'un habitant du Centre Ouest Bretagne.* ».

Les types de solutions identifiées par les habitants du COB, entre atténuation et adaptation

On peut en tirer 3 grands types :

- Les changements de modes de vie
- Les changements de modes de production
- Les solutions fondées sur l'aménagement du territoire

La première catégorie comprend des actions qui relèvent de comportements ou de choix individuels, qui impactent les habitudes ou le confort de vie des personnes. Dans notre tableau 2, les réponses « déménagement / migration » font aussi partie de cette catégorie. Au total, celle-ci représente 59% des répondants à la question 15 : c'est le type de solutions d'adaptation le plus largement identifié spontanément par les répondants. Pourtant, nombre de solutions proposées parmi cette catégorie relèvent de l'atténuation : économies d'énergie, choix de consommation, tri des déchets... autant de « petits-gestes » qui ne visent pas à diminuer la vulnérabilité des personnes et du territoire, mais plutôt à diminuer leurs émissions de gaz à effet de serre directes ou indirectes. Ainsi, il est intéressant de constater que le sujet du changement climatique est globalement plus souvent traité par les habitants

du COB sous l'angle de la responsabilité personnelle, que sous l'angle de la capacité collective à résister aux désordres climatiques : marque de décennies de politiques publiques et de traitements médiatiques des crises climatiques valorisant les « éco-gestes » et la responsabilité des individus dans la lutte contre le changement climatique (Dubuisson-Quellier, 2024).

La deuxième catégorie concerne les actions qui visent à changer les modes de production, actions qui sont plutôt du ressort des entreprises industrielles et agricoles. C'est le deuxième type de solutions spontanément associées à la notion d'adaptation au changement climatique (tableau 1), assez loin derrière la première catégorie, puisque cela concerne seulement 18% des répondants à la question 15. Là aussi on retrouve des confusions entre atténuation et adaptation : on parle par exemple de « *décarboner* » l'industrie ou de désindustrialiser l'agriculture pour qu'elle produise moins de GES. Mais les réponses sont plus souvent liées à l'adaptation que dans la première catégorie : on parle non seulement de diminuer les émissions de GES, mais aussi de transformer ces productions pour qu'elles subissent moins les impacts du changement climatique.

La troisième catégorie concerne les actions en lien avec l'aménagement du territoire, celles qui relèvent directement des pouvoirs publics. Parmi les réponses à la question 15, on a associé à cette catégorie les réponses en lien avec la « Préservation du territoire / de la nature » et celles en lien avec la « Transition / autonomie énergétique ». Au total, cette catégorie représente 16% des répondants (tableau 2). Au niveau de l'action territoriale, il est parfois difficile de distinguer l'atténuation de l'adaptation. Par exemple, produire des aliments à un niveau local permet à la fois de diminuer les émissions de GES (en diminuant les transports), et à la fois de diminuer la vulnérabilité du territoire et des personnes, en augmentant l'auto-suffisance alimentaire et donc la résilience aux catastrophes climatiques.

Constats et « capacités » associées à l'idée d'adaptation au changement climatique

Si 10% des répondants constatent que l'adaptation est urgente et/ou s'inquiètent des conséquences futures du CC, 6% considèrent qu'il n'y a plus rien à faire, et/ou que c'est inévitable (tableau 2). Une partie (25%) de ces derniers correspondent au profil « climato-sceptiques ». Les 75% restant sont plus souvent des personnes qui ont vécu de nombreuses conséquences du changement climatique, qui ressentent de la tristesse et de la colère vis-à-vis de ces conséquences, et qui se déclarent sensibles voire très sensibles à la question du CC : un profil de personnes conscientes du changement climatique, mais peu optimistes ou résignées quant aux réelles chances de s'en sortir. Au niveau socio-démographique, ces « pessimistes » sont un peu plus souvent des hommes, des personnes qui vivent seules et/ou avec des enfants à charge, avec un niveau de vie moyen. Ce profil correspond notamment

au couvreur et au maraîcher que nous avons rencontré dans la CCHC, qui sont d'ailleurs amis (EN5 et EN4).

Par ailleurs, une partie des répondants au questionnaire (jusqu'à 11%) ont aussi associé spontanément à l'idée d'AdCC de grandes notions, que nous avons identifiées comme autant de « capacités » nécessaires aux acteurs de l'AdCC : résilience, anticipation, solidarité, conscience, innovation / imagination (tableau 2). Ces grandes notions, si elles sont porteuses de sens, révèlent surtout l'acculturation des habitants au vocabulaire politique et administratif autour des enjeux environnementaux. Nous n'en approfondirons pas plus le sens ici, pour se concentrer sur les solutions d'adaptation concrètes proposées par les participants à l'enquête.

Les solutions d'adaptation identifiées

L'adaptation individuelle, à la marge

Comme on l'a vu, les adaptations pensées au niveau individuel sont en fait la plupart du temps des solutions d'atténuation, visant à diminuer les émissions directes et indirectes de GES des individus. L'idée globale de ces solutions d'atténuation est de moins consommer (moins de viande, moins d'énergie, moins d'objets neufs, ...), et de mieux consommer (produits bio et locaux, produits éco-responsables...).

Les solutions d'adaptation pensées à l'échelle individuelle sont limitées. Elles peuvent concerner des aspects très circonscrits du quotidien, comme choisir des fleurs pour son jardin qui nécessitent moins d'arrosage pour économiser l'eau (EN3), adapter sa garde-robe ou prendre l'habitude d'ouvrir ses fenêtres la nuit l'été (EN3, EN4, EN5, EN9). Elles peuvent aussi relever de l'anticipation suite au vécu d'événements climatiques exceptionnels : par exemple, des personnes ont rapporté avoir acheté des groupes électrogènes juste après la tempête Ciarán, pour se prémunir de potentiels futurs épisodes de dégradation du réseau électrique (ExC, porteurs de parole). L'investissement dans une meilleure isolation de sa maison fait aussi partie de ce type d'adaptations individuelles par anticipation.

Mais l'adaptation au changement climatique peut concerner des aspects plus structurants de la vie des individus. Les déménagements, les migrations peuvent être un moyen de s'adapter, à terme (EN3). Par exemple, une technicienne dans un syndicat d'adduction d'eau potable du COB se considère « migrante climatique » car elle a déménagé en Bretagne pour éviter les trop fortes chaleurs du sud de la France où elle vivait avant (EN7). Avec ou sans déménagement, on peut aussi avoir envie de se construire un cocon de protection : un maraîcher bio parle de se « trouver une planque », « une niche », où l'on se sent protégé des pollutions et des effets du changements climatiques. Les territoires du COB peuvent représenter cette planque pour les personnes qui considèrent que le COB est relativement épargné par le changement climatique. Se trouver une planque pour s'adapter au CC peut aller de pair avec

l'adoption de modes de vie plus sobres (moins de consommation, donc moins de production de GES) et plus autonomes (plus de capacité à faire soi-même, donc une plus grande résilience personnelle). Le couvreur de la CCHC que nous avons rencontré déclarait :

« Une tiny[-house], l'eau courante, de quoi te chauffer et puis... et puis c'est tout, quelques bouquins et puis la vie est belle ! » (EN5)

De la même manière, vivre en collectif pour partager les ressources et consommer moins, comme le prône la militante écologiste que nous avons rencontré (EN6), peut permettre de se construire une planque à plusieurs et d'augmenter individuellement et collectivement sa résilience aux effets du changement climatique.

Les changements dans les modes production : adaptation des métiers du bâtiment et de l'agriculture

Nous avons identifié deux secteurs professionnels qui semblaient subir le plus fort les impacts du changement climatique dans le COB : les métiers du bâtiment et l'agriculture. Comment ces métiers peuvent-ils diminuer leur vulnérabilité ?

Pour les métiers du bâtiment, seul le couvreur de la CCHC nous donne des pistes, et elles concernent surtout les conditions de travail des artisans : il plaide pour de meilleures rémunérations, afin de rendre les métiers plus attractifs et ainsi moins souffrir des emplois du temps surchargés par les catastrophes climatiques. Certaines innovations techniques peuvent aussi permettre de rendre les métiers moins durs, comme les parapluies d'échafaudages, qu'on installe dans les chantiers de rénovation de monuments historiques mais qui coûtent aujourd'hui trop cher pour les installer dans d'autres types de chantier (EN5). On peut aussi imaginer des solutions plus transformatrices : l'adaptation pour les métiers du bâtiment peut aussi passer par **le développement de formations à l'éco-construction et à la rénovation**, à destination de futurs artisans, mais aussi à destination des particuliers qui voudraient s'autonomiser (EN5).

L'agriculture est un sujet prégnant dans le COB. Sujet de travaux journalistiques révélant des scandales (Léraud, Van Hove, 2019 ; Legendre, 2023), sujet de mobilisations citoyennes importantes, sujet de tensions entre voisins dans les communes, l'agriculture est à la fois une cause importante du changement climatique (l'activité la plus productrice de GES dans le COB) et une solution d'adaptation à ses impacts, selon la manière dont on la pratique. D'abord, les agriculteurs sont contraints de s'adapter individuellement au changement climatique : pour elles et eux, c'est un travail d'anticipation plus compliqué qu'avant, mais qu'il faut faire au risque de perdre pieds dans son activité :

« Donc là le changement climatique nous met un peu au pied du mur, et il faut initier des changements que ma génération n'a pas été obligée de faire car notre système fonctionnait quand même. Aujourd'hui là je pense que les gens qui vont avoir la capacité d'anticiper sont des gens qui ont des atouts par rapport aux autres » (Éleveur bovin bio, 62 ans, CCKB, EN2)

Certaines pratiques d'adaptation relèvent de **l'adaptation incrémentale**, petit-à-petit, année par année : la Chambre d'agriculture de Bretagne conseille par exemple aux éleveurs de vaches de les protéger des coups de chaleur en ventilant les bâtiments, et de stocker davantage de fourrage pour parer aux périodes de sécheresse (ExD). Il s'agit aussi d'adapter les types de culture à de nouveaux climats, en agriculture comme en sylviculture (EN3, ExC, EN2). Par exemple, l'éleveur bovin bio de la CCKB que nous avons rencontré a introduit dans ses prairies des espèces comme le dactyle, la fétuque, le trèfle blanc, la luzerne, mieux adaptées au climat plus doux qui s'installe progressivement en COB (EN2).

Mais la plupart des propositions d'adaptation qui nous sont parvenues relèvent de **changements profonds des modèles agricoles**, pour aller vers des modèles relevant de **l'agroécologie**. Les tenants de l'agriculture non-conventionnelle, donc en général les tenants de l'agriculture biologique, proches du syndicat de la Confédération paysanne, prônent un système agricole moins productif, nécessitant moins d'investissements financiers, demandant moins de charges, et permettant donc une plus grande adaptabilité (EN2). C'est grâce à ce genre de système qu'un éleveur bovin bio de la CCKB, en système herbager, peut adapter la taille de son troupeau en fonction des années et des aléas climatiques, sans perdre trop d'argent (EN2). Ces agriculteurs prônent aussi l'autonomie dans leurs systèmes agricoles : celle-ci peut passer par la réduction des investissements financiers et des charges, mais aussi par la transformation des produits sur place, et la vente en circuits-courts qui permet de moins dépendre des coopératives et de la grande distribution (EN2). On retrouve chez les agriculteurs, comme chez les particuliers, cette idée selon laquelle l'autonomie, c'est-à-dire la capacité à faire par soi-même, selon ses propres règles et avec ses propres ressources, rend moins vulnérable aux aléas et donc facilite l'adaptation au changement climatique. Pour réduire les charges et les investissements et viser un modèle agricole plus autonome et résilient, la **polyculture-élevage** est relevée par ces mêmes tenants d'une agriculture non-conventionnelle comme un modèle agricole intéressant, puisque l'élevage fertilise les sols où l'on peut ensuite planter (EN2). Ce modèle d'autonomie peut aller de pair avec une **désécialisation de la production**, soit au sein de la ferme, soit au sein d'un territoire en mettant en œuvre des partenariats entre plusieurs fermes spécialisées (EN2, EN8).

« Le paysan est victime de sa spécialisation. On est laitiers, on est producteur de viande bovine [...] Pour nous la responsabilité qui est devant nous au regard de toutes ces questions-là, c'est

d'avoir une vision plus globale de ce que sera la fonction agricole. [...] L'agriculteur de demain sera un gars qui fera du blé, qui fera peut-être du lait, qui fera peut-être tout ça, mais en plus il fera des productions de biomasse pour son voisin parce que lui il est céréalier pour diverses raisons, il aura la capacité à faire des productions de biomasse pour son voisin qui est laitier [...] » (Eleveur de volaille et céréalier à la retraite, élu, EN8).

Par ailleurs, du côté des tenants de l'agriculture conventionnelle, représentée par le syndicat agricole FNSEA et les différentes Chambres d'agriculture de Bretagne, comme du côté des tenants de l'agriculture biologique, on reconnaît l'intérêt des **systèmes d'élevage herbager** par rapport aux systèmes d'élevage en bâtiment, en termes d'adaptation au changement climatique (ExD, EN2). En effet, l'élevage prairial rend des services écosystémiques en diminuant les causes et les effets du changement climatique : les prairies et les haies et forêts entourant ces prairies stockent du carbone, les prairies augmentent l'effet albedo (réfléchissement de la lumière et donc rafraîchissement), les zones boisées permettent de l'ombre (ExD).

Enfin, pour d'autres types de culture, et en particulier les cultures céréalières, le modèle de **l'agriculture de conservation** permet de réduire les coûts d'investissement et les charges, de favoriser la biodiversité, d'éviter l'érosion des sols, d'augmenter la capacité de stockage de carbone dans les sols, et d'augmenter l'effet albedo. Le principe de ce modèle nous a été expliqué par un agriculteur à la retraite qui l'a pratiqué pendant des dizaines d'années dans la CCHC (EN8) et il est le suivant : on diminue voire on arrête complètement le travail du sol, on plante en semis-directs, et on couvre les sols avec des couverts végétaux. De la même manière, pour les cultures légumières, le « maraîchage en sol vivant » permet d'éviter le labour du sol, et donc l'érosion, grâce à la couverture des sols (EN4).

Tous ces modèles sont autant de pistes pour rendre plus résiliente l'agriculture dans le COB, activité économique essentielle du territoire, face au changement climatique.

Les solutions fondées sur l'aménagement du territoire

Dans le questionnaire, nous avons proposé une liste d'actions de lutte contre le changement climatique à l'échelle des territoires, comprenant des actions d'atténuation et des actions d'adaptation, inspirées d'un document publié par le Réseau Action Climat et l'ADEME à destination des enseignants (Réseau Action Climat, 2022). A partir de cette liste, les répondants devaient estimer l'importance et l'urgence de chaque action dans le COB. En voici le résultat :

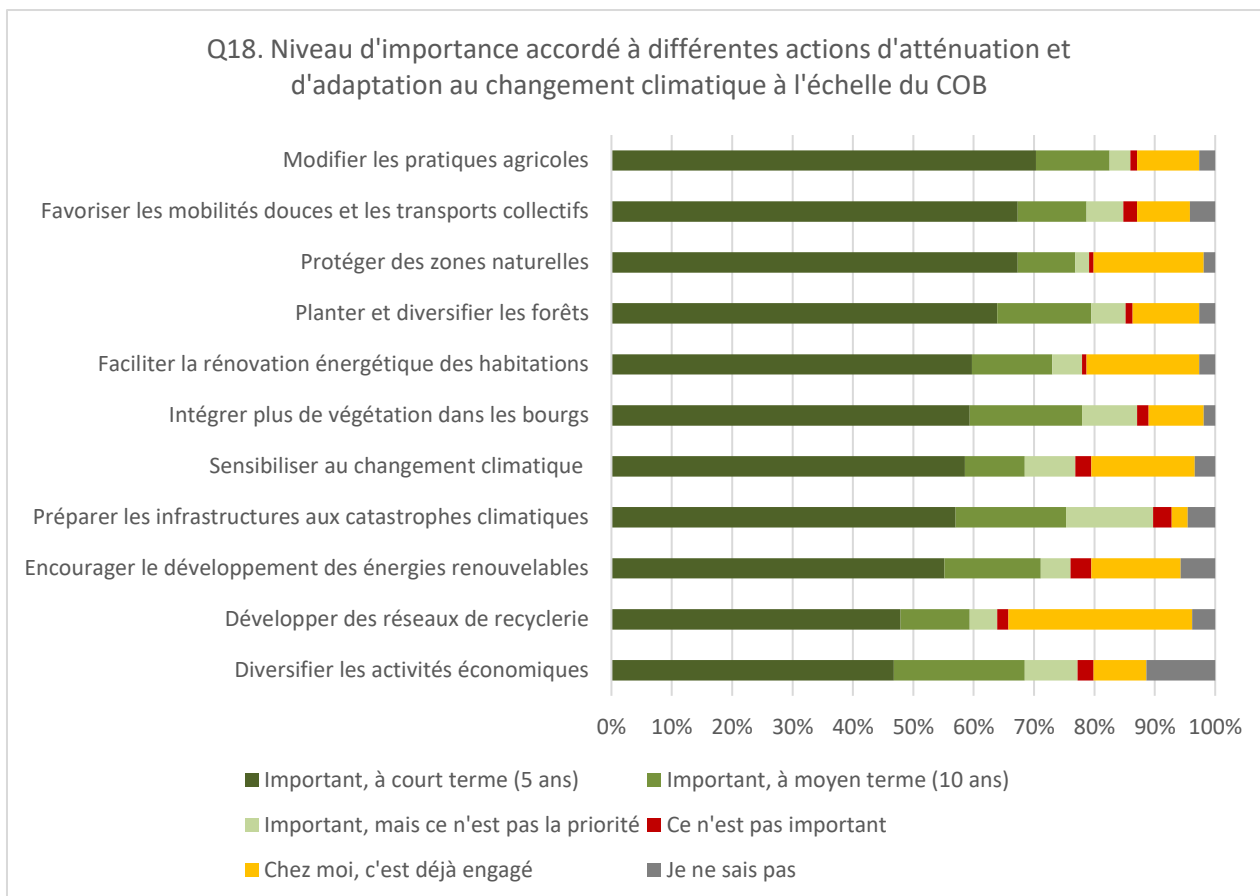


Figure 14. Source : Questionnaire.

D'abord, il apparaît que tout paraît urgent ou plutôt urgent pour la majorité des répondants au questionnaire. **Les actions proposées ne polarisent pas vraiment l'opinion.** Seule l'action « développer les énergies renouvelables » comptabilise plus de 3% de réponses « Ce n'est pas important ». Cela peut s'expliquer par la présence de collectifs citoyens dans le territoire qui critiquent le développement des éoliennes et du photovoltaïque pour leurs impacts sur le paysage, sur la biodiversité et pour leurs besoins en métaux rares, s'appuyant sur des travaux comme celui de la journaliste et philosophe Célia Izoard (2024).

Toutefois, **quatre actions se démarquent**, en dépassant les 60% de réponses « Important, à court terme » : la modification des pratiques agricoles, le développement des mobilités douces et des transports collectifs, la protection des zones naturelles, et le développement et la diversification des forêts. A l'appui des réponses données aux « porteurs de parole », et des entretiens, il apparaît que ces quatre actions relèvent de sujets sociaux et politiques qui préoccupent grandement les habitants du COB. Cela s'explique par les caractéristiques du territoire (spécialité économique dans l'agriculture industrielle, dépendance à la voiture, et importance des zones naturelles dans le patrimoine du COB). Quant aux forêts, elles sont aussi sujettes à débat car les cultures de conifères sont nombreuses dans le COB, et peuvent être critiquées à plusieurs titres : l'homogénéisation des paysages et donc la perte

de biodiversité, l'usage de pesticides qu'elles requièrent parfois, notamment dans le cas des « sapins de Noël », l'augmentation du risque d'incendie (Préfet de la Haute-Savoie, 2023), et le recouvrement de prairies stockeuses de carbone. Un naturaliste que nous avons rencontré dans la CCKB s'insurgeait contre ces cultures, en les considérant comme une « *contre-adaptation complète* » (ExB).

FOCUS : Attention à la mal-adaptation

Pour parler d'une stratégie d'adaptation qui n'atteint pas ses objectifs, on peut parler de « mal-adaptation » (ou parfois de « contre-adaptation »). Cette notion est définie par le Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires comme « un changement opéré dans les systèmes naturels ou humains qui font face au changement climatique et qui conduit (de manière non intentionnelle) à augmenter la vulnérabilité au lieu de la réduire. » (MTECT, mai 2023). Pour contrer le risque de mal-adaptation, le Ministère appuie son intention de soutenir des mesures « sans-regret », c'est-à-dire des mesures qui ont des avantages pour tous types de scénarios d'évolution du changement climatique, même les plus graves.

Dans notre enquête, l'utilisation de voitures électriques pour atténuer les émissions de GES dues au transport, ou de climatiseurs pour se protéger des fortes chaleurs, sont des actions d'atténuation et d'adaptation décrites par certains enquêtés (EN5, EN3, questionnaire). Ces derniers y voient de la mal-adaptation, en ce que ces outils nécessitent une forte production d'électricité, elle aussi émettrice de GES et de chaleur. De la même manière, une solution d'adaptation à l'échelle individuelle peut parfois augmenter la vulnérabilité collective : l'exemple de la piscine dans le jardin, qui est apparu dans l'enquête (EN9), est frappant à ce sujet. Si une piscine personnelle permet de se protéger des vagues de chaleur en se rafraichissant, la consommation d'eau qu'elle génère impacte les ressources du territoire. Cette compétition entre adaptation individuelle et adaptation collective, qui peut conduire à de la mal-adaptation, est à prendre en compte dans la construction de la stratégie territoriale d'adaptation au changement climatique du COB.

Dans la question 18, il n'est pas toujours évident de déterminer si l'action relève de l'atténuation ou de l'adaptation. « Modifier les pratiques agricoles », par exemple, peut viser tout autant à diminuer les émissions de GES de l'agriculture, qu'à adapter les pratiques et les cultures aux changements climatiques. Le développement de réseaux de recyclerie vise clairement l'atténuation, tandis que la végétalisation des bourgs vise plutôt l'adaptation. Il est difficile d'analyser les réponses à la question 18 de ce point-de-vue. Cependant, dans les réponses libres à la question 19 : « *Vous avez d'autres idées pour préparer le COB au changement climatique ? Notez-les ici !* », on identifie surtout des actions d'atténuation. Par exemple, les répondants en appellent à une agriculture moins polluante, à des modes de transports moins polluants, à l'arrêt de l'exploitation des ressources naturelles... Il semble

que l'urgence, le plus important à court terme, ce soit encore de diminuer les causes du changement climatique, pour les habitants du COB : encore une fois, l'idée d'adaptation n'est pas encore vraiment acquise dans le COB. Toutefois, les réponses à la question 18 peuvent nous permettre d'en apprendre plus sur la perception qu'ont les populations du COB de leur cadre de vie.

Dans quelles EPCI les habitants du COB identifient-ils le plus des actions en faveur de l'environnement déjà mises en place ? Les actions le plus souvent déjà perçues comme déjà mises en place (pour 15% des répondants ou plus) sont les réseaux de recyclerie, la protection des zones naturelles, le soutien à la rénovation énergétique des habitations, la sensibilisation au CC, et le soutien au développement des énergies renouvelables.

Répartition des répondants ayant identifié des actions de lutte contre le changement climatique « chez eux », en fonction de leur EPCI de résidence

	CCHC	CCKB	MAC	PC	RMC
Réseaux de recyclerie	21%	28%	20%	36%	24%
Protection des zones naturelles	8%	17%	8%	18%	20%
Soutien à la rénovation énergétique des bâtiments	10%	19%	10%	18%	18%
Sensibilisation au CC	18%	19%	8%	9%	13%
Développement des ER	10%	16%	10%	21%	9%

Tableau 3. Lecture : 21% des personnes résidant dans la CCHC estiment que les « réseaux de recyclerie » existent déjà chez eux. Source : Questionnaire, question 18 (figure 16).

Dans presque toutes les EPCI, au moins l'une des actions est peu identifiée comme existant déjà par les répondants au questionnaire (quand moins de 10% des répondants l'ont identifié dans leur territoire), sauf dans la CCKB : il semble que ce soit toujours le territoire le plus plébiscité par les populations du COB pour ses actions en faveur de l'environnement. Cela paraît logique, puisque la CCKB peut s'appuyer sur un service environnement très fourni en salariés, qui initie des actions nombreuses et variées en faveur de l'environnement. *A contrario*, MAC, territoire relativement pauvre et peu densément peuplé, ne compte pas de service environnement dédié, car l'équipe de la communauté de communes est réduite. Cela pourrait expliquer pourquoi les habitants de MAC ne sont pas nombreux à estimer que la protection des zones naturelles existe déjà dans leur territoire, alors que la communauté de communes est pratiquement entièrement recouverte par un Parc Naturel Régional. Dans la CCHC, la faible proportion d'habitants qui estiment que leur territoire valorise la protection des zones naturelles prend sens compte tenu du fait que le système économique de cette communauté de communes s'appuie historiquement sur l'agriculture et l'agro-industrie, au dépens de

la protection des espaces naturels (Pays COB, 2023). Dans tous les cas, cette répartition non homogène des actions en faveur de l'environnement dans le COB donne du sens à l'action coordinatrice du PETR du Pays COB, qui peut favoriser dans ce cadre la solidarité et la cohérence des territoires.

Mais les habitants du COB identifient malgré tout des **solutions d'adaptation à l'échelle de leur territoire**. Celles-ci vont de la **gestion de crise**, comme la mobilisation de camions-citernes en provenance des grands barrages départementaux pour alimenter les communes en eau potable lors des périodes de sécheresse (EN7), à des **changements structurels plus profonds**, comme le développement d'espaces de « sauvage » (ExB). Pour le naturaliste rencontré (ExB), le « sauvage » correspond à des espaces de nature spontanée, nécessitant un entretien léger (fauches dans les landes par exemple), permettent à des écosystèmes riches de prospérer. Un maraîcher bio va même jusqu'à suggérer de réduire de façon générale les activités humaines, sur le modèle du premier confinement lié à la pandémie Covid-19, pour laisser la nature se développer (EN4). Ce discours rejoint les théories et pratiques de « ré-ensauvagement », apparue en Amérique du Nord (Barraud *et al.*, 2019). Les solutions peuvent être aussi issues **d'innovations techniques** : une militante écologiste vante les mérites de l'hydrologie régénérative, une manière d'optimiser la régénération du cycle de l'eau par la gestion des plantes et arbres présents dans un milieu (EN6). Les enquêtés suggèrent aussi des **mesures de préservation et de développement** des zones humides, des forêts diversifiées, des prairies, des talus et des haies, mesures qui sont déjà en cours dans le territoire (avec notamment le programme Breizh Bocage, aujourd'hui porté par la CCKB, des syndicats de bassins versants et la Chambre d'agriculture de Bretagne), mais souvent jugées insuffisantes par les enquêtés (ExC, ExB, ExD, ExA, EN2, EN8).

Dans les bourgs, on l'a vu, il peut s'agir de réincorporer davantage de végétation, pour créer de l'ombre et de la fraîcheur (EN3, EN7), et notamment autour des lieux de résidence des personnes âgées comme les EHPAD (EN3), ou dans les cours d'école (ExB). Utiliser des tuiles sur les toits, qui absorbent moins la chaleur que l'ardoise noire, peut permettre de rafraîchir les maisons (EN3).

Au niveau des infrastructures, le renouvellement et la rénovation des réseaux d'eau potable est soulignée comme importante pour éviter les fuites, augmenter les capacités de prélèvement pour moins dépendre des barrages, créer de nouvelles interconnexions entre les communes pour agrandir le réseau d'eau potable disponible (EN7, ExA). Les enquêtés évoquent aussi l'importance d'enterrer les lignes électriques, pour les protéger des tempêtes (ExB, ExC). Une solution plus originale et plus transformatrice a été évoquée par un répondant au questionnaire : celle de mettre en place des circuits d'eau non-potable pour les usages non sanitaires. D'autres encore soulignent l'intérêt d'encourager le développement de toilettes sèches.

Dans le questionnaire, **l'idée d'autonomie du territoire est récurrente** (elle apparaît 6 fois en réponse à la question 15). En effet, on peut penser : quoi de mieux, pour adapter un territoire au changement climatique, que de mobiliser toutes ses ressources au service de sa population ? Mais le risque alors est de penser en autarcie, et de manquer de solidarité envers les autres territoires, comme l'a fait un agriculteur de la CCKB rencontré en entretien qui déclarait que le COB ne vivrait jamais le manque d'eau si seulement l'eau ne sortait pas du territoire (ExD).

Même si les populations du COB peinent généralement à différencier atténuation et adaptation, on constate que la plupart des gens sont capables de formuler des solutions d'adaptation au changement climatique. Ce n'est donc pas par manque d'imagination qu'elles sont résignées ou en colère ; ce qui semble davantage les attrister, les mettre en colère, les rendre impuissantes, ou les angoisser, c'est surtout les obstacles pour parvenir à mettre en place ces solutions, le manque de moyens pour le faire.

2. Les freins et leviers à l'adaptation au changement climatique perçus par les habitants du COB

A partir de l'analyse des entretiens, du questionnaire, et des porteurs de parole nous avons établi une catégorisation en 4 types de freins et leviers :

- Freins et leviers politiques
- Freins et leviers financiers
- Freins et leviers administratifs et techniques
- Freins et leviers culturels, sociaux, psycho-sociaux

Freins et leviers financiers

FREIN : Les changements de pratiques, quels qu'ils soient, sont coûteux pour les agriculteurs. Pour des agriculteurs conventionnels, souvent endettés et engagés dans des contrats avec des coopératives, les changements de pratiques vers des modèles plus adaptés au changement climatique sont longs, fastidieux, et souvent à pertes économiques, au moins au départ (EN1, EN2, EN8). Un agriculteur biologique soulignait le manque de « *capacité d'adaptation* » de ces agriculteurs, lié au fait qu'ils soient dépendants d'organismes extérieurs comme les banques, les coopératives et les enseignes de grande distribution (EN2). Et même des agriculteurs non-conventionnels déjà sensibilisés aux enjeux environnementaux peuvent avoir du mal à adapter leurs pratiques au changement climatique. Un maraîcher bio raconte :

« On pourrait être vachement plus clean moi je pense, mais y a un moment le problème c'est que le système économique il suit pas [...], il y a pas d'avenir sans ce genre de choses [comme

l'abandon du plastique ou le « maraîchage en sol vivant » pour éviter le labour] mais aujourd'hui j'ai pas envie de vivre avec 200 balles pour moi en fait, c'est bon quoi ! » (EN_4)

LEVIER : Un changement de modèle agricole nécessite un accompagnement technique et économique des agriculteurs (EN1, EN2, EN3).

« Je vois pas un agriculteur, si on lui dit que demain il aura le même revenu, et qu'on lui dit "bah tu fais de l'agroécologie et on te protège on te donne un filet de sécurité qui te permet de maintenir ton revenu", je vois pas pourquoi il va pas y aller, si on lui dit que c'est pour le bien de tout le monde." (Eleveur bovin bio, 62 ans, CCKB)

Les financements européens alloués aux MAEC (mesures agro-environnementales et climatiques), sont censés jouer ce rôle, mais ils sont souvent jugés insuffisants. Cet accompagnement au changement de pratiques devrait aller de pair avec un accompagnement des consommateurs vers une consommation plus locale, de saison, et donc aussi potentiellement plus chère, de façon à mieux rémunérer les agriculteurs. Un dispositif comme la Sécurité Sociale de l'Alimentation (SSA) pourrait être expérimenté dans le territoire : l'idée est d'allouer chaque mois un chèque à tous les habitants pour leurs courses alimentaires ; ce chèque pouvant être fléché vers des producteurs locaux (voir sur ce sujet : <https://securite-sociale-alimentation.org/>).

FREIN : **Pour les particuliers aussi, les changements de pratiques en faveur de l'adaptation au changement climatique (notamment mieux isoler sa maison) peuvent avoir un coût conséquent.** Dans le questionnaire, un tiers des répondants estiment que les coûts liés à l'adaptation sont trop élevés, et qu'ils manquent de moyens financiers. On sait que l'adoption de gestes d'atténuation individuels (les « écogestes » comme consommer bio et local, consommer végétarien, se déplacer à vélo, ...) sont, pour certaines franges de populations urbaines, diplômées et aisées, un signe de distinction sociale (Grossetête, 2019). Les comportements d'adaptation pourraient opérer de la même manière, accentuant l'écart entre des populations au niveau de vie plus faible moins capables de s'adapter, et des populations au niveau de vie plus élevé mieux capables de faire preuve de prévoyance et donc de se protéger des impacts du changement climatique (en équipant leur garde-robe, en ayant une résidence secondaire « au frais » l'été, en installant une piscine dans leur jardin, etc.).

LEVIER : Ce levier, comme celui de l'accompagnement économique des agriculteurs, repose essentiellement sur les aides que peuvent attribuer les pouvoirs publics à l'adoption de comportements d'adaptation. Il existe des aides publiques nationales à la rénovation énergétique, comme « Ma PrimeRénov' ». Aujourd'hui, l'ALECOB (Agence locale de l'énergie du Centre Ouest Bretagne) et différents services des communautés de communes accompagnent les ménages dans l'accès à ces

aides. Mais les dispositifs restent très complexes et nécessitent souvent une avance de trésorerie, ce qui complique leur accès aux ménages les plus précaires. Les communautés de communes peuvent décider d'investir des fonds supplémentaires dans ces dispositifs, *via* les conventions « OPAH » (Orientation programmée pour l'amélioration de l'habitat) ou leur programme local de l'habitat (PLH).

« Le minimum d'argent possible pour les gens, pour que ça devienne naturel chez nous, chez tout le monde. » (Aide-soignant, 33 ans, RMC)

Cela vaut aussi pour les artisans du bâtiment : la protection des artisans et artisanes vis-à-vis des aléas climatiques pourrait être assurée par les pouvoirs publics, en finançant par exemple des parapluies d'échafaudage, qui sont aujourd'hui à la charge de l'acheteur et donc impossible à faire facturer (EN5).

Freins et leviers administratifs et techniques

FREIN : Les enquêtés ont relevé plusieurs traits propres au **fonctionnement administratif français** qui freinent la mise en place de solutions d'adaptation au changement climatique dans le COB. D'abord, **les financements publics « par projet »** (en général deux ou trois ans maximum), n'encouragent pas les changements de fonds, qui nécessitent une acculturation progressive des habitants et des acteurs socio-économiques, sur le temps long (EN1, EN6). Ensuite, **le fonctionnement « en silos »** des structures chargées du développement local empêche la coopération entre techniciens de différents domaines, et freine par conséquent le développement de stratégies cohérentes à tous les niveaux de vie des habitants (EN1).

LEVIER : Ces freins propres à l'administration française en milieu rural sont difficilement transformables à l'échelle du COB. Des enquêtés ont souligné néanmoins l'intérêt de développer la transversalité entre les domaines techniques dans les collectivités territoriales et les organismes de développement local. Par exemple, en associant dans un même poste des compétences et objectifs relevant de la culture et d'autres relevant de l'environnement, comme cela a été fait dans l'association Eau et Rivières de Bretagne, avec la création d'un poste « Chargée de mission Eau et Culture » (EN1). Cela peut aussi être fait à l'occasion d'un projet, en associant mobilité et environnement, tourisme et adaptation au changement climatique, etc.

FREIN : Mais **le COB présente aussi des caractéristiques propres** qui constituent pour les habitants et acteurs politiques et socio-économiques des freins spécifiques à l'adaptation au changement. Le COB se situe **à cheval sur 3 départements**. Cet écartèlement pose problème dans l'aménagement du territoire, et en particulier pour la gestion de l'eau. En effet, aujourd'hui les interconnexions pour l'adduction d'eau potable ne se font pas entre départements : les départements composant le Pays COB sont chacun dotés d'un Schéma départemental d'alimentation en eau potable qui organise le

réseau d'interconnexions d'eau potable à l'échelle de leur territoire, et pas à l'échelle du COB. Conséquence de cette gestion par départements : un grand barrage comme celui de Guerlédan, dans le Morbihan, ne peut alimenter aucune commune des Côtes d'Armor alors que pour certaines, c'est le barrage le plus proche géographiquement (EN7). Pourtant le COB est un « **château d'eau** » pour le reste de la Bretagne : ses ressources en eau sont à la fois importantes et fragiles.

LEVIER : Il apparaît important d'anticiper la priorisation des usages de l'eau pour se préparer aux temps de crise de la ressource (EN7). On retrouve là tout l'intérêt d'un PETR : au-delà des limites départementales, il vise à structurer de façon cohérente l'action de développement local au niveau d'un bassin de vie pertinent. Mais il est effectivement limité : le Pays COB n'a pas la compétence de structurer la ressource en eau dans son territoire, au contraire des départements qui ont la compétence de « de l'équipement rural, du remembrement, de l'aménagement foncier, de la gestion de l'eau et de la voirie rurale, en tenant compte des priorités définies par les communes », et au contraire des EPCI qui organisent la production d'eau potable. On pourrait toutefois imaginer que le Pays COB puisse jouer un rôle d'animateur auprès des syndicats de production d'eau potable, des communes, des intercommunalités et des départements pour faciliter une coordination sur la question de l'eau face au changement climatique, à l'échelle du COB et avec les territoires voisins.

FREIN : Le COB fait face à des **mal-usages de l'eau** qui freinent l'adaptation du territoire au changement climatique. D'abord, le COB manque à contrôler les volumes d'eau extraits des forages privés. Ceux-ci sont mal comptabilisés voire pas du tout, malgré la législation (EN7). Ensuite, des projets de construction qui visent à développer économiquement le territoire peuvent peser sur les ressources naturelles, notamment la ressource en eau (EN7, ExA). Une technicienne de syndicat d'adduction en eau potable donne l'exemple d'un projet de piscine dans une commune, absurde selon elle du point-de-vue de la préservation de la ressource, car il y a déjà une piscine municipale dans une commune voisine (EN7). Un militant écologiste souligne le décalage entre des projets d'extension de bâtiments d'élevage dans le territoire, et la préservation de la ressource en eau (ExA).

LEVIER : Le contrôle des forage privés relève de l'Etat (police de l'eau) et de l'Agence Régionale de Santé. Le Pays COB ne pourrait-il pas néanmoins encourager les communes à sensibiliser les habitants et acteurs socio-économiques à la déclaration de leurs forages privés, dans un but d'adaptation au changement climatique ? Par ailleurs, il serait intéressant d'inciter les particuliers et les entreprises à faire vérifier leurs permis de construire par des syndicats d'adduction d'eau potable ou de bassins versants, afin de vérifier l'adéquation de leur projet avec la ressource en eau disponible (EN7). Le SCOT peut encourager ce genre de pratique dans le territoire, et veiller à une utilisation des terres respectueuse des ressources environnementales.

FREIN : Comme pour l'eau, le **développement des mobilités douces** dépend beaucoup de la région et de l'Etat (ExA). Les actions du Pays COB sont limitées sur le sujet.

LEVIER : Le Pays COB est en cours de développement d'une stratégie « mobilités » dans le COB, notamment pour développer le covoiturage, l'auto-stop et les mobilités douces. L'idée serait aussi de développer des « hubs mobilité » dans ou à proximité des bourgs, pour que les échanges entre vélo, covoiturage, bus, ... se fassent plus facilement. Un militant écologiste a aussi souligné l'intérêt pour les collectivités de garder la maîtrise foncière des tracés des anciennes voies ferrées, pour se laisser la possibilité de reconstruire du rail et de remettre en circulation des trains (ExA), même si ce n'est pas un projet de la SCNF aujourd'hui.

FREIN : **Les changements de pratiques dans l'agriculture** sont coûteux, mais ils peuvent aussi se révéler **très complexes et très lents**, techniquement parlant. Un agriculteur à la retraite souligne : « *Un agriculteur n'a qu'une expérience par an !* » (EN8).

LEVIER : L'accompagnement des agriculteurs dans leurs changements de pratiques ne doit pas seulement être financier, mais aussi technique : les agriculteurs rencontrés soulignent l'intérêt de la mutualisation des connaissances *via* des groupes de travail (EN8, EN2). Il existe déjà des travaux engagés par différentes organisations locales autour de l'adaptation de l'agriculture au changement climatique. On peut citer les travaux du CEDAPA (Centre d'études pour un développement agricole plus autonome) et des Confédérations Paysannes de Bretagne, qui explorent les moyens pour les agriculteurs d'être plus autonomes et donc plus résilients au changement climatique. Ces organismes s'appuient en particulier sur les travaux de Solagro, laboratoire de recherche spécialisé dans l'adaptation de l'agriculture au changement climatique (EN2). La Chambre d'agriculture de Bretagne a aussi produit un document de diagnostic sur l'adaptation de l'agriculture au changement climatique (2021), et mis en place le projet de recherche FermaAdapt à l'échelle des régions Bretagne et Pays de la Loire, qui se déploie depuis 2021 et jusqu'en 2025. Dans la Chambre d'agriculture du Finistère, un groupe « Techniques de Conservation du sol » existe depuis 2001, avec la vocation de rendre accessibles les pratiques de l'agriculture de conservation grâce à la mutualisation des connaissances entre agriculteurs (EN8). Il serait intéressant de soutenir, de développer et de multiplier ces projets de recherche et ces groupes de travail, pour en faire connaître plus largement les conclusions. Et pour aller plus loin que le simple partage de connaissances, des mesures incitatives pourraient être mises en place, sur le modèle du « Pass Agri Bas-Carbone » délivré par la Région Bretagne et opéré par le GIE Elevages de Bretagne, par exemple. Cette mesure incitative d'atténuation comprend un diagnostic de l'exploitation et la mise en place d'un plan d'action sur 5 ans permettant de réduire son empreinte carbone. Selon un éleveur bovin, représentant de la FNSEA à la Chambre d'agriculture, l'idée de ce pass

à terme, serait de conditionner les prêts bancaires à son obtention (ExD), ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Enfin, on peut imaginer des mesures plus coercitives. Par exemple, un agriculteur à la retraite nous a raconté qu'au Brésil, si des terres quittent un champ à cause de l'érosion et se retrouvent dans un cours d'eau, c'est l'agriculteur à qui appartient le champ qui est responsable. *"Bah ça va vite hein ! Les gars ont vite compris que... il fallait changer de pratiques."* (EN8).

FREIN : A un niveau individuel, plusieurs enquêtés relèvent la **complexité des démarches administratives** pour mettre en place des solutions d'adaptation au changement climatique dans leur quotidien, comme l'accès à la prime « MaPrimRénov' » par exemple (EN3, questionnaire).

LEVIER : Il semble important de faire connaître les aides disponibles, et d'accompagner les populations dans la demande de ces aides.

Freins et leviers politiques

68% des répondants au questionnaire estiment que le gouvernement et les institutions internationales ne s'engagent pas assez pour l'AdCC, et ils sont 54% à penser la même chose pour les collectivités territoriales. On peut en conclure que l'attente est très forte dans le COB vis-à-vis des tenants des politiques publiques : même si beaucoup (59% des répondants) considèrent que la lutte contre le changement climatique doit passer par des changements de mode de vie individuels, la grande majorité des répondants estiment que cela ne peut se faire sans le soutien des politiques publiques.

FREIN : **L'ingérence du milieu agricole conventionnel / industriel** dans la politique territoriale semble représenter un frein important à l'adaptation au changement climatique pour les habitants du COB. La présence des lobbys agro-industriels, dans les prises de décisions politiques au niveau local comme aux niveaux national et européen, peut empêcher les changements de pratique et la transformation des modèles agricoles conventionnels vers des modèles relevant de l'agroécologie. C'est un discours politique souvent tenu par les militants écologistes locaux (EN6, ExA), qui s'appuient sur des travaux révélant la banalisation des pratiques de pression politique et de cumul de mandats par les tenants de l'agro-industrie (Léraud, Van Hove, 2019 ; Legendre, 2023 ; Léraud, Falc'hon, 2024). Ces pratiques sont aussi dénoncées, plus discrètement, par des techniciens d'organismes de gestion (EX7), des agriculteurs (EN8, EN2) et des élus (EN8). Une technicienne d'un SAEP nous a par exemple raconté les pressions que la Chambre d'agriculture de Bretagne lui a fait subir pour empêcher l'application du programme Zéro Phyto dans son territoire (EN7).

LEVIER : Dans ce cadre, encourager à un niveau local le dialogue entre acteurs du monde agricole, élus, citoyens ayant des intérêts et des visions en apparence opposés paraît essentiel, pour parvenir à des

consensus, ou du moins, à des compromis sur le sujet de l'adaptation au changement climatique (EN8, ExA, EN2, EN7).

FREIN : Le manque de confiance dans les politiques publiques, nationales comme locales, peut freiner la mise en place d'une stratégie d'AdCC. Ce manque de confiance, pour certains, est lié au fait que les tenants des politiques publiques ne prennent pas de décisions assez radicales en matière d'atténuation et d'AdCC :

« Les institutions ne font qu'occuper l'actualité avec le fait qu'on s'en occupe c'est urgent, mais dans les faits il n'y a pas grand-chose » (Militant écologiste, CCKB, ExA)

Pour d'autres enquêtés, les élus locaux font carrément de mauvais choix en matière d'AdCC :

« J'ai mangé hier soir avec une copine conseillère à la mairie, et elle disait qu'un adjoint voulait mettre des bâches dans le bourg pour empêcher les herbes, c'est débile ! Et il représente du monde. » (EN4, maraîcher bio, CCHC)

Pour d'autres enfin, les tenants des politiques publiques ne consultent pas suffisamment les citoyens concernés par le changement climatique. On souligne un manque de débat public sur ces questions, qui alimente l'impression que tout engagement personnel, tout changement de mode de vie individuel ne sert à rien (EN3, EN4, EN2, EN6, ExA).

LEVIER : Certains élus du territoire sont néanmoins perçus, au moins par une partie des enquêtés, comme plus engagés en faveur de la lutte contre les effets du CC. Certains élus locaux de la CCKB en particulier ont été parfois reconnus comme de bons interlocuteurs pour les agriculteurs qui s'engagent dans la transition agroécologique (EN2), et pour les associations naturalistes garantes des espaces naturels protégés (ExB). Un naturaliste de la CCKB alimente l'espoir que ces « bons » élus puissent être des exemples pour les autres (ExB).

De façon générale, il semble important pour les enquêtés d'encourager les collectivités territoriales à favoriser les échanges entre société civile et décideurs dans la construction d'une stratégie d'AdCC. Un militant écologiste (ExA) suggérait d'organiser une grande concertation citoyenne locale sur le climat, à la manière de la concertation citoyenne sur le climat à l'échelle nationale. Mais initier une consultation citoyenne locale ne suffit pas selon lui : il faut aussi impliquer les citoyens dans les prises de décision, dans la construction des solutions, pour éviter les sentiments de frustration et de colère, et le désintéressement des populations (ExA). L'exemple de l'écriture du SCOT du Pays COB est éclairant de ce point-de-vue-là : des citoyens ont participé à son écriture *via* la consultation du Conseil de Développement, mais leurs contributions ont été peu prises en compte dans la forme finale du

document, et aucun retour ne leur a été fait. Cette situation a engendré une forte tension entre les habitants ayant été consulté et les décideurs du SCOT, c'est-à-dire les élus du Pays COB. Une militante écologiste déclarait, à propos de la consultation citoyenne préalable à l'écriture du SCOT :

« Y avait un peu un truc de... Bah en fait, on se fout de notre gueule, on nous propose de faire des trucs de participer à ça, on nous vend la démocratie, quand on voit le résultat final, c'est toujours les mêmes qui vont prendre la décision et écarter ou pas certaines propositions. J'ai l'impression qu'il n'y a pas de quotas de "on est obligés de retenir 20% de ce qui a été proposé par les citoyens". » (EN6)

L'exemple du SCOT permet de réfléchir à la notion de « participation » dans le cadre des consultations citoyennes menées par les collectivités publiques. Quel pouvoir de décision veut-on accorder aux citoyens consultés ? Comment on les accueille, comment on leur répond ensuite ? Comment on gère des potentiels conflits entre les citoyens consultés et les décideurs finaux ? Autant de pistes de réflexions abordées dans des travaux sociologiques et d'éducation populaire tels que *Les cahiers du Pavé*, écrits par la SCOP d'éducation populaire « Le Pavé » entre 2012 et 2014.

FREIN : La temporalité de la politique est celle du mandat. Ce temps peut être perçu comme trop court, trop immédiat par rapport aux nécessités de l'adaptation, qui demande de comprendre les événements passés, et d'anticiper le futur dans le long terme (EN3, ExB, ExA). Mais on peut penser en même temps que l'adaptation est urgente, qu'elle ne doit pas attendre (questionnaire, ExA).

LEVIER : La question du changement climatique interroge notre rapport au temps : c'est le sujet de l'article « Perception et rapport au temps de l'action » du Bulletin 2024 du Haut Conseil Breton pour le Climat. Les membres du HCBC qui ont écrit ce texte insiste sur le fait que le débat autour de l'adaptation au changement climatique est impossible *quand « les acteurs ne raisonnent pas sur les mêmes échelles temporelles »*. Ces échelles peuvent donc être celle de la mémoire des événements vécus, les échelles de temps géologiques des analyses scientifiques, le temps de l'action immédiate et urgente, ou encore le temps des projections futures. L'article souligne l'intérêt de s'accorder sur *« un registre temporel commun quand il s'agit de prendre une décision pour l'action »*.

FREIN : Les mots ne font pas toujours consensus quand on parle d'adaptation au changement climatique. Pour certains, parler de « changement climatique » est déjà un compromis, car il faudrait mieux parler de *« dérèglement climatique »* : le mot est plus fort et renvoie à une situation anormale et grave dont l'espèce humaine est responsable, et pas seulement une variation naturelle (ExA, ExB). De la même manière, pour certains agriculteurs, parler « d'exploitations agricoles » est une aberration dans le cadre de l'adaptation au changement climatique, car cette notion renvoie à l'idée

que les agriculteurs sont « *des miniers sur un stock de carbone, qu'on minéralise et dont on profite* » (EN8).

LEVIER : Dans un débat politique comme celui du choix de la stratégie d'adaptation au changement climatique d'un territoire, les termes utilisés sont porteurs de signification idéologique, de valeurs. Comme pour le registre temporel, il semble important de s'accorder sur le sens que l'on donne aux mots utilisés dans le cadre d'un débat et d'une prise de décision.

FREIN : **Agir seulement à un niveau local ne suffit pas**, ni seulement à un niveau national, ni non plus à un niveau européen : il faut que le monde entier s'y mette, et notamment les pays les plus pollués (EN3, EN4).

LEVIER : Si le Pays COB n'a pas les capacités de se coordonner avec l'Europe ou avec le monde entier, il peut du moins coordonner son action avec les territoires voisins (communes, EPCI, Pays et PÉTR voisins) et les territoires d'échelles supérieures (départements, région). Une telle coordination pourrait permettre la mise en commun des savoirs et des ressources, et la cohérence des orientations stratégiques de l'adaptation au changement climatique.

Freins et leviers culturels et psycho-sociologiques

FREIN : Les habitants du COB font face à différents freins psycho-sociologiques qui pourraient les empêcher de s'engager dans une stratégie collective d'adaptation au changement climatique. **C'est d'abord la difficulté à sortir de ses habitudes**, notamment ses habitudes de consommation (consommation d'énergie, consommation alimentaire) (EN3, EN4), et ses habitudes de production, en particulier pour les agriculteurs (EN1). C'est encore plus vrai pour les plus âgés : certains l'expliquent par le fait qu'ils ont vécu l'abondance pendant les 30 glorieuses (EN3), d'autres par le fait qu'ils sont trop âgés pour s'inquiéter pour leur futur (EN2, EN3, ExC). En lien avec la difficulté à sortir de ses habitudes, c'est **la difficulté à imaginer qu'autre chose est possible** (EN1). Par exemple, un agriculteur conventionnel tente d'imaginer ce que serait une vie sans énergies fossiles : pour lui, ce serait une « *révolution* », puisqu'il faudrait faire sans intrants et sans exportation lointaine, mais il a du mal à se le représenter : « *moi je suis pas capable de dire à quoi nos modes de production, nos modes de vie vont ressembler après, c'est difficilement palpable.* » (Elevé bovin lait, 46 ans, CCKB, ExD). Un autre frein peut être la **difficulté psychologique à s'attribuer la responsabilité des impacts du CC**. Un agriculteur raconte par exemple que ses voisins agriculteurs attribuent l'érosion des sols aux pluies, mais pas au labour et à la destruction des sols, se désresponsabilisant de ce fait du problème. L'agriculteur enquêté justifie ce déni par un besoin de préservation de sa santé mentale : « *Et heureusement qu'on est capable de se déculpabiliser de ces choses-là parce que sinon y a pas de vie possible* » (Elevé et céréalier à la retraite, 70 ans, CCHC). Enfin, **la résignation, le sentiment de désillusion** peuvent être un

frein à l'action, puisqu'ils conduisent au sentiment d'impuissance et au découragement, car « *ça vaut pas le coup* » (EN4, EN5, ExA). Même les plus jeunes, pourtant souvent plus sensibles aux questions environnementales (Inserm, 2022), ne réussissent pas toujours à imaginer un meilleur futur possible : « *Mais en fait y a pas trop de solutions hein je trouve.* » (Collégien, 15 ans, RMC).

LEVIER : Au-delà de l'accompagnement financier et technique, les enquêtés soulignent un fort besoin de **sensibilisation**. Sensibilisation aux enjeux du changement climatique, mais aussi aux solutions possibles pour s'y adapter : 27% des répondants estiment se sentir impuissants, ne pas entrevoir de solutions concrètes au changement climatique (graphique*). Mais comment sensibiliser ? Plusieurs enquêtés soulignent que les approches de la question du CC habituellement utilisées n'ont pas fait leurs preuves, en termes de sensibilisation. Par exemple, une approche très techniciste, naturaliste, peut rendre les questions environnementales peu accessibles aux personnes non initiées (EN1). De la même manière, une approche par la peur et l'urgence peut faire fuir (EN1, EN4). Au contraire, une chargée de mission dans une association environnementale conseille de s'appuyer sur une approche sensible de la question du changement climatique :

"les gens ne s'investissent qu'à partir du moment où ils sont touchés, où ils sont concernés par ce pour lequel ils se battent [...] une approche sensible [...] c'est peut-être par cette entrée là qu'ils peuvent ensuite se saisir ensuite d'enjeux plus techniques" (EN1)

Concrètement, une « approche sensible », cela peut vouloir dire : s'intéresser aux personnes en leur proposant des activités qu'elles aiment ou qui les touchent, et utiliser ce prétexte pour parler de CC et d'adaptation (EN1, EN6). On imagine par exemple des personnes rassemblées autour d'un repas pour parler des modes de production et de consommation alimentaires (EN6), ou encore :

"un panel de propositions suffisamment large pour que, au bout d'un moment, ben si tu aimes la peinture, ou les petites bêtes, ou le kayak, ou je sais pas quoi, tu sois un moment amené à avoir une proposition qui te convient et donc où tu commences à t'accrocher à ce milieu et à ces problématiques" (Chargée de mission dans une association environnementale, 43 ans, Hors COB, EN1)

C'est ce que le Pays COB tente déjà de faire avec la mise en valeur des « Veilleurs de pluie » du territoire. De la même manière, installer un pluviomètre dans une commune pour observer l'évolution de la pluviométrie à l'échelle ultra-locale (EN4), ou dans un établissement scolaire pour l'exploiter en classe (EN9), sont autant de pistes qui permettent d'aborder la question du changement climatique de façon ludique et sensible.

FREIN : Certains enquêtés estiment que **les individus, en général, ne prennent conscience du CC qu'après avoir vécu des catastrophes climatiques** (ExA, ExB). Cela se vérifie, dans le questionnaire, puisque les « catastrophes météorologiques » sont l'idée la plus souvent associée spontanément à l'idée de changement climatique (figure*). Cela s'explique aussi sociologiquement : plus on a vécu des catastrophes climatiques, plus sa distance psychologique vis-à-vis du changement climatique se réduit, c'est-à-dire qu'on est davantage susceptible d'en prendre conscience et de se sentir concerné. Mais cela peut être un problème pour identifier les effets locaux et quotidiens du changement climatique.

LEVIER : Là encore, la sensibilisation est importante pour rappeler que le changement climatique ne s'illustre pas que par les catastrophes climatiques. Mais cela nécessite d'abord de comprendre les enjeux locaux du changement climatique, et de créer **une « culture commune du risque »** à un niveau local (EN6), c'est-à-dire un socle commun de connaissances sur les risques climatiques passés, actuels et futurs à l'échelle du territoire (Géoconfluences, 2019). Le Cerema, établissement public relevant du Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, développe des outils favorisant l'émergence de cette culture du risque dans les territoires. Il en préconise le développement en 3 étapes : diagnostic du territoire pour mieux connaître les risques auxquels celui-ci est exposé (en cours pour le Pays COB), développement et mise en œuvre d'outils réglementaires, et mise en œuvre de procédés de sensibilisation et d'éducation aux risques locaux. Ces procédés peuvent prendre différentes formes : entretien de la mémoire des événements passés (en mobilisant la mémoire des anciens, en commémorant des événements marquants), activités ludiques, mobilisation de disciplines artistiques, recours à la science participative, ... Le document « Culture du risque : Les clefs pour mieux impliquer les populations » publié par le Cerema en 2021 est éclairant de ce point-de-vue-là, et propose des exemples intéressants. Dans le COB, le souvenir récent de la tempête Ciarán, qui s'est accompagné dans certaines communes d'une grande solidarité entre habitants (échanges de groupes électrogènes, entraide pour couper les arbres tombés sur les routes et dans les bois, soutien psychologique, ...) (ExC), pourrait être ravivé à bon escient pour parler du changement climatique dans le territoire et des capacités locales d'adaptation.

FREIN : Certains enquêtés soulignent **la progression lente des connaissances scientifiques**, qui ne permet pas de répondre aujourd'hui à toutes les questions de l'AdCC, et qui peut générer de l'inquiétude et un sentiment d'impuissance (EN8, ExB).

LEVIER : Le partage de connaissances est un élément important pour lutter contre l'incertitude des connaissances scientifiques. On l'a vu, les personnes les plus optimistes quant aux capacités d'adaptation du territoire face au CC sont celles qui sont proches d'associations, les agriculteurs proches de groupes de travail, les travailleurs proches d'un syndicat (EN2, EN3, EN4, EN8). De façon

générale, les « savoirs locaux » peuvent être une source de connaissance intéressante pour faire face à l'incertitude :

"Valoriser les savoirs des personnes sur leur territoire, leurs connaissances du milieu, de la rivière, donc partager ces savoirs, et aussi amener d'autres personnes à s'intéresser à ces milieux" (Chargée de mission dans une association environnementaliste, 43 ans, Bretagne, EN1)

Conclusion : vérification des hypothèses

Les perceptions du changement climatique dans le Centre Ouest Bretagne nous donnent des clés d'information importantes pour concevoir une stratégie d'adaptation efficace dans le territoire.

Notre première hypothèse est en partie confirmée : **l'environnement naturel et agricole du COB facilite l'identification des marqueurs locaux du changement climatique**. Cela se confirme en particulier pour les personnes les plus au contact de la terre et des ressources naturelles, c'est-à-dire les agriculteurs et les personnes travaillant en extérieur, comme les artisans du bâtiment, mais aussi les personnes s'occupant d'un jardin ou d'animaux à leur domicile. On peut dire que les habitants du COB présentent généralement une faible « vulnérabilité cognitive » vis-à-vis du changement climatique, définie comme « un état cognitif dans lequel le sujet ne dispose ni des informations / connaissances suffisantes, ni des modes de traitement de l'information nécessaires à la compréhension optimale des phénomènes climatiques » (Lammel *et al.*, 2012). Au contraire, les habitants du COB, en plus de médias d'information variés les informant des conséquences du changement climatique dans le monde, ont accès à de nombreux signes du changement climatique dans leur environnement quotidien, et sont nombreux à avoir vécu des événements climatiques exceptionnels (tempêtes, sécheresses, feux de forêt, inondations) ayant eu des impacts sur leur quotidien et leur permettant de prendre conscience du changement climatique.

Néanmoins, des éléments peuvent rendre difficiles la compréhension des enjeux du changement climatique dans le territoire. La confusion météo/climat est une confusion tenace parmi les populations du COB, en particulier concernant la pluviométrie : alors qu'on identifie bien que les épisodes de canicule et de sécheresse sont dus au changement climatique, c'est plus difficile pour les épisodes de pluies intenses, puisque la pluie est déjà naturellement intense et fréquente dans le territoire. En outre, le COB est souvent perçu comme un territoire relativement préservé du changement climatique, en comparaison avec d'autres territoires : le climat doux, les risques d'inondation plus faibles que sur les côtes bretonnes, la forte pluviométrie et le faible ensoleillement, la faible urbanisation sont autant de facteurs qui peuvent laisser penser que le COB est épargné par le changement climatique. Enfin, le climato-scepticisme existe dans le COB : il concerne plutôt des personnes âgées, plus souvent des hommes, disposant de moins bonnes connaissances sur le changement climatique (parce qu'ils en ont moins fait l'expérience et parce qu'ils se renseignent moins sur le sujet), se situant plus souvent dans les Monts d'Arrée, et étant en général, très ancré dans leur lieu de vie. Certains habitants du COB, en particulier ceux qui rassemblent les caractéristiques précitées, peuvent donc malgré tout souffrir d'une certaine « vulnérabilité cognitive » vis-à-vis du changement climatique, due à une forme de distance psychologique vis-à-vis du risque climatique : on

perçoit que le risque n'est pas assez proche de soi (spatialement, temporellement, socialement et hypothétiquement) pour s'en inquiéter.

Quant à notre deuxième hypothèse, elle est difficile à vérifier car **les habitants du COB peinent à définir et à comprendre la notion « d'adaptation au changement climatique »**, alors que l'idée d'atténuation est bien ancrée. Ils sont une majorité à envisager la question du changement climatique sous l'angle de la responsabilité individuelle, alors que l'adaptation s'opère de façon plus significative au niveau d'un territoire. Certaines personnes arrivent malgré tout à définir la notion d'adaptation, mais elles en proposent une définition en négatif de l'atténuation : l'adaptation est un pis-aller à l'atténuation, un lâche compromis, alors que pour les institutions publiques comme le Pays COB, l'adaptation est complémentaire de l'atténuation. Dans le COB, il y a donc déjà un fort enjeu à faire comprendre ce que « s'adapter au changement climatique » signifie.

Notre deuxième hypothèse se vérifie néanmoins, au moins en partie : **si les habitants du COB présentent une faible « vulnérabilité cognitive » au changement climatique, ils sont malgré tout généralement pessimistes** quant à la capacité d'adaptation du territoire. Les émotions associées au changement climatique témoignent souvent d'un sentiment d'impuissance : il est trop tard pour faire quelque chose, la tâche est trop grande, on manque de moyens... En ce sens, les habitants du COB ressemblent à l'ensemble des Français (ADEME, 2023). Et même s'ils sont capables d'identifier des solutions d'adaptation au changement climatique existantes dans leur territoire, ou d'en imaginer de nouvelles, ils identifient de nombreux obstacles à leur réalisation. Nous avons recensé dans cette enquête les solutions connues et imaginées, et les obstacles perçus à leur réalisation. L'éloignement géographique et social des littoraux et des métropoles régionales ne semble pas être un frein important à l'adaptation dans le COB, au contraire de ce que nous avons envisagé dans la deuxième hypothèse. Les freins à l'adaptation sont surtout dus au caractère rural et agricole du territoire (la faible densité freine le développement de transports en commun, le modèle agricole intensif freine le développement de haies et de bocages, par exemple), et à son écartèlement entre trois départements (le Pays COB a peu de compétences en soi, par rapport aux départements). Pour surmonter ces obstacles et renforcer la capacité d'adaptation du territoire, **le Pays COB peut s'appuyer sur la proximité des habitants avec de riches ressources naturelles, sur la mémoire des événements climatiques vécus, ainsi que sur des initiatives déjà existantes** en faveur de l'adaptation, impulsées par des communes, des intercommunalités, des syndicats de bassin versant, des associations environnementales ou écologistes, la Chambre d'agriculture ou encore des organisations d'agriculteurs.

Notre troisième hypothèse est également confirmée. D'abord, **le niveau de vie joue bien un rôle** dans la perception du changement climatique dans le COB, mais pas exactement comme on pourrait

l'attendre et pas de façon très significative : les climato-sceptiques ont un peu plus souvent un niveau de vie moyen voire faible, tandis que les personnes les plus inquiètes par rapport au changement climatique sont un peu plus souvent des personnes dont le niveau de vie est moyen ou bon, parce qu'elles consultent un peu plus de sources d'informations sur le changement climatique. Mais, paradoxalement, les personnes avec un meilleur niveau de vie constituent aussi la plus grande part des personnes les moins inquiètes. Pour mieux comprendre ce paradoxe, il aurait été intéressant d'avoir des données sur le niveau de diplôme des enquêtés : cela nous aurait permis d'approfondir notre compréhension de la position sociale des enquêtés en prenant en compte non seulement leur capital économique (les revenus et le patrimoine, ici identifié par le niveau de vie), mais aussi leur capital culturel (savoirs, compétences, diplômes, ...) (Bourdieu, 1996). Ensuite, **les expériences personnelles font varier les perceptions du changement climatique** : moins on déclare avoir vécu d'événements climatiques, plus on a de chances d'être climato-sceptique ; en cela, les habitants du COB ne diffèrent pas de l'ensemble des Français (ADEME, 2023), ni de populations de pays des Suds (Kosmowski *et al.*, 2015). Enfin, **les différences de cadre de vie au sein-même du COB influencent bien les perceptions du changement climatique** : les climato-sceptiques sont les plus présents dans le territoire le plus faiblement peuplé du COB, les Monts d'Arrée, tandis que les habitants de la CCKB, communauté de communes dotée d'un service environnement fourni, perçoivent plus positivement les capacités d'adaptation de leur territoire.

A partir de ces résultats, nous avons établi une série de recommandations à destination du Pays COB, dans le but d'orienter sa stratégie d'adaptation au changement climatique dans le COB. On trouvera la liste de ces recommandations en annexe.

Conclusion : limites de l'enquête et ouvertures

Si le questionnaire a permis de doter les résultats de l'enquête par entretiens de données chiffrées et généralisables, il pourrait encore être analysé de façon plus approfondie au moyen de traitements statistiques plus complexes. On pourrait, par exemple, opérer des analyses par correspondances multiples entre variables qualitatives, afin de créer une typologie des habitants du COB en fonction de leurs perceptions et de leurs caractéristiques socio-démographiques. Nous avons déjà esquissé une typologie, au moyen de croisements statistiques simples, en dessinant le portrait des « climato-sceptiques », mais une ACM pourrait permettre de la complexifier et de l'enrichir.

Par ailleurs, il serait intéressant de localiser les résultats de cette enquête de façon plus précise. Les résultats nous permettent de caractériser globalement les communautés de commune au regard des perceptions de leurs habitants, mais on pourrait aller encore plus loin en opérant des diagnostics à leur échelle. Dans les recommandations faites au Pays COB, on suggère de s'appuyer sur les outils de la science participative pour faire ces diagnostics locaux : on pourrait imaginer mobiliser les habitants pour recueillir leurs observations quotidiennes et leur souvenir des événements climatiques vécus à l'échelle de leur territoire, en les localisant grâce à des zonages à dire d'acteur ou des outils de cartographie participative.

Cette dernière suggestion, et globalement l'ensemble de cette enquête de perception, donne à réfléchir sur la place accordée aux savoirs locaux dans la construction des politiques publiques locales. Dans le cadre d'une stratégie d'adaptation territoriale, comment intègre-t-on (ou pas) les savoirs locaux sur le changement climatique ? Que fait-on quand ces savoirs entrent en contradiction les uns avec les autres, ou quand ils entrent en contradiction avec les données scientifiques ?

Enfin, cette enquête de perception ouvre sur une autre question pratique : quel type de stratégie d'adaptation au changement climatique adopte-t-on dans un territoire comme le COB ? Une stratégie d'adaptation-résilience, d'adaptation-transition ou d'adaptation-transformation ? Finalement, toutes les options se trouvent dans les perceptions des habitants et acteurs du COB. Charge ensuite aux élus et aux techniciens du territoire d'orienter l'action.

Bibliographie

Publications académiques

Bagby, J., 1957. «A cross-cultural study of perceptual predominance in binocular rivalry», *Journal of Abnormal and Social Psychology*, n°54, pp.331-334. DOI : [10.1037/h0046310](https://doi.org/10.1037/h0046310) , consulté le 13/03/2024.

Barthe L., Sibertin-Blanc M., 2020, *Le bien vivre dans les territoires de proximité : des facteurs aux capacités requises. L'exemple en Occitanie*. HAL id : hal-02435158f, consulté 18/08/2024.

Barraud R., Andreu-Boussut V., Chadenas C., Portal C. et Guyot S., 2019, « Ensauvagement et ré-ensauvagement de l'Europe : controverse et postures scientifiques », *Bulletin de l'association de géographes français*, n°69. URL : <http://journals.openedition.org/bagf/5141> , consulté le 23/08/2024.

Berger P., Luckmann T., 1966, *La construction sociale de la réalité*, rééd. 2003, Paris : Armand Colin.

Blake J., 1999, "Overcoming the 'Value-action Gap' in Environmental Policy: Tensions between National Policy and Local Experience", *Local Environment*, vol.4, n°3, pp. 257-78. DOI : [10.1080/13549839908725599](https://doi.org/10.1080/13549839908725599) , consulté le 15/03/2024.

Bonnemains A., 2016, *Perceptions et représentations du changement climatique auprès des populations dans leur cadre de vie*. [Rapport de recherche] LabEx ITEM. HAL id : hal-01420366v2, consulté le 14/02/2024.

Bourdieu P., 1996, *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*, Paris : Seuil.

Bourdieu P., 2003, « L'objectivation participante », dans *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°150, pp. 43-58.

Cabecinhas R., Lázaro A. et Carvalho A., 2008, « Media uses and social representations of climate change » dans Carvalho A. (éd.), *Communicating Climate Change: Discourses, Mediations and Perceptions*, pp.170-189, Braga: Centro de Estudos de Comunicação e Sociedade, Universidade do Minho. URL : http://www.lasics.uminho.pt/ojs/index.php/climate_change/article/view/421 , consulté le 5/03/2024.

Castro P., 2006, "Applying social psychology to the study of environmental concern and environmental worldviews: Contributions from the social representations approach", *Journal of Community & Applied Social Psychology*, n°16, pp. 247–266. DOI : [10.1002/casp.864](https://doi.org/10.1002/casp.864) , consulté le 13/03/2024.

Dubuisson-Quellier, S., 2024, « L'envers des écogestes. », *Revue Projet*, n°400, pp. 49-53. DOI : [doi-org.gorgone.univ-toulouse.fr/10.3917/pro.400.0049](https://doi.org/gorgone.univ-toulouse.fr/10.3917/pro.400.0049) , consulté le 11/08/2024.

Durkheim E., Mauss M., 1903, « De quelques formes primitives de classification. Contribution à l'étude des représentations collectives. », *L'Année sociologique*, n°6, pp. 1 à 72. URL : http://classiques.ugac.ca/classiques/mauss_marcel/essais_de_socio/T7_formes_classification/forme_s_classification.html , consulté le 15/08/2024.

Durkheim E., 1922, *Education et sociologie*, Paris: Les Presses universitaires de France.

Friedman A., 2011, « *La perception : une approche en sociologie cognitive* », dans Clément F. et Kaufmann L. (dir.), *La sociologie cognitive*, pp. 161-192, Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme. DOI : [10.4000/books.editionsmssh.14415](https://doi.org/10.4000/books.editionsmssh.14415) , consulté le 11/03/2024.

García-Mira R., Real J-E., Romay J., 2005, « Temporal and spatial dimensions in the perception of environmental problems: An investigation of the concept of environmental hyperopia », *International Journal of Psychology*, vol.40 n°1, pp.5-10. DOI : [10.1080/00207590444000078](https://doi.org/10.1080/00207590444000078) , consulté le 15/03/2024.

Garfinkel H., 1964, *Studies in Ethnomethodology*, Englewood Cliffs : Prentice Hall.

Gastineau S., 2020, *L'effet des messages temporels du changement climatique sur la distance psychologique et les intentions comportementales d'atténuation et d'adaptation*, mémoire de recherche sous la direction de Weiss K., Université de Nîmes.

Grossetête M., 2019, « Quand la distinction se met au vert: Conversion écologique des modes de vie et démarcations sociales. », *Revue Française de Socio-Économie*, n°22, pp. 85-105. DOI : <https://doi.org/10.3917/rfse.022.0085> , consulté le 20/08/2024.

Guillemot J., Mayrand E., Gillet J. & Aubé M., 2014, « La perception du risque et l'engagement dans des stratégies d'adaptation aux changements climatiques dans deux communautés côtières de la péninsule acadienne. » *Vertigo- la revue électronique en sciences de l'environnement*, vol.14 n°2. DOI : <http://dx.doi.org/10.4000/vertigo.15164> , consulté le 14/02/2024.

Guimelli C., 1999, « Les représentations sociales », dans : Guimelli C. (éd.), *La pensée sociale*, pp. 63-78, Paris : Presses Universitaires de France. URL : <https://shs.cairn.info/la-pensee-sociale--9782130497776-page-63?lang=fr> , consulté le 14/02/2024.

Kaufmann J-C., 1996, rééd. 2016, *L'entretien compréhensif*, Paris : Armand Colin.

Kosmowski F., Lalou R., Sultan B., Ndiaye O., Muller B., Galle S., & Seguis L., 2015, « Chapitre 4. Observations et perceptions des changements climatiques », dans Sultan B., Lalou R., Amadou Sanni M., Oumarou A., & Soumaré M-A.(éds.), *Les sociétés rurales face aux changements climatiques et environnementaux en Afrique de l'Ouest*, Montpellier : IRD Éditions.

Kuhn T., 1962, *The Structure of Scientific Revolutions*, rééd. 1996, Chicago & Londres : The University of Chicago Press.

Lammel A., Dugas E., Guillen Gutierrez E., 2012, « L'apport de la psychologie cognitive à l'étude de l'adaptation aux changements climatiques : la notion de vulnérabilité cognitive », *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement*, vol.12 n°1. DOI : <https://doi.org/10.4000/vertigo.11915> , consulté le 14/03/2024.

Lowe D., 1982, *History of Bourgeois Perception*, Chicago : University of Chicago Press.

Malinowski B., 1929, *The Sexual Life of Savages in North Western Melanesia*, New York : Halcyon House.

Martin O., 2020, *L'analyse quantitative de données*, 5^e édition, Paris : Armand Colin, Collection 128 Pages.

McGarty C. et Turner J.C, 1992, « The effect of categorization on social judgement », *British Journal of Social Psychology*, n°31, pp. 253-268. DOI : [10.1111/j.2044-8309.1992.tb00971.x](https://doi.org/10.1111/j.2044-8309.1992.tb00971.x) , consulté le 11/03/2024.

Michel-Guillou É., 2014, « La représentation sociale du changement climatique : enquête dans le sens commun, auprès de gestionnaires de l'eau. », *Les Cahiers Internationaux de Psychologie Sociale*, n°104, pp. 647-669. DOI : [10.3917/cips.104.0647](https://doi.org/10.3917/cips.104.0647), consulté le 14/02/2024.

Moesinger A., 2019, « Influence of socio-economic stressors on interpretations of climate change on Takuu Atoll, Papua New Guinea », *Journal de la Société des Océanistes* n° 149. DOI : [10.4000/jso.11312](https://doi.org/10.4000/jso.11312), consulté le 14/02/2023.

Moscovici S., 1961, *La psychanalyse, son image et son public*, rééd. 1976, Paris : puf.

Pelling M., 2011, *Adaptation to Climate Change. From Resilience to Transformation*, Londres : Routledge.

Powers P., Andriks J. et Loftus E., 1979, « The eyewitness accounts of males and females », *Journal of Applied Psychology*, n°64, pp.339-347. DOI : <http://dx.doi.org/10.1037/0021-9010.64.3.339> , consulté le 11/03/2024.

Sacks O., 1989, *Seeing Voices: A Journey into the World of the Deaf*, Berkeley & Los Angeles : University of California Press.

Schoeneich P., Busset-Henchoz M-C., Bridel L., Dulex-Putallaz S., Herold-Revaz A.et Ledergerber R., 1997, « La représentation des risques par les habitants : Perception différenciée et adaptations psychologiques », *Eclogae Geologicae Helvetiae*, n°90, pp. 463-169.

Silvain J., 2020, « Érosion de la biodiversité et fonctionnement des sociétés : du constat aux recommandations. Les enseignements tirés de l'évaluation mondiale réalisée par l'IPBES en 2019 », *Annales des Mines - Responsabilité & environnement*, N° 100, pp.8-14. DOI : <https://doi.org/10.3917/re1.100.0008> , consulté le 28/08/2024.

Sourdril A., Garine Wichatitsky E., 2019, « Comment parler du temps qu'il fait à l'heure du changement climatique ? Petit catalogue de "Météorologies locales" », *ethnographiques.org*, n°38. URL : https://www.ethnographiques.org/2019/Sourdril_Garine , consulté le 29/07/2024.

Spence A., Pidgeon N., 2009, "Psychology, climate change & sustainable behavior", *Environment*, n°51, pp. 9-18.

Spence A., Pidgeon N., 2010, "Framing and communicating climate change : The effects of distance and outcome frame manipulations", *Global Environmental Change*, n°20, pp. 656-667. DOI : [10.1016/j.gloenvcha.2010.07.002](https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2010.07.002) , consulté le 15/03/2024.

Tritz C., Schiavone S., Rome S., Bigot S., David L., *et al.*, 2012, « Perception du changement climatique par les professionnels du tourisme : exemple dans le département de la Drôme (France) », dans le 25^e colloque de l'association internationale de climatologie, à Grenoble, France.

Trope Y., Liberman, N. et Wakslak C. J., 2007, « Construal levels and psychological distance : Effects on representation, prediction, evaluation, and behavior.", *Journal of Consumer Psychology*, n°17, pp. 83–95. DOI : [https://doi.org/10.1016/s1057-7408\(07\)70013-x](https://doi.org/10.1016/s1057-7408(07)70013-x) , consulté le 15/03/2024.

Turner, B., 1992, *Regulating Bodies: Essays in Medical Sociology*, London & New York : Routledge.

Van Gameren V., Weikmans R., Zaccai E., 2014, *L'adaptation au changement climatique*, Paris : La Découverte.

Verlynde N., 2018, « Perception des risques et du changement climatique en zone littorale densément peuplée. », *Environnement Risque Santé*, n° 17, pp. 278-293. URL : https://shs.cairn.info/article/ERS_173_0278?lang=fr , consulté le 14/02/2024.

Weiss K., Richard I., Michel-Guillou E., 2014, « Chapitre 10 : Changement climatique et pratiques agricoles », dans Depeau S., Marchand D., Weiss K., 2014, *L'individu au risque de l'environnement. Regards croisés de la psychologie environnementale*, Paris : Editions In Press.

Publications institutionnelles et grand public

ADEME, 2023, « Représentations sociales du changement climatique : 24 -ème vague du baromètre. Rapport grand public ».

Agence Adeupa, 2024, « L'évolution récente de la population du Pays COB », *Flash Démo*.

Agence de l'eau Loire-Bretagne, 2022, « Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux », accessible en ligne : <https://sdage-sage.eau-loire-bretagne.fr/home/le-sdage-2022-2027/les-documents-du-sdage-2022---2027.html?dossierCurrentElementd2a28a50-16cc-425f-8115-fc25e6387ae9=1f1ddd36-67d3-4faa-9650-cc914eee2f0c> , consulté le 15/08/2024.

Agreste, décembre 2022, *La Bretagne Agricole et agroalimentaire. Synthèse régionale*, Agreste Essentiel, n°14, accessible en ligne : <https://draaf.bretagne.agriculture.gouv.fr/essentiel-no14-decembre-2022-la-bretagne-agricole-et-agroalimentaire-a1542.html> , consulté le 23/07/2024.

ARCOM, Direction des Etudes, de l'Economie et de la Prospective, 2024, « Les Français et l'information. Rapport détaillé. ».

Arzel L., Berry C. (coord.), 2020, "Le rêve armoricain. +1,5°C : La Bretagne dans l'urgence climatique", en ligne : <https://express.adobe.com/page/FJ7mjxlava3LX/> , consulté le 29/07/2024.

Bartolomeo P., n.d., « PERCEPTION », dans *Encyclopædia Universalis*, en ligne : <https://www-universalis-edu-com.gorgone.univ-toulouse.fr/encyclopedie/perception/> , consulté le 27/05/2024.

Chambre d'agriculture de Bretagne, 2021, « Diagnostic territorial d'adaptation au changement climatique en Bretagne », en ligne : https://bretagne.chambres-agriculture.fr/fileadmin/user_upload/National/FAL_commun/publications/Bretagne/PDF/Enviro/Diagnostic_territorial_changement_climatique_bretagne.pdf , consulté le 20/08/2024.

Chambres d'agriculture de Bretagne, 2023, "ABC. Agriculture et agroalimentaire de Bretagne en clair".

Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire de Bretagne (CRESS), 2018, « Data'ESS. Repères sur les entreprises et les emplois de l'Economie Sociale et Solidaire. Pays du Centre Ouest Bretagne ».

Chuine I., Lavorel S., s.d., « BIODIVERSITE », dans *Encyclopædia Universalis*, en ligne : <https://www.universalis.fr/encyclopedie/biodiversite/4-biodiversite-et-resilience-des-ecosystemes/> , consulté le 22/08/2024.

Coordination nationale des Conseils de développement, 2016, « Vade-mecum. Conseils de développement. Mettre en œuvre la loi sur le terrain ».

Département du Finistère, 2023, « Plan d'action Finistère Eau Potable 2030 », accessible en ligne : <https://www.finistere.fr/le-conseil-departemental/les-grands-plans/plan-daction-finistere-eau-potable-2030/> , consulté le 20/08/2024.

DREAL Bretagne et CERUR, 2024, « Diagnostic de la crise du logement en Bretagne », rapport pour les Assises du logement en Bretagne à Quimper, accessible en ligne : <https://www.bretagne.developpement-durable.gouv.fr/les-assises-du-logement-du-2-fevrier-2024-a5714.html> , consulté le 13/03/2024.

EPAGA, syndicat de bassin-versant de l'Aulne, juin 2024, « Intervention dans le cadre de la journée Eau et Changement climatique, organisée par le Pays COB », par Badé X., directeur de l'EPAGA.

France 3 Bretagne, Le Charpentier M., Cezard Q., 2023, « Fermeture des urgences la nuit à l'hôpital de Carhaix. "On a été méprisés, humiliés et maintenant trahis" », en ligne : <https://france3-regions.francetvinfo.fr/bretagne/finistere/quimper/fermeture-des-urgences-la-nuit-a-l-hopital-de-carhaix-on-a-ete-meprises-humilies-et-maintenant-trahis-2835470.html> consulté le 22/08/2024.

France Stratégie, 2023, « Le travail à l'épreuve du changement climatique », *Note d'analyse*, n°123.

Géoconfluences, 2018, « Réchauffement climatique, changement et variabilité climatiques », en ligne : <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/climat-changement-et-variabilite-climatique-global-change> , consulté le 05/03/2024.

Géoconfluences, 2019, « Culture et représentation du risque », en ligne : <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/culture-et-representation-du-risque> , consulté le 23/08/2024.

Géoconfluences, 2023, « Système agricole breton, modèle breton », en ligne : <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/systeme-agricole-breton-modele-breton> , consulté le 23/07/2024.

Granarolo P., n.d., « PERCEPTION (notions de base) », dans *Encyclopædia Universalis*, en ligne : <https://www-universalis-edu-com.gorgone.univ-toulouse.fr/encyclopedie/perception-notions-de-base/>, consulté le 27/05/2024.

Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), 2023, « SYNTHESIS REPORT OF THE IPCC SIXTH ASSESSMENT REPORT (AR6) Summary for Policymakers. », en ligne : <https://www.ipcc.ch/report/ar6/syr/> , consulté le 10/03/2024.

Haut Conseil Breton pour le Climat, 2024, « Le changement climatique en Bretagne. Le littoral breton face aux défis climatiques », *Bulletin annuel*, n°2.

Huet S., 2023, *Le Giec. Urgence climat. Le rapport incontestable expliqué à tous.*, Paris : Tallandier.

INSEE, Cazenave M., 2021, « Bretagne : la population des communes au 1^{er} janvier 2019 », *INSEE Flash Bretagne*, n°80, en ligne : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6011939> , consulté le 22/07/2024.

INSEE, Bovi H., Le Strat F., 2020, « L'économie des zones d'emploi bretonnes tournée vers l'agroalimentaire et le tourisme », *INSEE Analyses Bretagne*, n°94, en ligne : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4656783> , consulté le 13/08/2024.

INSEE, Cazenave M. et Lardoux J-M., 2021, « Bilan démographique 2020 : la hausse des décès et la baisse des naissances se poursuivent », *INSEE Analyses Bretagne*, n°105, en ligne : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/5543616> , consulté le 22/07/2024.

INSEE, Cazenave M. et Lardoux J-M., 2023, « La Bretagne est de plus en plus attractive, en particulier pour les jeunes actifs et les retraités », *INSEE Analyses Bretagne*, n°120, en ligne : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/7717502#onglet-2> , consulté le 22/07/2024.

INSEE, Lévy D., Mora V., Prusse S., 2023, « Le nouveau zonage en bassins de vie 2022 : 1700 bassins de vie façonnent le territoire national », *INSEE Analyses*, n°83, en ligne : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/7455752> , consulté le 23/08/2024.

INSEE, 2024, « L'essentiel sur... la Bretagne », *INSEE Chiffres-clés*, en ligne : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4480852> , consulté le 13/08/2024.

Inserm, 2022, « L'éco-anxiété, une maladie mentale, vraiment ? », en ligne : <https://presse.inserm.fr/canal-detox/leco-anxiete-une-maladie-mentale-vraiment/> , consulté le 01/08/2024.

Izoard C., 2024, *La Ruée minière au XXIe siècle. Enquête sur les métaux à l'ère de la transition.*, Paris : Ecocène Seuil.

Legendre N., 2023, *Silence dans les champs*, Paris : Editions Arthaud.

Lenormand A., 2024, « Un nouveau plan national d'adaptation au changement climatique publié au "début de l'été", selon Christophe Béchu », *Localtis. Un média Banque des territoires*, en ligne : <https://www.banquedesterritoires.fr/un-nouveau-plan-national-dadaptation-au-changement-climatique-publie-au-debut-de-lete-selon> , consulté le 17/03/2024.

Le Pavé, 2013, « La participation », *Les Cahiers du Pavé* n°2, Editions du Commun.

Léraud I., Falc'hon K., 2024, « Copains comme cochons », *La Revue Dessinée*, n°43, Paris : Delcourt.

Léraud I., Van Hove P., 2019, *Algues Vertes. Histoire interdite*, Paris : Delcourt.

Ministère de la Transition écologique et de la cohésion des territoires, POPSU, 2022, « Exode urbain : un mythe, des réalités. Présentation des résultats de l'étude sur les impacts de la pandémie de COVID-

19 sur les mobilités résidentielles », en ligne : <https://www.ecologie.gouv.fr/presse/dossier-presse-etude-exode-urbain-mythe-realites> , consulté le 17/03/2024.

Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires, 2023, « Adaptation de la France au changement climatique », en ligne : <https://www.ecologie.gouv.fr/politiques-publiques/adaptation-france-changement-climatique> , consulté le 02/05/2024.

Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires, 2023, « Aléas, risques, mal-adaptation... de quoi parle-t-on exactement ? », Centre de ressources pour l'adaptation au changement climatique, en ligne : <https://www.adaptation-changement-climatique.gouv.fr/comprendre/decryptage/eclairages/aleas-risques-mal-adaptation-quoi-parle-t-exactement>, consulté le 02/05/2024.

Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires, 2023, « Document de référence. Trajectoire de réchauffement de référence pour l'adaptation au changement climatique (TRACC) ».

Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires, 2023, « S'adapter, ne rien faire... combien ça coûte ? », en ligne : <https://www.adaptation-changement-climatique.gouv.fr/comprendre/enjeux/le-cout-de-l-adaptation-et-de-l-inaction#toc-le-changement-climatique-a-d-j-de-lourdes-cons-quences-financi-res> , consulté le 20/08/2024.

Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires, 2024, « Impacts du changement climatique : Atmosphère, Températures et Précipitations », en ligne : <https://www.ecologie.gouv.fr/politiques-publiques/impacts-du-changement-climatique-atmosphere-temperatures-precipitations#:~:text=La%20temp%C3%A9rature%20moyenne%20annuelle%20est,sur%20la%20p%C3%A9riode%201979%2D2005.> , consulté le 08/08/2024.

Pays COB, 2021, « Projet de territoire du Pays Centre Ouest Bretagne : Objectif 2040 », accessible sur le site du Pays COB : <https://www.payscob.bzh/le-pays/cest-quoi-le-pays/> , consulté le 28/08/2024.

Pays COB, 2023, « Diagnostic argumenté. Schéma de Cohérence Territoriale », rapport de diagnostic territorial, accessible sur le site du Pays COB : <https://www.payscob.bzh/ses-missions/scot/arret-du-projet-de-scot/> , consulté le 28/08/2024.

Pays COB, 2024, « Etude de caractérisation de l'impact du changement climatique dans le Centre Ouest Bretagne », à partir du rapport de stage de Virginie Viale, sous la direction de Bret M., Duc A.

Préfet de la Haute-Savoie, 2023, « Qu'est-ce que le risque feux de forêt ? », en ligne : <https://www.haute-savoie.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Prevenir-le-risque-et-se-proteger/Risques-naturels/Feux-de-foret/Definition> , consulté le 15/08/2024.

Région Bretagne, 2021, « Engagement pour la cohésion des territoires. Favoriser l'égalité des chances entre les territoires. La carte des capacités territoriales, pour plus de solidarité territoriale ».

Région Bretagne, Le Mouvement associatif de Bretagne, DRAJES, 2021, « La vie associative en Bretagne », accessible en ligne : <https://www.bretagne.bzh/presse/communiqués-dossiers/le-dynamisme-de-la-vie-associative-en-bretagne-est-confirme-un-recueil-de-données-inedites-presente-a-l'ensemble-des-acteurs/> , consulté le 18/08/2024.

Réseau Action Climat, ADEME, 2022, « Expliquer le changement climatique en classe », en ligne : <https://reseauactionclimat.org/publications/panneaux-d'exposition-expliquer-le-changement-climatique-en-classe/> , consulté le 05/03/2024.

Stern N., 2006, « Rapport sur l'économie du changement climatique » à destination du Gouvernement du Royaume-Uni.

Tommasi G., Géoconfluences, 2018, « La gentrification rurale, un regard critique sur les évolutions des campagnes françaises », en ligne : <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-regionaux/france-espaces-ruraux-periurbains/articles-scientifiques/gentrification-rurale> , consulté le 28/07/2024.

United Nations For Climate Change (UNFCCC), n.d., « Principaux aspects de l'Accord de Paris », en ligne : <https://unfccc.int/most-requested/key-aspects-of-the-paris-agreement> , consulté le 02/05/2024.

Sitographie

Cerema, 2022, cartographie interactive dynmark « Explorez les dynamiques des marchés immobiliers », URL : dataviz.cerema.fr/dynmark/ , consulté le 15/08/2024.

Les Greniers d'Abondance, Calculateur pour la Résilience Alimentaire des Territoires (CRATer), s.d., URL : <https://crater.resiliencealimentaire.org> , consulté le 23/07/2024.

Observatoire de l'environnement en Bretagne, dernière actualisation juin 2024, cartographie interactive Terristory « Mon territoire en transition », URL : <https://terristory.fr/> , consulté le 10/03/2024.

Observatoire des territoires de l'ANCT, n.d., « Portrait de territoire du Pays Centre Ouest Bretagne », cartographie interactive et rapports, URL : <https://www.observatoire-des->

territoires.gouv.fr/outils/cartographie-interactive/#c=report&chapter=p14&report=r01&selgeo1=pays.BR02 , consulté le 15/03/2024.

Table des illustrations

Tables des cartes

Carte 1. Intercommunalités de Bretagne et du COB : localisation du COB en Bretagne.....	14
Carte 2. Le Pays COB.....	15
Carte 3. Relations entre les bassins de vie du COB et le Pays COB.....	16
Carte 4. Approche morphologique des espaces ruraux et urbains du COB, selon la grille communale de densité.....	17
Carte 5. Zonage agroclimatique en Bretagne et en COB.....	18
Carte 6. Les bassins versants du COB.....	19
Carte 7. Evolution de la population entre 2013 et 2019 en Bretagne et en COB.....	21
Carte 8. Capacité d'intervention des collectivités locales en Bretagne et en COB.....	23
Carte 9. Le réseau des transports publics en Bretagne et en COB.....	25
Carte 10. Le COB parmi les zones d'emploi bretonnes : une spécialisation agricole.....	27

Tables des figures

Figure 1. La structure d'emploi du COB par rapport à l'ensemble de la Bretagne.....	28
Figure 2. La répartition des émissions de GES selon les secteurs dans le COB en 2017.....	29
Figure 3. Estimation de l'évolution du changement climatique en fonction de l'échelle par les répondants.....	39
Figure 4. Idées associées spontanément à l'expression "changement climatique", en pourcentage des répondants.....	41
Figure 5. Evenements climatiques vécus par les répondants ou leurs proches.....	42
Figure 6. Association de phénomènes naturels ou sociaux au changement climatique par les répondants.....	43
Figure 7. Relevés pluviométriques réalisés par Armand Pichon.....	46
Figure 8. Estimation de l'impact général du changement climatique dans le quotidien des répondants.....	54
Figure 9. Estimation de la sensibilité des répondants vis-à-vis du changement climatique.....	54
Figure 10. Impacts du changement climatique vécus par les répondants ou leurs proches.....	55
Figure 11. Emotions associées spontanément par les répondants aux souvenirs d'événements climatiques et de leurs conséquences vécues.....	60
Figure 12. Estimation et caractérisation de l'inquiétude vis-à-vis du changement climatique par les répondants.....	60
Figure 13. Estimation de la probabilité que différents événements liés au changement climatique surviennent dans le COB d'ici 10 ans par les répondants.....	62
Figure 14. Niveau d'importance accordé à différentes actions d'atténuation et d'adaptation au changement climatique à l'échelle du COB par les répondants.....	73

Table des photographies

Photographie 1. Tourbière du Venec, Brennilis, Monts d'Arrée Communauté.....	20
Photographie 2. Landes de Locarn, CCKB.....	20
Photographie 3. La commune de Saint-Tugdual (56540, Roi Morvan Communauté) sur la période 1950-1965 (à gauche) et aujourd'hui (à droite) : les marques du remembrement sur le paysage.....	26
Photographie 4 : Aurore Duc, Marion Bret et Virginie Viale pendant le porteur de parole le 13 juin à Huelgoat.....	34
Photographie 5 : Armand Pichon, Félix Corbel et d'autres "veilleurs de pluie" le 26 juin à Brennilis...	35

Table des tableaux

Tableau 1. Description administrative et démographique des EPCI du COB.....	17
Tableau 2. Les idées associées à la notion « d'adaptation au changement climatique ».....	65
Tableau 3. Lecture : 21% des personnes résidant dans la CCHC estiment que les « réseaux de recyclerie » existent déjà chez eux.....	75

Table des matières

Introduction	1
Partie I – Cadre de l'enquête : une enquête de perception	2
1. Une « enquête de perception et de représentation sociale du changement climatique et des enjeux d'adaptation » dans le cadre d'un stage professionnel	2
<i>Le commanditaire : le PETR du Pays COB</i>	<i>2</i>
<i>La commande : une enquête de perception du changement climatique.....</i>	<i>3</i>
2. Une approche psycho-sociologique du changement climatique	4
<i>Qu'est-ce que le changement climatique ?.....</i>	<i>4</i>
<i>La notion de perception interroge notre rapport à la réalité et à la science.....</i>	<i>5</i>
3. Définir l'adaptation au changement climatique	9
<i>Le cadre scientifique et politique de l'adaptation au changement climatique.....</i>	<i>9</i>
<i>Comment peut se concrétiser l'adaptation ?.....</i>	<i>11</i>
<i>L'adaptation au changement climatique à l'échelle de la France.....</i>	<i>12</i>
4. Le Centre Ouest Bretagne, comme un îlot loin de la mer	14
<i>Description administrative.....</i>	<i>14</i>
<i>Pourquoi s'adapter au changement climatique dans le Centre Ouest Bretagne ? Les forces et les vulnérabilités du territoire.....</i>	<i>18</i>
<i>Pourquoi s'adapter au changement climatique dans le Centre Ouest Bretagne ? Les impacts du changement climatique dans le territoire.....</i>	<i>30</i>
5. Problématique et hypothèses	31
Partie II – Matériels et méthodes	32
1. Un questionnaire.....	32
2. Des entretiens semi-directifs compréhensifs.....	33
3. D'autres outils de recueils de témoignages issus de l'éducation populaire.....	34
4. Eléments de réflexivité : le cadre politique du PETR, mes engagements militants.....	35
Partie III – Percevoir le changement climatique en Centre Ouest Bretagne	37
1. Comment les populations du COB connaissent-elles le changement climatique ?.....	37
<i>Les sources d'informations sur le changement climatique.....</i>	<i>37</i>
<i>Les « savoirs locaux » sur le changement climatique.....</i>	<i>38</i>
2. Etats des lieux des constats sur le changement climatique dans le COB.....	39
<i>Relativité des impacts du changement climatique dans le COB par rapport à d'autres territoires.....</i>	<i>39</i>
<i>La mémoire des épisodes climatiques exceptionnels.....</i>	<i>41</i>
<i>Le suivi de marqueurs biologiques et météorologiques.....</i>	<i>44</i>
<i>La confusion qui subsiste entre météo et changement climatique.....</i>	<i>49</i>
<i>Le climato-scepticisme dans le COB.....</i>	<i>50</i>
3. Les conséquences du changement climatique sur les corps et les âmes	53
<i>Impacts sur les activités économiques et professionnelles.....</i>	<i>56</i>
<i>Impacts sur l'habitat.....</i>	<i>57</i>

<i>Impacts sur la santé</i>	58
Partie IV – Se représenter l’adaptation au changement climatique dans le Centre Ouest Bretagne	65
1. Les populations du COB identifient des solutions d’adaptation au changement climatique.....	65
<i>S’adapter au changement climatique : une idée évidente, mais difficile à définir</i>	65
<i>Les solutions d’adaptation identifiées</i>	69
Les solutions fondées sur l’aménagement du territoire	72
2. Les freins et leviers à l’adaptation au changement climatique perçus par les habitants du COB	77
<i>Freins et leviers financiers</i>	77
<i>Freins et leviers administratifs et techniques</i>	79
<i>Freins et leviers politiques</i>	82
<i>Freins et leviers culturels et psycho-sociologiques</i>	85
Conclusion : vérification des hypothèses	89
Conclusion : limites de l’enquête et ouvertures	92
Bibliographie	93
Publications académiques	93
Publications institutionnelles et grand public.....	96
Sitographie	101
Table des illustrations	103
Tables des cartes	103
Tables des figures.....	103
Table des photographies.....	103
Table des tableaux	104
Table des matières	105
Annexes	107
Table des annexes	107
Annexe 2 : Guide d’entretien.....	109
Annexe 3 : Description détaillée de l’échantillon issue des réponses au questionnaire.	111
Annexe 4 : Profils sociologiques et identification des personnes rencontrées en entretien	114
Annexe 5 : Recommandations à destination du Pays COB.....	116

Annexes

Table des annexes

Annexe 1 : Grille d'analyse de la notion de perception appliquée au phénomène de changement climatique.....	103
Annexe 2 : Guide d'entretien	104
Annexe 3 : Description détaillée de l'échantillon issue des réponses au questionnaire.....	106
Annexe 4 : Profils sociologiques et identification des personnes rencontrées en entretien	109
Annexe 5 : Recommandations à destination du Pays COB.....	111

Annexe 1 : Grille d'analyse de la notion de perception appliquée au phénomène de changement climatique.

Notion	Dimensions	Variables	Indicateurs
	Cognitive	Sources d'informations Connaissances Expériences vécues	Type de source Causes attribuées au CC Impacts connus du CC Impacts du CC vécus personnellement Impacts vécus par des gens proches / la communauté
Perception du changement climatique	Emotionnelle	Sentiment de vulnérabilité Sentiment de responsabilité Sentiment de pouvoir d'agir, de capacité	Se sentir à risque vis-à-vis de tel impact Sentiment que ses activités professionnelles peuvent contribuer au CC Sentiment que ses activités personnelles peuvent contribuer au CC Vocabulaire optimiste associé à l'idée de CC
	Comportementale	Intentions d'action Comportements effectifs Attentes envers des acteurs extérieurs Freins/leviers à l'action	Actions d'adaptation qu'on pense pouvoir mettre en place à court, moyen, long terme Actions déjà réalisées Acteurs identifiés comme pouvant changer les choses Ce qui empêche d'agir Ce qui aiderait pour agir

Annexe 2 : Guide d'entretien	
Thèmes et sous-thèmes	Relances
PRESENTATION DE LA PERSONNE	
Présentation libre	
DIMENSIONS COGNITIVE ET EMOTIONNELLE : REPRESENTATIONS SOCIO-MENTALES DU CC	
Définition du CC	En quelques mots, comment définiriez-vous le CC ?
	Dans quel cadre utilisez-vous cette expression ?
Niveau de sensibilité / conscientisation	Via quelles sources d'informations entendez-vous parler du CC ?
	Est-ce que vous vous renseignez plus en profondeur sur le CC ? Via quelles sources ?
Images associées au CC	Qu'est-ce qui vous vient en tête quand on parle du CC ?
	Y a-t-il des événements marquants dans l'histoire du COB que vous associez au CC ?
	Pour vous, à partir de quand le CC a-t-il été visible ?
DIMENSIONS COGNITIVE ET EMOTIONNELLE : EXPERIENCES VECUES EN LIEN AVEC LE CC	
Conséquences sur la vie personnelle	Avez-vous déjà vécu des événements climatiques et lesquels ?
	Quelles conséquences cela a-t-il eu sur votre vie ?
	Que ressentiez-vous au moment où ça se passait ?
	Que ressentez-vous maintenant vis-à-vis de ces souvenirs ?
Conséquences connues sur d'autres personnes	Connaissez-vous des personnes dans le COB, plus ou moins proches de vous, qui ont vécu des événements climatiques ?
	Quelles conséquences cela a-t-il eu sur leurs vies ?
DIMENSION EMOTIONNELLE : MESURE ET CARACTERISATION DE L'INQUIETUDE VIS-À-VIS DU CC	
Projections à l'échelle du COB	Comment pensez-vous que le CC va impacter le COB, d'ici 10 ans ?
Caractérisation de l'inquiétude	Dans quelle mesure pensez-vous que votre lieu de vie est menacé par le CC ? Par quoi ?
DIMENSION COGNITIVE : CAUSES ESTIMEES DU CC	
Estimation des causes au niveau COB	Dans le territoire du COB, quelles activités humaines identifiez-vous comme contribuant le plus au CC ?

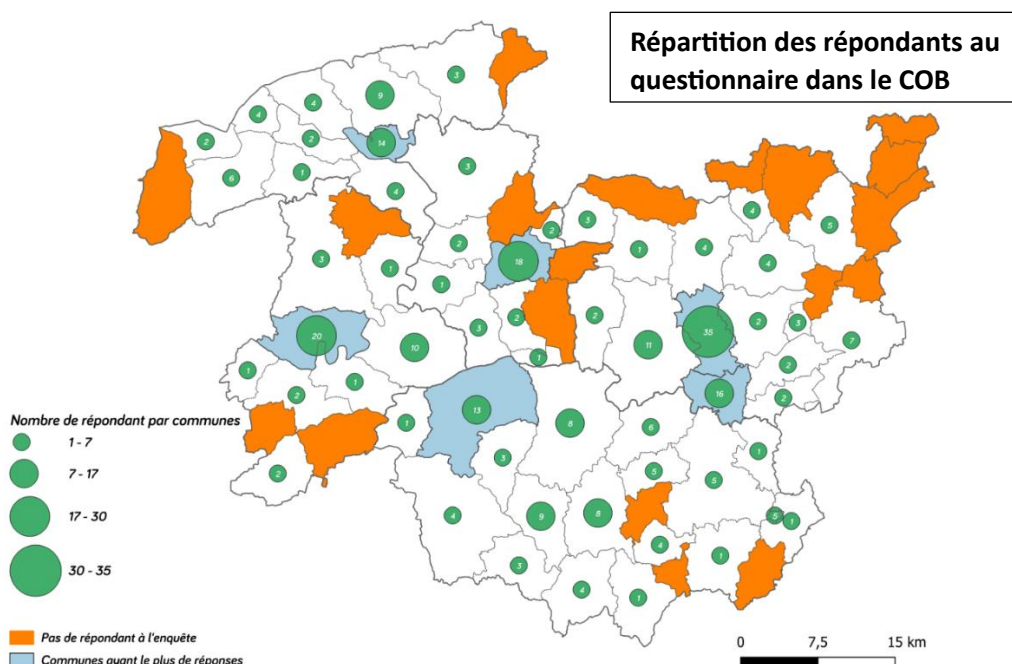
DIMENSION COGNITIVE : REPRESENTATIONS SOCIO-MENTALES DE L'ADAPTATION	
Définition personnelle	Qu'est-ce que vous évoque l'idée d'adaptation au changement climatique ?
	Dans quel cadre utilisez-vous cette expression ?
Différence atténuation / adaptation	Faites-vous une différence entre "atténuer le CC" et "s'adapter au CC" ?
DIMENSION COMPORTEMENTALE : ADOPTION DE COMPORTEMENTS INDIVIDUELS D'ADAPTATION / ATTENUATION	
Adoption de comportements vertueux ajd	Comment le CC impacte vos comportements, au quotidien ?
A l'avenir	Y'a-t-il des comportements que vous n'avez pas adopté ajd mais que vous voudriez adopter à l'avenir ?
Freins	Rencontrez-vous des obstacles dans l'adoption de ces comportements "vertueux" ?
DIMENSION COMPORTEMENTALE : ATTENTES VÂV DE L'ADAPTATION AU CC	
Attentes envers les collectivités publiques	Quelles actions souhaiteriez-vous que les collectivités publiques mettent en place dans le COB, pour faire face au CC ? *Collectivités publiques : Etat, Région, 3 départements, Com Com, communes.
Tri par ordre d'urgence / d'importance	Parmi ces actions, lesquelles vous paraissent plus urgentes et plus importantes que les autres ?
Attentes en général	Selon vous, quels autre acteur·ices devraient se mobiliser dans la préparation du territoire au CC ?
DIMENSION COGNITIVE : CONNAISSANCES D'INITIATIVES EXISTANTES	
	Connaissez-vous des choses mises en place par des citoyen·nes pour préparer votre territoire au CC ?
	Connaissez-vous des choses mises en place par des institutions pour préparer votre territoire au CC ?
VARIABLES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES	
	Année de naissance / âge
	Profession
	Situation d'emploi
	Etes-vous élu.e dans une collectivité publique du COB ?
	Parcours (pro, formation, engagement, ...)
Ancrage dans le territoire	Commune de résidence
	Comment vous estimez votre connaissance du territoire ?
	Sur quoi basez-vous cette estimation ?

Annexe 3 : Description détaillée de l'échantillon issue des réponses au questionnaire.

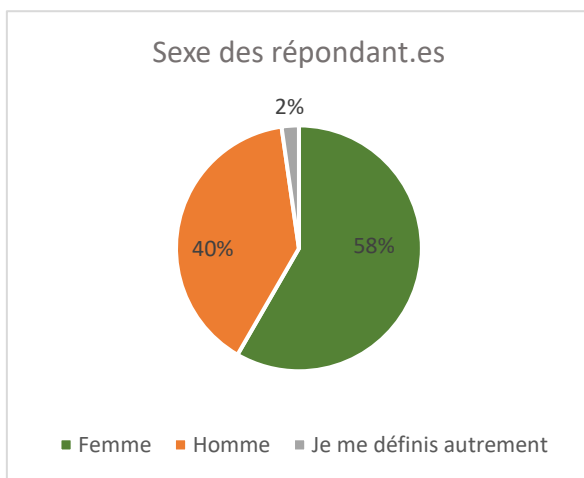
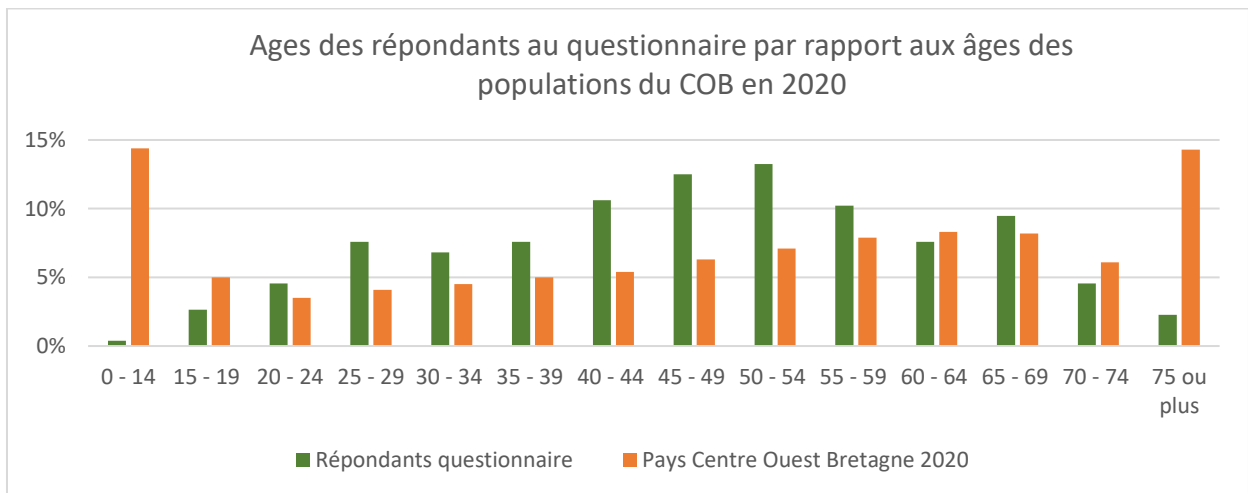
Les EPCI surreprésentées dans le questionnaire sont la CCKB et MAC. Les autres sont toutes légèrement sous-représentées.

EPCI	Nombre de répondants	Pourcentage de répondants	Nombre d'habitants dans le COB	Pourcentage d'habitants
CCKB	101	31%	18 200	23%
RMC	82	25%	24 700	31%
MAC	49	15%	7600	9%
CCHC	39	12%	14 900	18%
PC	33	10%	15 300	19%
Hors COB	18	6%	-	-
Totaux	322	100%	80 700	100%

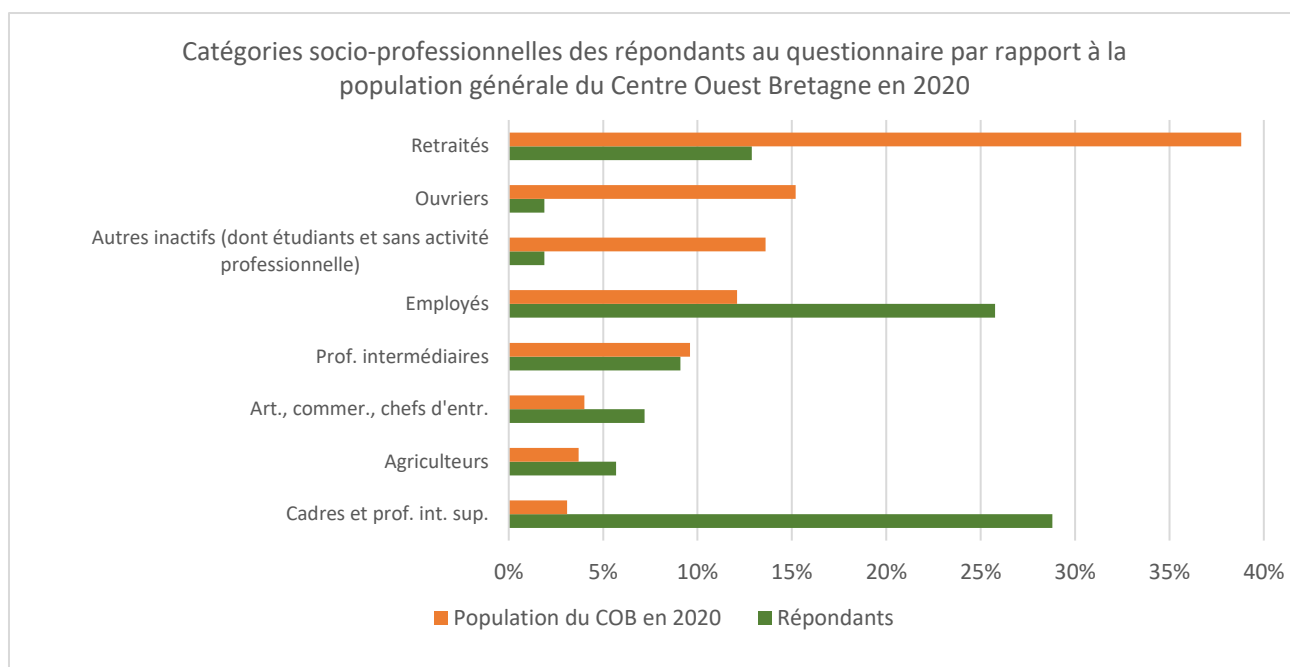
Les communes comptant le plus de répondants sont logiquement les communes les plus peuplées et concentrant le plus de services publics, c'est là aussi où l'on a le plus diffusé le questionnaire : Huelgoat (14 réponses), Châteauneuf-du-Faou (20), Carhaix (18), Gourin (13), Rostrenen (35). Mais la petite commune de Mellionec compte 16 réponses, pour environ 300 habitants ! Cela s'explique par plusieurs choses. D'abord, sa proximité avec Rostrenen : c'est la commune où se trouve le siège du Pays COB, c'est là où nos réseaux professionnels et amicaux sont le plus concentrés (les miens et ceux des chargées de projet « Hin'COB »). C'est à Rostrenen qu'on compte le plus grand nombre de réponses. Mais Mellionec est aussi la commune où j'ai résidé, et surtout où Aurore Duc, la coordinatrice du Conseil de développement, qui s'est en grande partie occupée de la diffusion du questionnaire, réside. C'est enfin une commune connue pour son dynamisme associatif et l'engagement écologique de ses habitants. Les communes ne comptant aucun répondant sont souvent des communes situées aux extrémités du COB, donc probablement plus susceptibles d'être tournées vers d'autres bassins de vie.



On observe une surreprésentation des personnes de 20 à 69 ans, avec une exception pour la tranche d'âge 60-64 ans et une surreprésentation très marquée pour les 40-54 ans, et plutôt marquée pour les 25-29 ans. On peut faire l'hypothèse que ces tranches d'âge représentent des populations ayant facilement accès aux outils numériques, actives mais disposant du temps que les jeunes parents (entre 30 et 39 ans) ont moins. Les personnes ayant 14 ans ou moins et 75 ou plus sont très sous-représentées, ce qui s'explique facilement par une plus grande difficulté d'accès de ces populations très jeunes et très âgées aux outils numériques.



Il y a légèrement plus de femmes que d'hommes en Centre Ouest Bretagne en 2020 (INSEE, RP 2020), mais elles sont quand même surreprésentées dans notre enquête.



On observe une très large surreprésentation des cadres et professions intellectuelles supérieures, et dans une moindre mesure, des employés. On observe par contre une très large sous-représentation des retraités, des ouvriers et des autres inactifs, pourtant la population la plus nombreuse du COB. On estime que la sous-représentation des retraités s'explique, au moins en partie, par un accès plus difficile aux outils numériques. Par contre, la sous-représentation des ouvriers et des autres inactifs est plus difficile à comprendre. Pour la population ouvrière, on peut faire une hypothèse à partir des résultats de l'enquête sur les sensibilités des populations bretonnes aux questions de santé et d'environnement, menée par la DREAL, l'ARS et la Région Bretagne en 2020 (« Baromètre Santé Environnement 2020 en Bretagne »). Selon cette étude, les ouvriers représentent la catégorie de population qui se déclare le plus être peu sensible aux questions environnementales, et qui se renseigne le moins sur ces sujets (par exemple, 37% des ouvriers recherchent des informations sur les risques de santé liés à l'environnement, contre 56% des professions intermédiaires et 54% des cadres et professions intellectuelles supérieures). On peut ainsi faire l'hypothèse que la thématique du changement climatique a moins intéressé la catégorie socio-professionnelle des ouvriers, tandis qu'elle a davantage intéressé les cadres et professions intellectuelles supérieures et les employés. Par ailleurs, on peut aussi se demander à quel point la catégorie « ouvrier » paraît encore pertinente aux yeux des ouvriers eux-mêmes, et si certains d'entre eux n'ont pas choisi la catégorie « employé » alors qu'ils pourraient être catégorisé par l'INSEE comme « ouvrier ». Enfin, ces résultats sont aussi à comprendre au regard de biais dans la diffusion du questionnaire : comme on le voit sur la carte ci-dessus (carte*), la répartition des répondants dans le COB est en partie influencée par nos réseaux professionnels et amicaux (les miens et ceux des chargées de projet), qui sont le plus souvent des réseaux de cadres et professions intellectuelles, de professions intermédiaires et d'employés.

Annexe 4 : Profils sociologiques et identification des personnes rencontrées en entretien

Identification de l'entretien (EX = entretien exploratoire)	Type d'entretien	Personne interrogée au titre de ...	Genre	Age ou tranche d'âge	Communauté de communes de résidence
EX_A	Individuel	Militant écologiste	Masculin	40-50 ans	CCKB
EX_B	Individuel	Naturaliste	Masculin	30-40 ans	Poher Communauté
EX_C	Groupe	Habitants	Masculin	Entre 65 et 95 ans	Poher Communauté
EX_D	Individuel	Agriculteur (éleveur bovin lait conventionnel, représentant agricole syndiqué FNSEA)	Masculin	46 ans	CCKB
EN_1	Individuel	Chargée de mission dans une association environnementale	Féminin	43 ans	Hors COB
EN_2	Individuel	Agriculteur (éleveur bovin viande en bio, ancien représentant agricole syndiqué Confédération Paysanne)	Masculin	62 ans	CCKB
EN_3	Binôme	Aides-soignants (mère et fils), dont l'une est syndiquée	Mixte	53 ans et 33 ans	Roi Morvan Communauté
EN_4	Binôme	Agriculteurs associés (maraîchers bio)	Masculin	39 ans et 32 ans	CCHC
EN_5	Individuel	Couvreur, chef d'entreprise	Masculin	43 ans	CCHC
EN_6	Individuel	Militante écologiste	Féminin	32 ans	Roi Morvan Communauté

EN_7	Individuel	Technicienne dans un syndicat d'adduction d'eau potable du COB	Féminin	33 ans	Hors COB
EN_8	Individuel	Agriculteur et élu local (ancien éleveur de volailles et céréalier)	Masculin	70 ans	CCHC
EN_9	Binôme	Collégiens dans un établissement scolaire agricole	Mixte	15 ans	Poher Communauté et CCHC, collège RMC
EN_10	Groupe	Elèves de primaires et collégiens	Mixte	Entre 10 et 12 ans	CCKB

Annexe 5 : Recommandations à destination du Pays COB.

Axe I : Définir un cadre : se fixer des objectifs et s'accorder sur les termes

Piste 1 : Se questionner sur le niveau de transformation qu'on veut atteindre avec la stratégie d'adaptation : résilience (le fonctionnement social et institutionnel actuel ne change pas, mais il s'arme d'outils de protection), transition (améliorations incrémentales du fonctionnement actuel), ou transformation (changements profonds dans le fonctionnement actuel) ?

Piste 2 : Se questionner sur la place des « savoirs locaux » dans la construction de la stratégie d'adaptation du territoire. Comment les intègre-t-on (ou pas) dans la construction des politiques publiques locales en matière d'adaptation ?

Piste 3 : Plus largement, s'accorder sur la définition des termes : qu'est-ce que signifient pour nous « changement », « adaptation », « dérèglement », « stratégie », ... ? Et s'accorder sur un cadre temporel pour l'action : veut-on agir dans l'urgence, à court, moyen, long terme ?

- ⇒ **Exemple de réalisation possible :** L'atelier « AdaCC » (Adaptation au Changement Climatique), animé par le réseau Breizh Alec, peut aider à définir un cadre, en posant des questions importantes, telles que : quels sont nos objectifs ? Quelles actions nous semblent prioritaires ? Dans quelles échelles de temps ces actions peuvent-elles se mettre en place ?

Axe II : Approfondir les connaissances

Piste 1 : S'approprier et développer les résultats de l'enquête de perception et de l'enquête sur les vulnérabilités du COB à l'échelle intercommunale : quelles sont les spécificités des communautés de communes au regard des impacts et des perceptions du changement climatique ?

- ⇒ **Exemple de réalisation possible :** Etablir un diagnostic des risques climatiques à l'échelle des communautés de communes, à l'appui des méthodes de la science participative (voir par exemple : les Observatoires Participatifs des Espèces et de la Nature, ou encore le programme SPOT – Sciences Participatives Obscurité et Territoire, sur l'éclairage urbain dans la ville de Libourne). Un poste d'animation et de coordination « Adaptation au changement climatique » pourrait être créé au Pays pour coordonner et soutenir ces diagnostics.

Axe III : Faciliter la participation des habitants

Piste 1 : Faciliter le débat entre acteurs ayant des intérêts différents, dans différents domaines (agriculture, sylviculture, industrie, production d'énergie), dans le but d'encourager les changements de pratiques et l'adaptation des modes de production.

Piste 2 : Créer l'opportunité de débats publics, avec l'objectif d'inclure tous les points-de-vue dans la compréhension du problème, et de donner du pouvoir aux habitants, en responsabilisant non plus de façon individuelle, mais de façon collective.

Piste 3 : Impliquer les habitants dans la construction des solutions d'adaptation.

- ⇒ **Exemple de réalisation possible :** Mettre en place, dans chaque commune, au plus près des habitants, des ateliers de cartographie participative pour redessiner son bourg à l'aune des objectifs d'adaptation au changement climatique. Ces ateliers pourraient aller jusqu'à la recherche de financements par les habitants eux-mêmes pour mettre en place les changements qu'ils espèrent.

Axe IV : Sensibiliser

Piste 1 : Approcher le changement climatique de façon « sensible » pour surmonter la peur et le fatalisme.

- ⇒ **Exemple de réalisation possible :** Le travail mené par Aurélie Besenval, la chargée de mission « Eau et Culture » de l'association Eau et Rivières de Bretagne est intéressant de ce point-de-vue. Le principe de son travail est le suivant : toucher les populations en proposant des activités qui les intéressent (par exemple, le kayak, la pêche, les danses traditionnelles, la peinture, ...) pour leur parler des impacts du changement climatique sur les ressources naturelles.

Piste 2 : Faciliter le partage des connaissances pour faire face à l'incertitude et au sentiment d'impuissance.

- ⇒ **Exemple de réalisation possible :** Mettre en réseau les groupes de travail, associations, collectifs citoyens travaillant déjà sur des solutions d'adaptation au changement climatique, pour promouvoir leurs conclusions et les faire connaître plus largement.

Piste 3 : Créer une culture commune du risque climatique dans le COB. Elle pourrait s'appuyer sur différents éléments : le patrimoine culturel du territoire (la langue et la culture bretonne), la mémoire des événements climatiques passés, les savoirs locaux sur les impacts du changement climatique.

Axe V : Accompagner et faciliter les changements de pratiques des habitants, des acteurs économiques, des élus

Piste 1 : Faciliter l'accès des particuliers à la rénovation énergétique en mettant en place des aides financières à destination des habitants, et en facilitant l'accès aux aides existantes.

Piste 2 : Promouvoir auprès des habitants des solutions d'adaptation plus originales, comme les toilettes sèches.

Piste 3 : Accompagner financièrement et techniquement les agriculteurs dans leurs changements de pratiques.

Piste 4 : Encourager les habitants à consommer des produits issus de l'agriculture locale, même si elle est plus chère.

⇒ **Exemple de réalisation possible :** Un dispositif comme la Sécurité Sociale de l'Alimentation (SSA) pourrait être expérimenté dans le territoire : l'idée est d'allouer chaque mois un chèque à tous les habitants pour leurs courses alimentaires ; ce chèque pourrait être fléché vers des producteurs locaux (voir sur ce sujet : <https://securite-sociale-alimentation.org/>).

Piste 5 : Développer l'offre de formation en éco-construction et en rénovation énergétique dans le territoire, et encourager l'accueil d'entreprises spécialisées dans ces domaines.

Piste 6 : Accompagner les élus et les techniciens communaux dans l'aménagement de leur commune en adéquation avec les objectifs d'adaptation.

Piste 7 : Redonner du pouvoir aux collectivités locales pour répondre aux attentes des habitants.

⇒ **Exemple de réalisation possible :** La gestion publique, communale ou intercommunale, de la production / distribution de l'énergie (électricité, gaz, bois) et de l'eau potable peut permettre aux collectivités locales de mieux maîtriser les modes de production et de distribution de ces ressources.

Axe VI : Assurer une cohérence au sein du territoire et avec les territoires voisins

Piste 1 : Coordonner les initiatives existantes dans le territoire sous l'angle de l'adaptation au changement climatique : Breizh Bocage, FermAdapt, la filière bois locale en cours de développement, ...

Piste 2 : Développer la coopération entre départements, intercommunalités, syndicats de bassin versant pour la gestion de l'eau, de l'énergie et des transports en commun à l'échelle du COB, dans un objectif d'adaptation.

Résumé

Le changement climatique s'observe dans le Centre Ouest Bretagne grâce à deux principaux indicateurs : des pluies de plus en plus intenses et fréquentes, et la hausse globale des températures occasionnant des sécheresses plus intenses et plus fréquentes. S'il est nécessaire d'atténuer les émissions de gaz à effets de serre à l'origine du changement climatique, il paraît aussi de plus en plus nécessaire d'augmenter les capacités d'adaptation des territoires pour se protéger de ses impacts. Dans ce cadre, le Pôle d'Équilibre Territorial Rural (PETR) du Pays Centre Ouest Bretagne (Pays COB) cherche à établir une stratégie territoriale d'adaptation au changement climatique. Le COB est un territoire rural et agricole, en tête de bassins versants, à la fois proche et loin des littoraux bretons, et à cheval sur trois départements. Ce mémoire met en avant les résultats d'une enquête de perception du changement climatique et des enjeux d'adaptation dans le COB, réalisée dans le but de nourrir la stratégie territoriale d'adaptation du Pays COB. Pour réaliser cette enquête, nous avons diffusé un questionnaire et réalisé des entretiens semi-directifs compréhensifs, auprès des habitants et acteurs socio-économiques du COB. Les résultats de notre enquête indiquent que les populations du COB constatent en grande majorité l'existence du changement climatique (environ 9 personnes sur 10), et ce aussi bien à un niveau global que local. Au niveau local, le changement climatique est identifié grâce à une série de marqueurs biologiques et météorologiques indiquant des dérèglements dans le fonctionnement normal des écosystèmes. Néanmoins, le COB est souvent perçu comme relativement moins touché par le changement climatique que d'autres territoires. La notion d'adaptation est globalement mal appropriée par les populations du COB, et celles-ci sont globalement pessimistes quant aux capacités du territoire à faire face au changement climatique. Pour autant, les témoignages permettent de faire émerger des pistes de solutions, ainsi que des freins et leviers à leur mise en place. L'inquiétude vis-à-vis du changement climatique, l'adéquation des perceptions avec la réalité scientifique, et les solutions d'adaptation envisagées varient en fonction du niveau de vie, des expériences personnelles et du cadre de vie des habitants du COB.

Mots-clés : changement climatique ; perception ; adaptation ; stratégie territoriale ; savoirs locaux.

Abstract

Climate change is observed in Central West Brittany thanks to two main indicators : more intense and frequent rain, and global rise in temperatures causing more intense and frequency droughts. While it is necessary to mitigate greenhouse gas emissions that cause climate change, there is also an increasing need to increase the adaptation capacity of territories in order to protect themselves from its impacts. In this context, the Pôle d'Équilibre Territorial Rural (PETR) of Pays Centre Ouest Bretagne (COB Country) seeks to establish a territorial strategy for adaptation to climate change. The COB is a rural and agricultural territory, at the head of watersheds, both close to and far from the Breton coasts, and straddling three departments. This paper highlights the results of a survey on climate change and adaptation issues in the COB, conducted to feed the territorial strategy for adaptation of the COB country. To carry out this survey, we distributed a questionnaire and conducted comprehensive semi-structured interviews with residents and socio-economic actors of the COB. Our survey results indicate that the vast majority of COB populations are aware of climate change (about 9 people in 10), both globally and locally. At the local level, climate change is identified through a series of biological and meteorological markers indicating disturbances in the normal functioning of ecosystems. Nevertheless, COB is often perceived as being relatively less affected by climate change than other territories. The concept of adaptation is generally not well-understood by COB populations, and they are generally pessimistic about the territory's capacity to cope with climate change. However, the testimonies allow us to identify possible solutions, as well as the brakes and levers for their implementation. Concern about climate change, the adequacy of perceptions with scientific reality, and the capacity to consider adaptation solutions vary according to living standards, personal experiences and living environment of COB residents.

Keywords : climate change; perception; adaptation; territorial strategy; local knowledge.